

DOCUMENTS CONSTITUTIONNELS

CONCERNANT LA

PROVINCE DE QUÉBEC

CONSTITUTIONAL DOCUMENTS

CONCERNING THE

PROVINCE OF QUEBEC

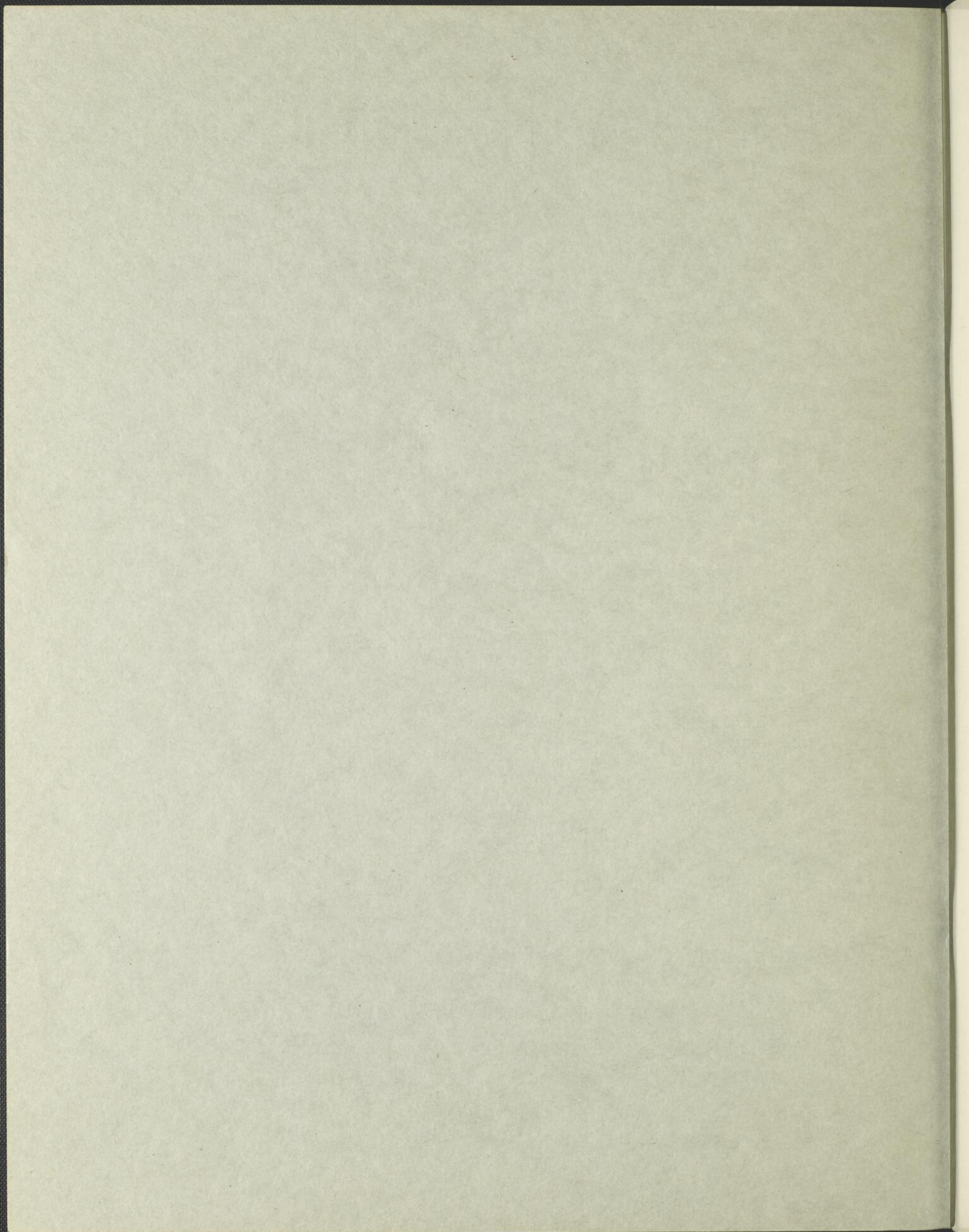


QUÉBEC

RÉDEMPTI PARADIS

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
PRINTER TO THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

1941



DOCUMENTS CONSTITUTIONNELS

CONCERNANT LA

PROVINCE DE QUÉBEC

CONSTITUTIONAL DOCUMENTS

CONCERNING THE

PROVINCE OF QUEBEC



QUÉBEC

RÉDEMPTI PARADIS

IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
PRINTER TO THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

1941

DOCUMENTS CONSTITUTIFS

— GOUVERNEMENT —

PROVINCE DE QUÉBEC

CONSTITUTIONAL DOCUMENTS

— GOVERNMENT —

PROVINCE OF QUEBEC



QUÉBEC

— GOUVERNEMENT —

Imprimé au 25, rue d'Artois, Montréal, au Québec, au Canada.

1941

LOIS CONSTITUTIONNELLES ET
ORGANIQUES

CONSTITUTIONAL AND FUNDAMENTAL
LAWS

Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, (<i>Imp. 30-31 Vict., ch. 3.</i>), v	The British North America Act, 1867, (<i>Imp. 30-31 Vict., c. 3.</i>), v
Proclamation royale émise le 22 mai, 1867, LIII	Royal Proclamation issued 22nd May, 1867, LIII
Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1871, (<i>Imp. 34-35 Vict., ch. 28.</i>), LVI	The British North America Act, 1871, (<i>Imp. 34-35 Vict., c. 28.</i>), LVI
Acte du Parlement du Canada, 1875, (<i>Imp. 38-39 Vict., ch. 38.</i>), LVIII	The Parliament of Canada Act, 1875, (<i>Imp. 38-39 Vict., c. 38.</i>), LVIII
Arrêté en conseil de Sa Majesté à l'effet d'étendre la Puissance du Canada. LX	Her Majesty's Order in Council extending the Dominion of Canada. LX
Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1886, (<i>Imp. 49-50 Vict., ch. 35.</i>), LXI	The British North America Act, 1886, (<i>Imp. 49-50 Vict., c. 35.</i>), LXI
Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1907, (<i>Imp. 7 Ed. VII, ch. 11.</i>), LXIII	The British North America Act, 1907, (<i>Imp. 7 Edw. VII, c. 11.</i>), LXIII
Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1915, (<i>Imp. 5-6 Geo. V, ch. 45.</i>), LXVIII	The British North America, 1915, (<i>Imp. 5-6 Geo. V, c. 45.</i>) LXVIII
Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1916, (<i>Imp. 6-7 Geo. V, ch. 19.</i>), LXXI	The British North America Act, 1916, (<i>Imp. 6-7 Geo. V, c. 19.</i>), LXXI
Statut de Westminster 1931, (<i>Imp. 22 Geo. V, ch. 4.</i>), LXXII	Statute of Westminster 1931, (<i>Imp. 22 Geo. V, c. 4.</i>), LXXII
Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1940, (<i>Imp. 4 Geo. VI, ch. 36.</i>), LXXVII	The British North America Act, 1940, (<i>Imp. 4 Geo. VI, c. 36.</i>), LXXVII

CONSTITUTIONAL AND FUNDAMENTAL
LAW

LOIS CONSTITUTIONNELLES ET
ORGANISQUES

The British North America Act, 1867 (Imp. 30-31 Vict. c. 3.) v.	Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 (Imp. 30-31 Vict. c. 3.) v.
Royal Proclamation issued 22nd May, 1867, LIII	Proclamation royale émise le 22 mai, 1867, LIII
The British North America Act, 1871 (Imp. 34-35 Vict. c. 28.) LXVI	Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1871 (Imp. 34-35 Vict. c. 28.) LXVI
The Parliament of Canada Act, 1874 (Imp. 38-39 Vict. c. 38.) LXXIII	Acte du Parlement du Canada, 1874 (Imp. 38-39 Vict. c. 38.) LXXIII
Her Majesty's Order in Council extending the Dominion of Canada, LX	Arrêté en conseil de Sa Majesté à l'effet d'étendre la Prévoyance du Canada, LX
The British North America Act, 1886 (Imp. 49-50 Vict. c. 32.) LXX	Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1886 (Imp. 49-50 Vict. c. 32.) LXX
The British North America Act, 1907 (Imp. 7 Edw. VII. c. 11.) LXXII	Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1907 (Imp. 7 Edw. VII. c. 11.) LXXII
The British North America Act, 1915 (Imp. 8-9 Geo. V. c. 43.) LXXVIII	Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1915 (Imp. 8-9 Geo. V. c. 43.) LXXVIII
The British North America Act, 1916 (Imp. 6-7 Geo. V. c. 19.) LXXIX	Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1916 (Imp. 6-7 Geo. V. c. 19.) LXXIX
Statute of Westminster, 1931 (Imp. 23 Geo. V. c. 4.) LXXXI	Statut de Westminster, 1931 (Imp. 23 Geo. V. c. 4.) LXXXI
The British North America Act, 1982 (Imp. 4 Geo. VI. c. 30.) LXXXVII	Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1982 (Imp. 4 Geo. VI. c. 30.) LXXXVII

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE
DU NORD, 1867

30-31 VICTORIA, CHAPITRE 3

Acte concernant l'Union et le gouverne-
ment du Canada, de la Nouvelle-Écosse
et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les
objets qui s'y rattachent

[29 Mars, 1867]

CONSIDÉRANT que les provinces du
Canada, de la Nouvelle-Écosse et du
Nouveau-Brunswick ont exprimé le désir
de contracter une Union Fédérale pour ne
former qu'une seule et même Puissance
(*Dominion*) sous la couronne du Royaume-
Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,
avec une constitution reposant sur les
mêmes principes que celle du Royaume-
Uni:

Considérant de plus qu'une telle union
aurait l'effet de développer la prospérité
des provinces et de favoriser les intérêts de
l'Empire Britannique:

Considérant de plus qu'il est opportun,
concurrentement avec l'établissement de
l'union par autorité du parlement, non seu-
lement de décréter la constitution du pou-
voir législatif de la Puissance, mais aussi
de définir la nature de son gouvernement
exécutif:

Considérant de plus qu'il est nécessaire
de pourvoir à l'admission éventuelle d'au-
tres parties de l'Amérique Britannique du
Nord dans l'union:

A ces causes, Sa Très Excellente Majesté
la Reine, de l'avis et du consentement des
Lords Spirituels et Temporels et des Com-
munes, en ce présent parlement assemblés,
et par leur autorité, décrète et déclare ce
qui suit:

I.—PRÉLIMINAIRES

1. Le présent acte pourra être cité sous
le titre: "L'acte de l'Amérique Britannique
du Nord, 1867."

Titre
abrégé.

THE BRITISH NORTH AMERICA ACT,
1867

30-31 VICTORIA, CHAPTER 3

An Act for the Union of Canada, Nova
Scotia, and New Brunswick, and the
Government thereof; and for Purposes
connected therewith

[29th March, 1867]

WHEREAS the Provinces of Canada,
Nova Scotia, and New Brunswick
have expressed their Desire to be federally
united into One Dominion under the
Crown of the United Kingdom of Great
Britain and Ireland, with a Constitution
similar in Principle to that of the United
Kingdom:

And whereas such a Union would con-
duce to the Welfare of the Provinces and
promote the Interests of the British Em-
pire:

And whereas on the Establishment of
the Union by Authority of Parliament it is
expedient, not only that the Constitution
of the Legislative Authority in the Dom-
inion be provided for, but also that the
Nature of the Executive Government
therein be declared:

And whereas it is expedient that Provi-
sion be made for the eventual Admission
into the Union of other Parts of British
North America:

Be it therefore enacted and declared by
the Queen's most Excellent Majesty, by
and with the Advice and Consent of the
Lords Spiritual and Temporal, and Com-
mons, in this present Parliament assem-
bled, and by the Authority of the same, as
follows:

I.—PRELIMINARY

1. This Act may be cited as The British
North America Act, 1867.

Short
Title.

Applica-
tion des
disposi-
tions rela-
tives à la
Reine.

2. Les dispositions du présent acte relatives à Sa Majesté la Reine s'appliquent également aux héritiers et successeurs de Sa Majesté, Rois et Reines du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

2. The Provisions of this act referring to Her Majesty the Queen extend also to the Heirs and Successors of Her Majesty, Kings and Queens of the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

Applica-
tion of
Provisions
referring
to the
Queen.

II.—UNION

II.—UNION

Établis-
sement de
l'Union.

3. Il sera loisible à la Reine, de l'avis du Très Honorable Conseil privé de Sa Majesté, de déclarer par proclamation qu'à compter du jour y désigné,—mais pas plus tard que six mois après la passation du présent acte,—les provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick ne formeront qu'une seule et même Puissance sous le nom de Canada; et, dès ce jour, ces trois provinces ne formeront, en conséquence, qu'une seule et même Puissance sous ce nom.

3. It shall be lawful for the Queen, by and with the Advice of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, to declare by Proclamation that, on and after a Day therein appointed, not being more than Six Months after the passing of this Act, the Provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick shall form and be One Dominion under the Name of Canada; and on and after that Day those Three Provinces shall form and be One Dominion under that Name accordingly.

Declara-
tion of
Union.

Interpré-
tation des
disposi-
tions sub-
séquentes
de l'acte.

4. Les dispositions subséquentes du présent acte, à moins que le contraire n'y apparaisse explicitement ou implicitement, prendront leur pleine vigueur dès que l'union sera effectuée, c'est-à-dire, le jour à compter duquel, aux termes de la proclamation de la Reine, l'union sera déclarée un fait accompli; dans les mêmes dispositions, à moins que le contraire n'y apparaisse explicitement ou implicitement, le nom de Canada signifiera le Canada tel que constitué sous le présent acte.

4. The subsequent Provisions of this Act shall, unless it is otherwise expressed or implied, commence and have effect on and after the Union, that is to say, on and after the Day appointed for the Union taking effect in the Queen's Proclamation; and in the same Provisions, unless it is otherwise expressed or implied, the Name Canada shall be taken to mean Canada as constituted under this Act.

Construc-
tion of
subse-
quent
Provisions
of Act.

Quatre
provinces.

5. Le Canada sera divisé en quatre provinces, dénommées :—Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick.

5. Canada shall be divided into Four Provinces, named Ontario, Quebec, Nova Scotia, and New Brunswick.

Four
Provinces.

Provinces
d'Ontario
et Québec.

6. Les parties de la province du Canada (telle qu'existant à la passation du présent acte) qui constituaient autrefois les provinces respectives du Haut et du Bas-Canada, seront censées séparées et formeront deux provinces distinctes. La partie qui constituait autrefois la province du Haut-Canada formera la province d'Ontario; et la partie qui constituait la province du Bas-Canada formera la province de Québec.

6. The Parts of the Province of Canada (as it exists at the passing of this Act) which formerly constituted respectively the Provinces of Upper Canada and Lower Canada shall be deemed to be severed, and shall form two separate Provinces. The Part which formerly constituted the Province of Upper Canada shall constitute the Province of Ontario; and the Part which formerly constituted the Province of Lower Canada shall constitute the Province of Quebec.

Provinces
of Ontario
and Que-
bec.

Provinces
de la Nou-
velle-Écos-
se et du
Nouveau-
Brunsw-
wick.

7. Les provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick auront les mêmes délimitations qui leur étaient assignées à l'époque de la passation du présent acte.

7. The provinces of Nova Scotia and New Brunswick shall have the same Limits as at the passing of this Act.

Provinces
of Nova
Scotia and
New
Brunsw-
wick.

Recense-
ment
décennal.

8. Dans le recensement général de la population du Canada qui, en vertu du présent acte, devra se faire en mil huit cent soixante et onze, et tous les dix ans ensuite, il sera fait une énumération distincte des populations respectives des quatre provinces.

8. In the general Census of the Population of Canada which is hereby required to be taken in the Year One thousand eight hundred and seventy-one, and in every Tenth Year thereafter, the respective Populations of the Four Provinces shall be distinguished.

Decennial
Census.

III.—POUVOIR EXÉCUTIF

III.—EXECUTIVE POWER

La Reine
est investie
du
pouvoir
exécutif.

9. A la Reine continueront d'être et sont par le présent attribués le gouvernement et le pouvoir exécutifs du Canada.

9. The Executive Government and Authority of and over Canada is hereby declared to continue and be vested in the Queen.

Declara-
tion of
Executive
Power in
the Queen.

Applica-
tion des
disposi-
tions rela-
tives au
gouver-
neur gé-
néral.

10. Les dispositions du présent acte relatives au gouverneur général s'étendent et s'appliquent au gouverneur général du Canada, ou à tout autre Chef exécutif ou Administrateur pour le temps d'alors, administrant le gouvernement du Canada au nom de la Reine, quel que soit le titre sous lequel il puisse être désigné.

10. The Provisions of this Act referring to the Governor General extend and apply to the Governor General for the Time being of Canada, or other the Chief Executive Officer or Administrator for the Time being carrying on the Government of Canada on behalf and in the Name of the Queen, by whatever Title he is designated.

Applica-
tion of
Provisions
referring
to Gover-
nor Gene-
ral.

Constitu-
tion du
Conseil
privé.

11. Il y aura pour aider et aviser dans l'administration du gouvernement du Canada, un conseil dénommé le Conseil privé de la Reine pour le Canada; les personnes qui formeront partie de ce conseil seront, de temps à autre, choisies et mandées par le gouverneur général et assermentées comme Conseillers privés; les membres de ce conseil pourront, de temps à autre, être révoqués par le gouverneur général.

11. There shall be a Council to aid and advise in the Government of Canada, to be styled the Queen's Privy Council for Canada; and the Persons who are to be Members of that Council shall be from Time to Time chosen and summoned by the Governor General and sworn in as Privy Councillors, and Members thereof may be from Time to Time removed by the Governor General.

Constitu-
tion of
Privy
Council
for
Canada.

Pouvoirs
conférés
au gouver-
neur gé-
néral, en
conseil ou
seul.

12. Tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui,—par aucun acte du parlement de la Grande-Bretagne, ou du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de la Législature du Haut-Canada, du Bas-Canada, du Canada, de la Nouvelle-Écosse ou du Nouveau-Brunswick, lors de l'union,—sont conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs respectifs de ces provinces ou peuvent être par eux exercés, de l'avis ou de l'avis et du consentement des Conseils exécutifs de ces provinces, ou avec la coopération de ces conseils, ou d'aucun nombre de membres de ces conseils, ou par ces gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs individuellement, seront,—en tant qu'ils continueront d'exister et qu'ils pourront être exercés, après l'union, relativement au gouvernement du Canada,—conférés au

12. All Powers, Authorities, and Functions which under any Act of the Parliament of Great Britain, or of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of the Legislature of Upper Canada, Lower Canada, Canada, Nova Scotia, or New Brunswick, are at the Union vested in or exercisable by the respective Governors or Lieutenant Governors of those Provinces, with the Advice, or with the Advice and Consent, of the respective Executive Councils thereof, or in conjunction with those Councils, or with any Number of Members thereof, or by those Governors or Lieutenant Governors individually, shall, as far as the same continue in existence and capable of being exercised after the Union in relation to the Government of Canada, be vested in and exercisable by the Governor General, with

All Powers
under Acts
to be exer-
cised by
Governor
General
with
advice of
Privy
Council or
alone.

gouverneur général et pourront être par lui exercés, de l'avis ou de l'avis et du consentement ou avec la coopération du Conseil privé de la Reine pour le Canada ou d'aucun de ses membres, ou par le gouverneur général individuellement, selon le cas; mais ils pourront, néanmoins (sauf ceux existant en vertu d'actes du parlement de la Grande-Bretagne ou du parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande), être révoqués ou modifiés par le parlement du Canada.

Applica-
tion des
disposi-
tions rela-
tives au
gouver-
neur gé-
néral en
conseil.

13. Les dispositions du présent acte relatives au gouverneur général en conseil seront interprétées de manière à s'appliquer au gouverneur général agissant de l'avis du Conseil privé de la Reine pour le Canada.

Le gouver-
neur gé-
néral autori-
sé à s'ad-
joindre
des dépu-
tés.

14. Il sera loisible à la Reine, si Sa Majesté le juge à propos, d'autoriser le gouverneur général à nommer, de temps à autre, une ou plusieurs personnes, conjointement ou séparément, pour agir comme son ou ses députés dans aucune partie ou parties du Canada, pour, en cette capacité, exercer, durant le plaisir du gouverneur général, les pouvoirs, attributions et fonctions du gouverneur général, que le gouverneur général jugera à propos ou nécessaire de lui ou leur assigner, sujet aux restrictions ou instructions formulées ou communiquées par la Reine; mais la nomination de tel député ou députés ne pourra empêcher le gouverneur général lui-même d'exercer les pouvoirs, attributions ou fonctions qui lui sont conférés.

Comman-
dement
des ar-
mées.

15. A la Reine continuera d'être et est par le présent attribué le commandement en chef des milices de terre et de mer et de toutes les forces militaires et navales en Canada.

Siège du
gouverne-
ment du
Canada.

16. Jusqu'à ce qu'il plaise à la Reine d'en ordonner autrement, Ottawa sera le siège du gouvernement du Canada.

the Advice or with the Advice and Consent of or in conjunction with the Queen's Privy Council for Canada, or any Members thereof, or by the Governor General individually, as the Case requires, subject nevertheless (except with respect to such as exist under Acts of the Parliament of Great Britain or of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland) to be abolished or altered by the Parliament of Canada.

13. The Provisions of this Act referring to the Governor General in Council shall be construed as referring to the Governor General acting by and with the Advice of the Queen's Privy Council for Canada.

Applica-
tion of
Provisions
referring
to Govern-
or General
in
Council.

14. It shall be lawful for the Queen, if Her Majesty thinks fit, to authorize the Governor General from Time to Time to appoint any Person or any Persons jointly or severally to be his Deputy or Deputies within any Part or Parts of Canada, and in that Capacity to exercise during the Pleasure of the Governor General such of the Powers, Authorities, and Functions of the Governor General as the Governor General deems it necessary or expedient to assign to him or them, subject to any Limitations or Directions expressed or given by the Queen; but the Appointment of such a Deputy or Deputies shall not affect the Exercise by the Governor General himself of any Power, Authority, or Function.

Power to
Her
Majesty
to author-
ize Govern-
or General
to
appoint
Deputies.

15. The Command-in-Chief of the Land and Naval Militia, and of all Naval and Military Forces, of and in Canada, is hereby declared to continue and be vested in the Queen.

Command
of Armed
Forces to
continue
to be vest-
ed in the
Queen.

16. Until the Queen otherwise directs the Seat of Government of Canada shall be Ottawa.

Seat of
Govern-
ment of
Canada.

IV.—POUVOIR LÉGISLATIF

Constitu-
tion du
Parlement
du Cana-
da.

17. Il y aura, pour le Canada, un Parlement qui sera composé de la Reine, d'une chambre haute appelée le Sénat, et de la Chambre des Communes.

IV.—LEGISLATIVE POWER

17. There shall be One Parliament for Canada, consisting of the Queen, an Upper House styled the Senate, and the House of Commons.

Constitu-
tion of
Parlia-
ment of
Canada.

Privilèges,
etc., des
chambres.

18. Les privilèges, immunités et pouvoirs que posséderont et exerceront le Sénat, la Chambre des Communes et les membres de ces corps respectifs, seront ceux prescrits de temps à autre par acte du Parlement du Canada; ils ne devront cependant jamais excéder ceux possédés et exercés, lors de la passation du présent acte, par la chambre des communes du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et par les membres de cette chambre. (*)

18. The Privileges, Immunities, and Powers to be held, enjoyed, and exercised by the Senate and by the House of Commons and by the Members thereof respectively shall be such as are from Time to Time defined by Act of the Parliament of Canada, but so that the same shall never exceed those at the passing of this Act held, enjoyed, and exercised by the Commons House of Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and by the Members thereof. (*)

Privileges,
&c. of
Houses

Première
session du
Parle-
ment.

19. Le Parlement du Canada sera convoqué dans un délai de pas plus de six mois après l'union.

19. The Parliament of Canada shall be called together not later than Six Months after the Union.

First Ses-
sion of the
Parlia-
ment of
Canada.

Session
annuelle
du Parle-
ment.

20. Il y aura une session du Parlement du Canada une fois au moins chaque année, de manière à ce qu'il ne s'écoule pas un intervalle de douze mois entre la dernière séance d'une session du Parlement et sa première séance dans la session suivante.

20. There shall be a Session of the Parliament of Canada once at least in every Year, so that Twelve Months shall not intervene between the last sitting of the Parliament in one Session and its first sitting in the next Session.

Yearly
Session of
the Parlia-
ment of
Canada.

*Le Sénat **

*The Senate **

Nombre
de sénateurs.

21. Sujet aux dispositions du présent acte, le Sénat se composera de soixante-et-douze membres, qui seront appelés sénateurs.

21. The Senate shall, subject to the Provisions of this Act, consist of Seventy-two Members, who shall be styled Senators.

Number
of
Senators.

Représen-
tation des
provinces
au sénat.

22. En ce qui concerne la composition du Sénat, le Canada sera censé comprendre trois divisions:

22. In relation to the Constitution of the Senate, Canada shall be deemed to consist of Three Divisions:

Represent-
ation of
Provinces
in Senate.

1. Ontario;
2. Québec;
3. Les Provinces Maritimes, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

1. Ontario;
2. Quebec;
3. The Maritime Provinces, Nova Scotia and New Brunswick;

Ces trois divisions seront, sujettes aux dispositions du présent acte, également représentées dans le Sénat, comme suit: Ontario par vingt-quatre sénateurs; Québec par vingt-quatre sénateurs; et les Provinces Maritimes par vingt-quatre sénateurs, douze desquels représenteront la Nouvelle-Écosse, et douze le Nouveau-Brunswick.

Which Three Divisions shall (subject to the Provisions of this Act) be equally represented in the Senate as follows: Ontario by Twenty-four Senators; Quebec by Twenty-four Senators; and the Maritime Provinces by Twenty-four Senators, Twelve thereof representing Nova Scotia, and Twelve thereof representing New Brunswick.

En ce qui concerne la province de Québec, chacun des vingt-quatre sénateurs la représentant, sera nommé pour l'un des

In the Case of Quebec each of the Twenty-four Senators representing that Province shall be appointed for One of the

(*) Remp. 38-39 V., c. 38, s. 1.

(*) Replaced by Parliament of Canada Act, 1875, section 1.

* Voir A. A. B. N., 1886; A. A. B. N., 1915; A. A. B. N., 1916.

* See B. N. A. Act, 1886; B. N. A. Act, 1915; B. N. A. Act, 1916.

vingt-quatre collèges électoraux du Bas-Canada énumérés dans la cédula A, annexée au chapitre premier des Statuts refondus du Canada.

Twenty-four Electoral Divisions of Lower Canada specified in Schedule A, to Chapter One of the Consolidated Statutes of Canada.

Qualités exigées des sénateurs.

23. Les qualifications d'un sénateur seront comme suit:

- (1.) Il devra être âgé de trente ans révolus;
- (2.) Il devra être sujet-né de la Reine, ou sujet de la Reine naturalisé par acte du Parlement de la Grande-Bretagne, ou du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de la Législature de l'une des provinces du Haut-Canada, du Bas-Canada, du Canada, de la Nouvelle-Écosse, ou du Nouveau-Brunswick, avant l'union, ou du Parlement du Canada, après l'union;
- (3.) Il devra posséder, pour son propre usage et bénéfice, comme propriétaire en droit ou en équité, des terres ou tènements tenus en franc et commun socage,—ou être en bonne saisine ou possession, pour son propre usage et bénéfice, de terres ou tènements tenus en franc-alleu ou en roture dans la province pour laquelle il est nommé, de la valeur de quatre mille piastres en sus de toutes rentes, dettes, charges, hypothèques et redevances, qui peuvent être attachées, dues et payables sur ces immeubles ou auxquelles ils peuvent être affectés;
- (4.) Ses propriétés mobilières et immobilières devront valoir, somme toute, quatre mille piastres, en sus de toutes ses dettes et obligations;
- (5.) Il devra être domicilié dans la province pour laquelle il est nommé;
- (6.) En ce qui concerne la province de Québec, il devra être domicilié ou posséder sa qualification foncière dans le collège électoral dont la représentation lui est assignée.

Nomination des sénateurs.

24. Le gouverneur général mandera de temps à autre au Sénat, au nom de la Reine et par instrument sous le grand

23. The Qualifications of a Senator shall be as follows:

Qualifications of Senator.

- (1.) He shall be of the full age of Thirty Years:
- (2.) He shall be either a Natural-born Subject of the Queen, or a Subject of the Queen naturalized by an Act of the Parliament of Great Britain, or of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of the Legislature of One of the Provinces of Upper Canada, Lower Canada, Canada, Nova Scotia, or New Brunswick, before the Union, or of the Parliament of Canada after the Union:
- (3.) He shall be legally or equitably seised as of Freehold for his own Use and Benefit of Lands or Tenements held in Free and Common Socage, or seised or possessed for his own Use and Benefit of Lands or Tenements held in Franc-alleu or in Roture, within the Province for which he is appointed, of the Value of Four thousand Dollars, over and above all Rents, Dues, Debts, Charges, Mortgages, and Incumbrances due or payable out of or charged on or affecting the same:
- (4.) His Real and Personal Property shall be together worth Four thousand Dollars over and above his Debts and Liabilities:
- (5.) He shall be resident in the Province for which he is appointed:
- (6.) In the case of Quebec he shall have his Real Property Qualification in the Electoral Division for which he is appointed, or shall be resident in that Division.

24. The Governor General shall from Time to Time, in the Queen's Name, by Instrument under the Great Seal of Can-

Summons of Senator.

sceau du Canada, des personnes ayant les qualifications voulues; et, sujettes aux dispositions du présent acte, les personnes ainsi mandées deviendront et seront membres du Sénat et sénateurs.

ada, summon qualified Persons to the Senate; and, subject to the Provisions of this Act, every Person so summoned shall become and be a Member of the Senate and a Senator.

Nomina-
tion des
premiers
sénateurs.

25. Les premières personnes appelées au Sénat seront celles que la Reine, par mandat sous le seing manuel de Sa Majesté, jugera à propos de désigner, et leurs noms seront insérés dans la proclamation de la Reine décrétant l'union.

25. Such Persons shall be first summoned to the Senate as the Queen by Warrant under Her Majesty's Royal Sign Manual thinks fits to approve, and their Names shall be inserted in the Queen's Proclamation of Union. Summons of First Body of Senators.

Nombre
de sénateurs
augmenté
en certains
cas.

26. Si, en aucun temps, sur la recommandation du gouverneur général, la Reine juge à propos d'ordonner que trois ou six membres soient ajoutés au Sénat, le gouverneur général pourra, par mandat adressé à trois ou six personnes (selon le cas) ayant les qualifications voulues, représentant également les trois divisions du Canada, les ajouter au Sénat.

26. If at any Time on the Recommendation of the Governor General the Queen thinks fit to direct that Three or Six Members be added to the Senate, the Governor General may by Summons to Three or Six qualified Persons (as the Case may be), representing equally the Three Divisions of Canada, add to the Senate accordingly. Addition of Senators in certain cases.

Réduction
du sénat
au nombre
régulier.

27. Dans le cas où le nombre des sénateurs serait ainsi en aucun temps augmenté, le gouverneur général ne mandera aucune personne au Sénat, sauf sur pareil ordre de la Reine donné à la suite de la même recommandation, tant que la représentation de chacune des trois divisions du Canada ne sera pas revenue au nombre fixe de vingt-quatre sénateurs.

27. In case of such Addition being at any Time made, the Governor General shall not summon any Person to the Senate, except on a further like Direction by the Queen on the like Recommendation, until each of the Three Divisions of Canada is represented by Twenty-four Senators and no more. Reduction of Senate to normal number.

Maximum
du nombre
des
sénateurs.

28. Le nombre des sénateurs ne devra en aucun temps excéder soixante et dix-huit.

28. The Number of Senators shall not at any Time exceed Seventy-eight. Maximum number of Senators.

Sénateurs
nommés
à vie.

29. Sujet aux dispositions du présent acte, le sénateur occupera sa charge dans le sénat, à vie.

29. A Senator shall, subject to the Provisions of this Act, hold his Place in the Senate for Life. Tenure of Place in Senate.

Les sénateurs
peuvent se
démettre
de leurs
fonctions.

30. Un sénateur pourra, par écrit revêtu de son seing et adressé au gouverneur général, se démettre de ses fonctions au Sénat, après quoi son siège deviendra vacant.

30. A Senator may by Writing under his Hand addressed to the Governor General resign his Place in the Senate, and thereupon the same shall be vacant. Resignation of Place in Senate.

Cas dans
lesquels
les sièges
des sénateurs
deviendront
vacants.

31. Le siège d'un sénateur deviendra vacant dans chacun des cas suivants:

- (1.) Si, durant deux sessions consécutives du Parlement, il manque d'assister aux séances du Sénat;
- (2.) S'il prête un serment, ou souscrit une déclaration ou reconnaissance d'allégeance, obéissance ou at-

31. The Place of a Senator shall become vacant in any of the following Cases: Disqualification of Senators.

- (1.) If for Two consecutive Sessions of the Parliament he fails to give his Attendance in the Senate:
- (2.) If he takes an Oath or makes a Declaration or Acknowledgment of Allegiance, Obedience, or Adher-

tachement à une puissance étrangère, ou s'il accomplit un acte qui le rend sujet ou citoyen, ou lui confère les droits et les privilèges d'un sujet ou citoyen d'une puissance étrangère;

- (3.) S'il est déclaré en état de banqueroute ou de faillite, ou s'il a recours au bénéfice d'aucune loi concernant les faillis, ou s'il se rend coupable de concussion;
- (4.) S'il est atteint de trahison ou convaincu de félonie, ou d'aucun crime infamant;
- (5.) S'il cesse de posséder la qualification reposant sur la propriété ou le domicile; mais un sénateur ne sera pas réputé avoir perdu la qualification reposant sur le domicile par le seul fait de sa résidence au siège du gouvernement du Canada pendant qu'il occupe sous ce gouvernement une charge qui y exige sa présence.

Nomina-
tion en cas
de vacan-
ce.

32. Quand un siège deviendra vacant au Sénat par démission, décès ou toute autre cause, le gouverneur général remplira la vacance en adressant un mandat à quelque personne capable et ayant les qualifications voulues.

Questions
quant aux
qualifica-
tions et
vacances,
etc.

33. S'il s'élève quelque question au sujet des qualifications d'un sénateur ou d'une vacance dans le Sénat, cette question sera entendue et décidée par le Sénat.

Orateur
du Sénat.

34. Le gouverneur général pourra, de temps à autre, par instrument sous le grand sceau du Canada, nommer un sénateur comme orateur du Sénat, et le révoquer et en nommer un autre à sa place.

Quorum
du Sénat.

35. Jusqu'à ce que le Parlement du Canada en ordonne autrement, la présence d'au moins quinze sénateurs, y compris l'orateur, sera nécessaire pour constituer une assemblée du Sénat dans l'exercice de ses fonctions.

Votation
dans le
Sénat.

36. Les questions soulevées dans le Sénat seront décidées à la majorité des voix, et, dans tous les cas, l'orateur aura voix délibérative; quand les voix seront égale-

ence to a Foreign Power, or does an Act whereby he becomes a Subject or Citizen, or entitled to the Rights or Privileges of a Subject or Citizen, of a Foreign Power:

- (3.) If he is adjudged Bankrupt or Insolvent, or applies for the Benefit of any Law relating to Insolvent Debtors, or becomes a public Defaulter:
- (4.) If he is attainted of Treason or convicted of Felony or of any infamous Crime:
- (5.) If he ceases to be qualified in respect of Property or of Residence; provided, that a Senator shall not be deemed to have ceased to be qualified in respect of Residence by reason only of his residing at the Seat of the Government of Canada while holding an Office under that Government requiring his Presence there.

32. When a Vacancy happens in the Senate by Resignation, Death, or otherwise, the Governor General shall by Summons to a fit and qualified Person fill the Vacancy.

Summons
of Vacan-
cy in
Senate.

33. If any Question arises respecting the Qualification of a Senator or a Vacancy in the Senate the same shall be heard and determined by the Senate.

Questions
as to Qua-
lifications
and Va-
cancies in
Senate.

34. The Governor General may from Time to Time, by Instrument under the Great Seal of Canada, appoint a Senator to be Speaker of the Senate, and may remove him and appoint another in his Stead.

Appoint-
ment of
Speaker
in Senate.

35. Until the Parliament of Canada otherwise provides, the Presence of at least Fifteen Senators, including the Speaker, shall be necessary to constitute a Meeting of the Senate for the Exercise of its Powers.

Quorum
of Senate.

36. Questions arising in the Senate shall be decided by a Majority of Voices, and the Speaker shall in all Cases have a Vote, and when the Voices are equal the

Voting in
Senate.

ment partagées, la décision sera considérée comme rendue dans la négative.

Decision shall be deemed to be in the Negative.

*La Chambre des Communes **

*The House of Commons **

Constitu-
tion de la
Chambre
des Com-
munes.

37. La Chambre des Communes sera, sujette aux dispositions du présent acte, composée de cent quatre-vingt-un membres, dont quatre-vingt-deux représenteront Ontario, soixante et cinq Québec, dix-neuf la Nouvelle-Écosse et quinze le Nouveau-Brunswick.

37. The House of Commons shall, subject to the Provisions of this Act, consist of One hundred and eighty-one Members, of whom Eighty-two shall be elected for Ontario, Sixty-five for Quebec, Nineteen for Nova Scotia, and Fifteen for New Brunswick.

Constitu-
tion of
House of
Commons
in Canada.

Convoca-
tion de la
Chambre
des Com-
munes.

38. Le gouverneur général convoquera, de temps à autre, la Chambre des Communes au nom de la Reine, par instrument sous le grand sceau du Canada.

38. The Governor General shall from Time to Time, in the Queen's Name, by Instrument under the Great Seal of Canada, summon and call together the House of Commons.

Summon-
ing of
House of
Com-
mons.

Exclusion
des sénate-
urs de la
Chambre
des Com-
munes.

39. Un sénateur ne pourra ni être élu, ni siéger, ni voter comme membre de la Chambre des Communes.

39. A Senator shall not be capable of being elected or of sitting or voting as a Member of the House of Commons.

Senators
not to sit
in House
of Com-
mons.

Districts
électoraux
des quatre
provinces.

40. Jusqu'à ce que le Parlement du Canada en ordonne autrement, les provinces d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick seront,—en ce qui concerne l'élection des membres de la Chambre des Communes,—divisées en districts électoraux comme suit:

40. Until the Parliament of Canada otherwise provides, Ontario, Quebec, Nova Scotia, and New Brunswick shall, for the Purposes of the Election of Members to serve in the House of Commons, be divided into Electoral Districts as follows:

Electoral
districts
of the four
Provin-
ces.

1.—ONTARIO

1.—ONTARIO

La province d'Ontario sera partagée en comtés, divisions de comtés (*Ridings*), cités, parties de cités et villes tels qu'énumérés dans la première cédule annexée au présent acte; chacune de ces divisions formera un district électoral, et chaque district désigné dans cette cédule aura droit d'élire un membre.

Ontario shall be divided into the Counties, Ridings of Counties, Cities, Parts of Cities, and Towns enumerated in the First Schedule to this Act, each whereof shall be an Electoral District, each such District as numbered in that Schedule being entitled to return One Member.

2.—QUÉBEC

2.—QUEBEC

La province de Québec sera partagée en soixante et cinq districts électoraux, comprenant les soixante et cinq divisions électorales en lesquelles le Bas-Canada est actuellement divisé en vertu du chapitre deuxième des Statuts refondus du Canada, du chapitre soixante et quinze des Statuts refondus pour le Bas-Canada, et de l'acte

Quebec shall be divided into Sixty-five Electoral Districts, composed of the Sixty-five Electoral Divisions into which Lower Canada is at the passing of this Act divided under Chapter Two of the Consolidated Statutes of Canada, Chapter Seventy-five of the Consolidated Statutes for Lower Canada, and the Act of the Province of

* Voir A. A. B. N., 1886; A. A. B. N., 1915; A. A. B. N., 1916.

* See B. N. A. Act, 1886; B. N. A. Act, 1915; B. N. A. Act, 1916.

de la province du Canada de la vingt-troisième année du règne de Sa Majesté la Reine, chapitre premier, ou de tout autre acte les amendant et en force à l'époque de l'union, de telle manière que chaque division électorale constitue, pour les fins du présent acte, un district électoral ayant droit d'élire un membre.

3.—NOUVELLE-ÉCOSSE

Chacun des dix-huit comtés de la Nouvelle-Écosse formera un district électoral. Le comté d'Halifax aura droit d'élire deux membres, et chacun des autres comtés, un membre.

4.—NOUVEAU-BRUNSWICK

Chacun des quatorze comtés dont se compose le Nouveau-Brunswick, y compris la cité et le comté de St-Jean, formera un district électoral. La cité de St-Jean constituera également un district électoral par elle-même. Chacun de ces quinze districts électoraux aura droit d'élire un membre.

Continuation des lois actuelles d'élection.

41. Jusqu'à ce que le Parlement du Canada en ordonne autrement,—toutes les lois en force dans les diverses provinces, à l'époque de l'union, concernant les questions suivantes ou aucune d'elles, savoir:—l'éligibilité ou l'inéligibilité des candidats ou des membres de la Chambre d'assemblée ou Assemblée législative dans les diverses provinces,—les votants aux élections de ces membres,—les serments exigés des votants,—les officiers-rapporteurs, leurs pouvoirs et leurs devoirs,—le mode de procéder aux élections,—le temps que celles-ci peuvent durer,—la décision des élections contestées et les procédures y incidentes,—les vacances des sièges en Parlement et l'exécution de nouveaux brefs dans les cas de vacances occasionnées par d'autres causes que la dissolution,—s'appliqueront respectivement aux élections des membres envoyés à la Chambre des Communes par ces diverses provinces.

Mais, jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement, à chaque élection d'un membre de la Chambre des Communes pour le district d'Algoma, outre les personnes ayant droit de vote en vertu

Canada of the Twenty-third Year of the Queen, Chapter One, or any other Act amending the same in force at the Union, so that each such Electoral Division shall be for the Purposes of this Act an Electoral District entitled to return One Member.

3.—NOVA SCOTIA

Each of the Eighteen Counties of Nova Scotia shall be an Electoral District. The County of Halifax shall be entitled to return Two Members, and each of the other Counties One Member.

4.—NEW BRUNSWICK

Each of the Fourteen Counties into which New Brunswick is divided, including the City and County of St. John, shall be an Electoral District. The City of St. John shall also be a separate Electoral District. Each of those Fifteen Electoral Districts shall be entitled to return One Member.

41. Until the Parliament of Canada otherwise provides, all Laws in force in the several Provinces at the Union relative to the following Matters or any of them, namely,—the Qualifications and Disqualifications of Persons to be elected or to sit or vote as Members of the House of Assembly or Legislative Assembly in the several Provinces, the Voters at Elections of such Members, the Oaths to be taken by Voters, the Returning Officers, their Powers and Duties, the Proceedings at Elections, the Periods during which Elections may be continued, the Trial of controverted Elections, and Proceedings incident thereto, the vacating of Seats of Members, and the Execution of new writs in case of Seats vacated otherwise than by Dissolution,—shall respectively apply to Elections of Members to serve in the House of Commons for the same several Provinces.

Provided that, until the Parliament of Canada otherwise provides, at any Election for a Member of the House of Commons for the District of Algoma, in addition to Persons qualified by the Law of the

Continuance of existing Election Laws until Parliament of Canada otherwise provides.

de la loi de la province du Canada, tout sujet anglais du sexe masculin, âgé de vingt et un ans ou plus et tenant feu et lieu, aura droit de vote.

Province of Canada to vote, every Male British Subject, aged Twenty-one Years or upwards, being a Householder, shall have a Vote.

Bref pour la première élection

42. Pour la première élection des membres de la Chambre des Communes, le gouverneur général fera émettre les brefs par telle personne et selon telle forme qu'il jugera à propos et les fera adresser aux officiers-rapporteurs qu'il désignera.

42. For the First Election of Members to serve in the House of Commons the Governor General shall cause Writs to be issued by such Person, in such Form, and addressed to such Returning Officers as he thinks fit.

Writs for First Election.

La personne émettant les brefs, sous l'autorité de la présente section, aura les mêmes pouvoirs que possédaient, à l'époque de l'union, les officiers chargés d'émettre des brefs pour l'élection des membres de la Chambre d'assemblée ou Assemblée législative de la province du Canada, de la Nouvelle-Écosse ou du Nouveau-Brunswick; et les officiers-rapporteurs auxquels ces brefs seront adressés en vertu de la présente section, auront les mêmes pouvoirs que possédaient, à l'époque de l'union, les officiers chargés de rapporter les brefs pour l'élection des membres de la Chambre d'assemblée ou Assemblée législative respectivement.

The Person issuing Writs under this Section shall have the like Powers as are possessed at the Union by the Officers charged with the issuing of Writs for the Election of Members to serve in the respective House of Assembly or Legislative Assembly of the Province of Canada, Nova Scotia, or New Brunswick; and the Returning Officers to whom Writs are directed under this Section shall have the like Powers as are possessed at the Union by the Officers charged with the returning of Writs for the Election of Members to serve in the same respective House of Assembly or Legislative Assembly.

Vacances accidentelles.

43. Survenant une vacance dans la représentation d'un district électoral à la Chambre des Communes, antérieurement à la réunion du parlement, ou subséquemment à la réunion du parlement, mais avant que le parlement ait statué à cet égard, les dispositions de la section précédente du présent acte s'étendront et s'appliqueront à l'émission et au rapport du bref relativement au district dont la représentation est ainsi vacante.

43. In case a Vacancy in the Representation in the House of Commons of any Electoral District happens before the Meeting of the Parliament, or after the Meeting of the Parliament before Provision is made by the Parliament in this Behalf, the Provisions of the last foregoing Section of this Act shall extend and apply to the issuing and returning of a Writ in respect of such vacant District.

As to Casual Vacancies.

Orateur de la Chambre des Communes.

44. La Chambre des Communes, à sa première réunion après une élection générale, procédera, avec toute la diligence possible, à l'élection de l'un de ses membres comme orateur.

44. The House of Commons on its first assembling after a General Election shall proceed with all practicable Speed to elect One of its Members to be Speaker.

As to Election of Speaker of House of Commons.

Quand la charge d'orateur deviendra vacante.

45. Survenant une vacance dans la charge d'orateur, par décès, démission ou autre cause, la Chambre des Communes procédera, avec toute la diligence possible, à l'élection d'un autre de ses membres comme orateur.

45. In case of a Vacancy happening in the Office of Speaker by Death, Resignation, or otherwise, the House of Commons shall with all practicable Speed proceed to elect another of its Members to be Speaker.

As to filling up Vacancy in Office of Speaker

L'orateur exerce la présidence.

46. L'orateur présidera à toutes les séances de la Chambre des Communes.

46. The Speaker shall preside at all Meetings of the House of Commons.

Speaker to preside.

Pourvu au cas de l'absence de l'orateur.

47. Jusqu'à ce que le parlement du Canada en ordonne autrement,—si l'orateur, pour une raison quelconque, quitte le fauteuil de la Chambre des Communes pendant quarante-huit heures consécutives, la chambre pourra élire un autre de ses membres pour agir comme orateur; le membre ainsi élu aura et exercera, durant l'absence de l'orateur, tous les pouvoirs, privilèges et attributions de ce dernier.

47. Until the Parliament of Canada otherwise provides, in case of the Absence for any Reason of the Speaker from the Chair of the House of Commons for a Period of Forty-eight consecutive Hours, the House may elect another of its Members to act as Speaker, and the Member so elected shall during the Continuance of such Absence of the Speaker have and execute all the Powers, Privileges, and Duties of Speaker.

Quorum de la Chambre des Communes.

48. La présence d'au moins vingt membres de la Chambre des Communes sera nécessaire pour constituer une assemblée de la chambre dans l'exercice de ses pouvoirs; à cette fin, l'orateur sera compté comme un membre.

48. The Presence of at least Twenty Members of the House of Commons shall be necessary to constitute a Meeting of the House for the Exercise of its Powers; and for that Purpose the Speaker shall be reckoned as a Member.

Votation dans la Chambre des Communes.

49. Les questions soulevées dans la Chambre des Communes seront décidées à la majorité des voix, sauf celle de l'orateur, mais lorsque les voix seront également partagées,—et en ce cas seulement,—l'orateur pourra voter.

49. Questions arising in the House of Commons shall be decided by a Majority of Voices other than that of the Speaker, and when the Voices are equal, but not otherwise, the Speaker shall have a Vote.

Durée de la Chambre des Communes.

50. La durée de la Chambre des Communes ne sera que de cinq ans, à compter du jour du rapport des brefs d'élection, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute par le gouverneur général.

50. Every House of Commons shall continue for Five Years from the Day of the Return of the Writs for choosing the House (subject to be sooner dissolved by the Governor General), and no longer.

Répartition décennale de la représentation.

51. Immédiatement après le recensement de mil huit cent soixante et onze, et après chaque autre recensement décennal, la représentation des quatre provinces sera répartie de nouveau par telle autorité, de telle manière et à dater de telle époque que pourra, de temps à autre, prescrire le Parlement du Canada, d'après les règles suivantes:

51. On the completion of the Census in the Year One thousand eight hundred and seventy-one, and of each subsequent decennial Census, the Representation of the Four Provinces shall be re-adjusted by such Authority, in such Manner, and from such Time, as the Parliament of Canada from Time to Time provides, subject and according to the following Rules:

- (1.) Québec aura le nombre fixe de soixante et cinq représentants;
- (2.) Il sera assigné à chacune des autres provinces un nombre de représentants proportionné au chiffre de sa population (constaté par tel recensement) comme le nombre soixante et cinq le sera au chiffre de la population de Québec (ainsi constaté);
- (3.) En supputant le nombre des représentants d'une province, il ne sera pas tenu compte d'une fraction

- (1.) Quebec shall have the fixed Number of Sixty-five Members:
- (2.) There shall be assigned to each of the other Provinces such a Number of Members as will bear the same Proportion to the Number of its Population (ascertained at such Census) as the Number Sixty-five bears to the Number of the Population of Quebec (so ascertained):
- (3.) In the Computation of the Number of Members for a Province a fractional Part not exceeding One

n'excédant pas la moitié du nombre total nécessaire pour donner à la province droit à un représentant; mais toute fraction excédant la moitié de ce nombre équivaldra au nombre entier;

- (4.) Lors de chaque nouvelle répartition, nulle réduction n'aura lieu dans le nombre des représentants d'une province, à moins qu'il ne soit constaté par le dernier recensement que le chiffre de la population de la province par rapport au chiffre de la population totale du Canada à l'époque de la dernière répartition du nombre des représentants de la province, n'ait déchu dans la proportion d'un vingtième ou plus;
- (5.) Les nouvelles répartitions n'auront d'effet qu'à compter de l'expiration du parlement alors existant. (*)

Half of the whole Number requisite for entitling the Province to a Member shall be disregarded; but a fractional Part exceeding One Half of that Number shall be equivalent to the whole Number:

- (4.) On any such Re-adjustment the Number of Members for a Province shall not be reduced unless the Proportion which the Number of the Population of the Province bore to the Number of the aggregate Population of Canada at the then last preceding Re-adjustment of the Number of Members for the Province is ascertained at the then latest Census to be diminished by One Twentieth Part or upwards:
- (5.) Such Re-adjustment shall not take effect until the Termination of the then existing Parliament.*

Augmentation du nombre des membres de la Chambre des Communes.

52. Le nombre des membres de la Chambre des Communes pourra de temps à autre être augmenté par le Parlement du Canada, pourvu que la proportion établie par le présent acte dans la représentation des provinces reste intacte.

52. The Number of Members of the House of Commons may be from Time to Time increased by the Parliament of Canada, provided the proportionate Representation of the Provinces prescribed by this Act is not thereby disturbed.

Législation Financière; Sanction Royale

Money Votes; Royal Assent

Bills pour lever des crédits et des impôts.

53. Tout bill ayant pour but l'appropriation d'une portion quelconque du revenu public, ou la création de taxes ou d'impôts, devra originer dans la Chambre des Communes.

53. Bills for appropriating any Part of the Public Revenue, or for imposing any Tax or Impost, shall originate in the House of Commons.

Recommandation des crédits.

54. Il ne sera pas loisible à la Chambre des Communes d'adopter aucune résolution, adresse ou bill pour l'appropriation d'une partie quelconque du revenu public, ou d'aucune taxe ou impôt, à un objet qui n'aura pas, au préalable, été recommandé à la chambre par un message du gouverneur général durant la session pendant laquelle telle résolution, adresse ou bill est proposé.

54. It shall not be lawful for the House of Commons to adopt or pass any Vote, Resolution, Address, or Bill for the Appropriation of any Part of the Public Revenue, or of any Tax or Impost, to any Purpose that has not been first recommended to that House by Message of the Governor General in the Session in which such Vote, Resolution, Address, or Bill is proposed.

Sanction royale aux bills, etc.

55. Lorsqu'un bill voté par les chambres du Parlement sera présenté au gouver-

55. Where a Bill passed by the Houses of the Parliament is presented to the Go-

(*) Sec. 51a aj. par A. A. B. N., 1915.

* Section 51a added by B. N. A. Act, 1915, s. 2.

neur général pour la sanction de la Reine, le gouverneur général devra déclarer à sa discrétion, mais sujet aux dispositions du présent acte et aux instructions de Sa Majesté, ou qu'il le sanctionne au nom de la Reine, ou qu'il refuse cette sanction, ou qu'il réserve le bill pour la signification du bon plaisir de la Reine.

Désaveu par ordonnance rendue en conseil, des actes sanctionnés par le gouverneur général.

56. Lorsque le gouverneur général aura donné sa sanction à un bill au nom de la Reine, il devra, à la première occasion favorable, transmettre une copie authentique de l'acte à l'un des principaux secrétaires d'État de Sa Majesté; si la Reine en conseil, dans les deux ans après que le Secrétaire d'État l'aura reçu, juge à propos de le désavouer, ce désaveu,—accompagné d'un certificat du Secrétaire d'État, constatant le jour où il aura reçu l'acte—étant signifié par le gouverneur général, par discours ou message, à chacune des chambres du Parlement, ou par proclamation, annulera l'acte à compter du jour de telle signification.

Signification du bon plaisir de la Reine quant aux bills réservés.

57. Un bill réservé à la signification du bon plaisir de la Reine n'aura ni force ni effet avant et à moins que, dans les deux ans à compter du jour où il aura été présenté au gouverneur général pour recevoir la sanction de la Reine, ce dernier ne signifie, par discours ou message, à chacune des deux chambres du Parlement, ou par proclamation, qu'il a reçu la sanction de la Reine en conseil.

Ces discours, messages ou proclamations seront consignés dans les journaux de chaque chambre, et un double dûment certifié en sera délivré à l'officier qu'il appartient pour qu'il le dépose parmi les archives du Canada.

V.—CONSTITUTIONS PROVINCIALES

Pouvoir Exécutif

Lieutenants-gouverneurs des provinces.

58. Il y aura, pour chaque province, un officier appelé lieutenant-gouverneur, lequel sera nommé par le gouverneur général en conseil par instrument sous le grand sceau du Canada.

Durée des fonctions des lieutenants-gouverneurs.

59. Le lieutenant-gouverneur restera en charge durant le bon plaisir du gouverneur général; mais tout lieutenant-gouverneur nommé après le commencement de

vernor General for the Queen's Assent, he shall declare, according to his Discretion, but subject to the Provisions of this Act and to Her Majesty's Instructions, either that he assents thereto in the Queen's Name, or that he withholds the Queen's Assent, or that he reserves the Bill for the Signification of the Queen's Pleasure.

56. Where the Governor General assents to a Bill in the Queen's Name, he shall by the first convenient Opportunity send an authentic Copy of the Act to one of Her Majesty's Principal Secretaries of State, and if the Queen in Council within Two Years after Receipt thereof by the Secretary of State thinks fit to disallow the Act, such Disallowance (with a Certificate of the Secretary of State of the Day on which the Act was received by him) being signified by the Governor General, by Speech or Message to each of the Houses of the Parliament or by Proclamation, shall annul the Act from and after the Day of such Signification.

Disallowance by Order in Council of Act assented to by Governor General.

57. A Bill reserved for the Signification of the Queen's Pleasure shall not have any Force unless and until within Two Years from the Day on which it was presented to the Governor General for the Queen's Assent, the Governor General signifies, by Speech or Message to each of the Houses of the Parliament or by Proclamation, that it has received the Assent of the Queen in Council.

Signification of Queen's Pleasure on Bill reserved.

An Entry of every such Speech, Message, or Proclamation shall be made in the Journal of each House, and a Duplicate thereof duly attested shall be delivered to the proper Officer to be kept among the Records of Canada.

V.—PROVINCIAL CONSTITUTIONS

Executive Power

58. For each Province there shall be an Officer, styled the Lieutenant Governor, appointed by the Governor General in Council by Instrument under the Great Seal of Canada.

Appointment of Lieutenant Governors of Provinces.

59. A Lieutenant Governor shall hold Office during the Pleasure of the Governor General; but any Lieutenant Governor appointed after the Commencement of the

Tenure of Office of Lieutenant Governor.

la première session du Parlement du Canada, ne pourra être révoqué dans le cours des cinq ans qui suivront sa nomination, à moins qu'il n'y ait cause; et cette cause devra lui être communiquée par écrit dans le cours d'un mois après qu'aura été rendu l'ordre décrétant sa révocation, et l'être aussi par messages au Sénat et à la Chambre des Communes dans le cours d'une semaine après cette révocation si le Parlement est alors en session, sinon, dans le délai d'une semaine après le commencement de la session suivante du Parlement.

First Session of the Parliament of Canada shall not be removable within Five Years from his Appointment, except for Cause assigned, which shall be communicated to him in Writing within One Month after the Order for his Removal is made, and shall be communicated by Message to the Senate and to the House of Commons within One Week thereafter if the Parliament is then sitting, and if not then within One Week after the Commencement of the next Session of the Parliament.

Salaires des lieutenants-gouverneurs.

60. Les salaires des lieutenants-gouverneurs seront fixés et payés par le Parlement du Canada.

60. The Salaries of the Lieutenant Governors shall be fixed and provided by the Parliament of Canada.

Salaries of Lieutenant Governors.

Serments, etc., du lieutenant-gouverneur.

61. Chaque lieutenant-gouverneur, avant d'entrer dans l'exercice de ses fonctions, prêtera et souscrira devant le gouverneur général ou quelque personne à ce par lui autorisée, les serments d'allégeance et d'office prêtés par le gouverneur général.

61. Every Lieutenant Governor shall, before assuming the Duties of his Office, make and subscribe before the Governor General or some Person authorized by him, Oaths of Allegiance and Office similar to those taken by the Governor General.

Oaths, &c. of Lieutenant Governor.

Application des dispositions relatives au lieutenant-gouverneur.

62. Les dispositions du présent acte relatives au lieutenant-gouverneur s'étendent et s'appliquent au lieutenant-gouverneur de chaque province ou à tout autre chef exécutif ou administrateur pour le temps d'alors administrant le gouvernement de la province, quel que soit le titre sous lequel il est désigné.

62. The Provisions of this Act referring to the Lieutenant Governor extend and apply to the Lieutenant Governor for the Time being of each Province or other the Chief Executive Officer or Administrator for the Time being carrying on the Government of the Province, by whatever Title he is designated.

Application of Provisions referring to Lieutenant Governor.

Conseils exécutifs d'Ontario et Québec.

63. Le Conseil exécutif d'Ontario et de Québec se composera des personnes que le lieutenant-gouverneur jugera, de temps à autre, à propos de nommer, et, en premier lieu, des officiers suivants, savoir: le procureur général, le secrétaire et registraire de la province, le trésorier de la province, le commissaire des terres de la couronne, et le commissaire d'agriculture et des travaux publics, et—dans la province de Québec—l'orateur du Conseil législatif, et le solliciteur général.

63. The Executive Council of Ontario and of Quebec shall be composed of such Persons as the Lieutenant Governor from Time to Time thinks fit, and in the first instance of the following Officers, namely,—the Attorney General, the Secretary and Registrar of the Province, the Treasurer of the Province, the Commissioner of Crown Lands, and the Commissioner of Agriculture and Public Works, with in Quebec, the Speaker of the Legislative Council and the Solicitor General.

Appointment of Executive Officers for Ontario and Quebec.

Gouvernement exécutif de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick.

64. La constitution de l'autorité exécutive dans chacune des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse continuera, sujette aux dispositions du présent acte, d'être celle en existence lors de l'union, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée sous l'autorité du présent acte.

64. The Constitution of the Executive Authority in each of the Provinces of Nova Scotia and New Brunswick shall, subject to the Provisions of this Act, continue as it exists at the Union until altered under the Authority of this Act.

Executive Government of Nova Scotia and New Brunswick.

Pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur d'Ontario ou Québec, en conseil ou seul.

65. Tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui—par aucun acte du parlement de la Grande-Bretagne ou du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ou de la Législature du Haut-Canada, du Bas-Canada ou du Canada, avant ou lors de l'union—étaient conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs respectifs de ces provinces ou pouvaient être par eux exercés, de l'avis, ou de l'avis et du consentement des conseils exécutifs respectifs de ces provinces, ou avec la coopération de ces conseils ou d'aucun nombre de membres de ces conseils, ou par ces gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs individuellement, seront—en tant qu'ils pourront être exercés après l'union, relativement au gouvernement d'Ontario et Québec respectivement—conférés au lieutenant-gouverneur d'Ontario et Québec, respectivement, et pourront être par lui exercés, de l'avis ou de l'avis et du consentement ou avec la coopération des conseils exécutifs respectifs ou d'aucun de leurs membres, ou par le lieutenant-gouverneur individuellement, selon le cas; mais ils pourront, néanmoins (sauf ceux existant en vertu d'actes du Parlement de la Grande-Bretagne, ou du parlement de la Grande-Bretagne et d'Irlande), être révoqués ou modifiés par les législatures respectives d'Ontario et Québec.

Application des dispositions relatives aux lieutenants-gouverneurs en conseil.

66. Les dispositions du présent acte relatives au lieutenant-gouverneur en conseil seront interprétées comme s'appliquant au lieutenant-gouverneur de la province agissant de l'avis de son Conseil exécutif.

Administration en l'absence, etc., du lieutenant-gouverneur.

67. Le gouverneur général en conseil pourra, au besoin, nommer un administrateur qui remplira les fonctions du lieutenant-gouverneur durant l'absence, la maladie ou autre incapacité de ce dernier.

Sièges des gouvernements provinciaux.

68. Jusqu'à ce que le gouvernement exécutif d'une province en ordonne autrement, relativement à telle province, les sièges du gouvernement des provinces seront comme suit, savoir: pour Ontario, la cité de Toronto; pour Québec, la cité de Québec; pour la Nouvelle-Écosse, la cité de Halifax; et pour le Nouveau-Brunswick, la cité de Frédéricton.

65. All Powers, Authorities, and Functions which under any Act of the Parliament of Great Britain, or of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or of the Legislature of Upper Canada, Lower Canada, or Canada, were or are before or at the Union vested in or exercisable by the respective Governors or Lieutenant Governors of those Provinces, with the Advice or with the Advice and Consent of the respective Executive Councils thereof, or in conjunction with those Councils, or with any Number of Members thereof, or by those Governors or Lieutenant Governors individually, shall, as far as the same are capable of being exercised after the Union in relation to the Government of Ontario and Quebec respectively, be vested in and shall or may be exercised by the Lieutenant Governor of Ontario and Quebec respectively, with the Advice or with the Advice and Consent of or in conjunction with the respective Executive Councils, or any Members thereof, or by the Lieutenant Governor individually, as the Case requires, subject nevertheless (except with respect to such as exist under Acts of the Parliament of Great Britain, or of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland,) to be abolished or altered by the respective Legislatures of Ontario and Quebec.

Powers to be exercised by Lieutenant Governor of Ontario or Quebec with advice or alone.

66. The Provisions of this Act referring to the Lieutenant Governor in Council shall be construed as referring to the Lieutenant Governor of the Province acting by and with the advice of the Executive Council thereof.

Application of provisions referring to Lieutenant Governor in Council.

67. The Governor General in Council may from Time to Time appoint an Administrator to execute the Office and Functions of Lieutenant Governor during his Absence, Illness, or other Inability.

Administration in absence, &c., of Lieutenant Governor.

68. Unless and until the Executive Government of any Province otherwise directs with respect to that Province, the Seats of Government of the Provinces shall be as follows, namely,—of Ontario, the City of Toronto; of Quebec, the City of Quebec; of Nova Scotia, the City of Halifax; and of New Brunswick, the City of Fredericton.

Seats of Provincial Governments.

Pouvoir législatif

Legislative Power

1.—ONTARIO

1.—ONTARIO

69. Il y aura, pour Ontario, une Législature composée du lieutenant-gouverneur et d'une seule chambre appelée l'Assemblée législative d'Ontario.

69. There shall be a Legislature for Ontario consisting of the Lieutenant Governor and of One House, styled the Legislative Assembly of Ontario.

70. L'Assemblée législative d'Ontario sera composée de quatre-vingt-deux membres qui devront représenter les quatre-vingt-deux districts électoraux énumérés dans la première cédule annexée au présent acte.

70. The Legislative Assembly of Ontario shall be composed of Eighty-two Members, to be elected to represent the Eighty-two Electoral Districts set forth in the First Schedule to this Act.

2.—QUÉBEC

2.—QUEBEC

71. Il y aura, pour Québec, une Législature composée du lieutenant-gouverneur et de deux chambres appelées le Conseil législatif de Québec et l'Assemblée législative de Québec.

71. There shall be a Legislature for Quebec consisting of the Lieutenant Governor and of Two Houses, styled the Legislative Council of Quebec and the Legislative Assembly of Quebec.

72. Le Conseil législatif de Québec se composera de vingt-quatre membres, qui seront nommés par le lieutenant-gouverneur au nom de la Reine, par instrument sous le grand sceau de Québec, et devront, chacun, représenter l'un des vingt-quatre collèges électoraux du Bas-Canada mentionnés au présent acte; ils seront nommés à vie, à moins que la Législature de Québec n'en ordonne autrement sous l'autorité du présent acte.

72. The Legislative Council of Quebec shall be composed of Twenty-four Members, to be appointed by the Lieutenant Governor, in the Queen's Name, by Instrument under the Great Seal of Quebec, one being appointed to represent each of the Twenty-four Electoral Divisions of Lower Canada in this Act referred to, and each holding Office for the Term of his Life, unless the Legislature of Quebec otherwise provides under the Provisions of this Act.

73. Les qualifications des conseillers législatifs de Québec seront les mêmes que celles des sénateurs pour Québec.

73. The Qualifications of the Legislative Councillors of Quebec shall be the same as those of the Senators for Quebec.

74. La charge de conseiller législatif de Québec deviendra vacante dans les cas, *mutatis mutandis*, où celle de sénateur peut le devenir.

74. The Place of a Legislative Councillor of Quebec shall become vacant in the Cases, *mutatis mutandis*, in which the Place of Senator becomes vacant.

75. Survenant une vacance dans le Conseil législatif de Québec, par démission, décès ou autre cause, le lieutenant-gouverneur, au nom de la Reine, nommera, par instrument sous le grand sceau de Québec, une personne capable et ayant les qualifications voulues pour la remplir.

75. When a Vacancy happens in the Legislative Council of Quebec by Resignation, Death, or otherwise, the Lieutenant Governor, in the Queen's Name, by Instrument under the Great Seal of Quebec, shall appoint a fit and qualified Person to fill the Vacancy.

76. S'il s'élève quelque question au sujet des qualifications d'un conseiller législatif de Québec ou d'une vacance dans le

76. If any Question arises respecting the Qualification of a Legislative Councillor of Quebec, or a Vacancy in the Legis-

Conseil législatif de Québec, elle sera entendue et décidée par le Conseil législatif.

Orateur
du Con-
seil légis-
latif.

77. Le lieutenant-gouverneur pourra, de temps à autre, par instrument sous le grand sceau de Québec, nommer un membre du Conseil législatif de Québec comme orateur de ce corps, et également le révoquer et en nommer un autre à sa place.

Quorum
du Con-
seil légis-
latif.

78. Jusqu'à ce que la Législature de Québec en ordonne autrement, la présence d'au moins dix membres du Conseil législatif, y compris l'orateur, sera nécessaire pour constituer une assemblée du conseil dans l'exercice de ses fonctions.

Votation
dans le
Conseil
législatif
de Qué-
bec.

79. Les questions soulevées dans le Conseil législatif de Québec seront décidées à la majorité des voix, et, dans tous les cas, l'orateur aura voix délibérative; quand les voix seront également partagées, la décision sera considérée comme rendue dans la négative.

Constitu-
tion de
l'Assem-
blée légis-
lative de
Québec.

80. L'Assemblée législative de Québec se composera de soixante et cinq membres, qui seront élus pour représenter les soixante et cinq divisions ou districts électoraux du Bas-Canada, mentionnés au présent acte, sauf toute modification que pourra y apporter la Législature de Québec; mais il ne pourra être présenté au lieutenant-gouverneur de Québec, pour qu'il le sanctionne, aucun bill à l'effet de modifier les délimitations des divisions ou districts électoraux énumérés dans la deuxième cédule annexée au présent acte, à moins qu'il n'ait été passé à ses deuxième et troisième lectures dans l'Assemblée législative avec le concours de la majorité des membres représentant toutes ces divisions ou districts électoraux; et la sanction ne sera donnée à aucun bill de cette nature à moins qu'une adresse n'ait été présentée au lieutenant-gouverneur par l'Assemblée législative déclarant que tel bill a été ainsi passé.

3.—ONTARIO ET QUÉBEC

Première
session des
Législatures.

81. Les Législatures d'Ontario et de Québec, respectivement, devront être convoquées dans le cours des six mois qui suivront l'union.

lative Council of Quebec, the same shall be heard and determined by the Legislative Council.

77. The Lieutenant Governor may from Time to Time, by Instrument under the Great Seal of Quebec, appoint a Member of the Legislative Council of Quebec to be Speaker thereof, and may remove him and appoint another in his stead.

Speaker of
Legislati-
ve Coun-
cil.

78. Until the Legislature of Quebec otherwise provides, the Presence of at least Ten Members of the Legislative Council, including the Speaker, shall be necessary to constitute a Meeting for the Exercise of its Powers.

Quorum of
Legislati-
ve Coun-
cil.

79. Questions arising in the Legislative Council of Quebec shall be decided by a Majority of Voices, and the Speaker shall in all Cases have a Vote, and when the Voices are equal the Decision shall be deemed to be in the negative.

Voting in
Legislati-
ve Coun-
cil.

80. The Legislative Assembly of Quebec shall be composed of Sixty-five Members, to be elected to represent the Sixty-five Electoral Divisions or Districts of Lower Canada in this Act referred to, subject to Alteration thereof by the Legislature of Quebec: Provided that it shall not be lawful to present to the Lieutenant Governor of Quebec for Assent any Bill for altering the Limits of any of the Electoral Divisions or Districts mentioned in the Second Schedule to this Act, unless the Second and Third Readings of such Bill have been passed in the Legislative Assembly with the Concurrence of the Majority of the Members representing all those Electoral Divisions or Districts, and the Assent shall not be given to such Bill unless an Address has been presented by the Legislative Assembly to the Lieutenant Governor stating that it has been so passed.

Constitu-
tion of Le-
gislati-
ve Assembly
of Que-
bec.

3.—ONTARIO AND QUEBEC

81. The Legislatures of Ontario and Quebec respectively shall be called together not later than Six Months after the Union.

First Ses-
sion of
Legislature.

Convoca-
tion des
Assem-
blées légis-
latives.

82. Le lieutenant-gouverneur d'Ontario et de Québec, devra de temps à autre, au nom de la Reine, par instrument sous le grand sceau de la province, convoquer l'Assemblée législative de la province.

82. The Lieutenant Governor of Ontario and of Quebec shall from Time to Time, in the Queen's Name, by Instrument under the Great Seal of the Province, summon and call together the Legislative Assembly of the Province.

Summon-
ing of
Legisla-
tive As-
semblies.

Restric-
tion quant
à l'élec-
tion des
personnes
ayant des
emplois.

83. Jusqu'à ce que la Législature d'Ontario ou de Québec en ordonne autrement,—quiconque acceptera ou occupera dans la province d'Ontario ou dans celle de Québec, une charge, commission ou emploi, d'une nature permanente ou temporaire, à la nomination du lieutenant-gouverneur, auquel sera attaché un salaire annuel ou quelque honoraire, allocation, émoluments ou profit d'un genre ou montant quelconque payé par la province, ne sera pas éligible comme membre de l'Assemblée législative de cette province, ni ne devra y siéger ou voter en cette qualité; mais rien de contenu dans cette section ne rendra inéligible aucune personne qui sera membre du Conseil exécutif de chaque province respective ou qui remplira quelque-une des charges suivantes, savoir: celles de procureur général, secrétaire et registraire de la province, trésorier de la province, commissaire des terres de la couronne, et commissaire d'agriculture et des travaux publics, et,—dans la province de Québec, celle de solliciteur général,—ni ne la rendra inhabile à siéger ou à voter dans la chambre pour laquelle elle est élue, pourvu qu'elle soit élue pendant qu'elle occupera cette charge.

83. Until the Legislature of Ontario or of Quebec otherwise provides, a Person accepting or holding in Ontario or in Quebec any Office, Commission, or Employment, permanent or temporary, at the Nomination of the Lieutenant Governor, to which an annual Salary, or any Fee, Allowance, Emolument, or Profit of any Kind or Amount whatever from the Province is attached, shall not be eligible as a Member of the Legislative Assembly of the respective Province, nor shall he sit or vote as such; but nothing in this Section shall make ineligible any Person being a Member of the Executive Council of the respective Province, or holding any of the following Offices, that is to say, the Offices of Attorney General, Secretary and Registrar of the Province, Treasurer of the Province, Commissioner of Crown Lands, and Commissioner of Agriculture and Public Works, and in Quebec Solicitor General, or shall disqualify him to sit or vote in the House for which he is elected, provided he is elected while holding such Office.

Restric-
tion on
Election of
Holders of
Offices.

Continua-
tion des
lois actuel-
les d'élec-
tion.

84. Jusqu'à ce que les Législatures respectives de Québec et Ontario en ordonnent autrement,—toutes les lois en force dans ces provinces respectives, à l'époque de l'union, concernant les questions suivantes ou aucune d'elles, savoir: l'éligibilité ou l'inéligibilité des candidats ou des membres de l'Assemblée du Canada,—les qualifications et l'absence des qualifications requises des votants,—les serments exigés des votants,—les officiers-rapporteurs, leurs pouvoirs et leurs devoirs,—le mode de procéder aux élections,—le temps que celles-ci peuvent durer,—la décision des élections contestées et les procédures y incidentes,—les vacances des sièges en Parlement, et l'émission et l'exécution de nouveaux brefs dans les cas de vacances

84. Until the Legislatures of Ontario and Quebec respectively otherwise provide, all Laws which at the Union are in force in those Provinces respectively, relative to the following Matters, or any of them, namely,—the Qualifications and Disqualifications of Persons to be elected or to sit or vote as Members of the Assembly of Canada, the Qualifications or Disqualifications of Voters, the Oaths to be taken by Voters, the Returning Officers, their Powers and Duties, the Proceedings at Elections, the Periods during which such Elections may be continued, and the Trial of controverted Elections and the Proceedings incident thereto, the vacating of the Seats of Members, and the issuing and Execution of new Writs in case of

Continu-
ance of
existing
Election
Laws.

occasionnées par d'autres causes que la dissolution, — s'appliqueront respectivement aux élections des membres élus pour les Assemblées législatives d'Ontario et Québec respectivement.

Mais, jusqu'à ce que la Législature d'Ontario en ordonne autrement, à chaque élection d'un membre de l'Assemblée législative d'Ontario pour le district d'Algoma, outre les personnes ayant droit de vote en vertu de la loi de la province du Canada, tout sujet anglais du sexe masculin âgé de vingt et un ans ou plus, et tenant feu et lieu, aura droit de vote.

Durée des Assemblées législatives.

85. La durée de l'Assemblée législative d'Ontario et de l'Assemblée législative de Québec ne sera que de quatre ans, à compter du jour du rapport des brefs d'élection, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute par le lieutenant-gouverneur de la province.

Session annuelle de la Législature.

86. Il y aura une session de la Législature d'Ontario et de celle de Québec, une fois au moins chaque année, de manière à ce qu'il ne s'écoule pas un intervalle de douze mois entre la dernière séance d'une session de la Législature dans chaque province, et sa première séance dans la session suivante.

Orateur, quorum, etc.

87. Les dispositions suivantes du présent acte, concernant la Chambre des Communes du Canada, s'étendront et s'appliqueront aux Assemblées législatives d'Ontario et de Québec, savoir: les dispositions relatives à l'élection d'un orateur en première instance et lorsqu'il surviendra des vacances, — aux devoirs de l'orateur, — à l'absence de ce dernier, — au quorum et au mode de votation, — tout comme si ces dispositions étaient ici décrétées et expressément rendues applicables à chaque Assemblée législative.

4.—NOUVELLE-ÉCOSSE ET NOUVEAU-BRUNSWICK

Constitution de la Nouvelle-Écosse et du Nou-

88. La constitution de la Législature de chacune des provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick continuera, sujette aux dispositions du présent

Seats vacated otherwise than by Dissolution,—shall respectively apply to Elections of Members to serve in the respective Legislative Assemblies of Ontario and Quebec.

Provided that, until the Legislature of Ontario otherwise provides, at any Election for a Member of the Legislative Assembly of Ontario for the District of Algoma, in addition to Persons qualified by the Law of the Province of Canada to vote, every Male British Subject, aged Twenty-one Years or upwards, being a Householder, shall have a Vote.

85. Every Legislative Assembly of Ontario and every Legislative Assembly of Quebec shall continue for Four Years from the Day of the Return of the Writs for choosing the same (subject nevertheless to either the Legislative Assembly of Ontario or the Legislative Assembly of Quebec being sooner dissolved by the Lieutenant Governor of the Province), and no longer.

Duration of Legislative Assemblies.

86. There shall be a Session of the Legislature of Ontario and of that of Quebec once at least in every Year, so that Twelve Months shall not intervene between the last Sitting of the Legislature in each Province in one Session and its first Sitting in the next Session.

Yearly Session of Legislature.

87. The following Provisions of this Act respecting the House of Commons of Canada shall extend and apply to the Legislative Assemblies of Ontario and Quebec, that is to say,—the Provisions relating to the Election of a Speaker originally and on Vacancies, the Duties of the Speaker, the Absence of the Speaker, the Quorum, and the Mode of voting, as if those Provisions were here re-enacted and made applicable in Terms to each such Legislative Assembly.

Speaker, Quorum, &c.

4.—NOVA SCOTIA AND NEW BRUNSWICK

88. The Constitution of the Legislature of each of the Provinces of Nova Scotia and New Brunswick shall, subject to the Provisions of this Act, continue as

Constitutions of Legislatures of Nova

veau-Brunswick.

acte, d'être celle en existence à l'époque de l'union, jusqu'à ce qu'elle soit modifiée sous l'autorité du présent acte; et la Chambre d'assemblée du Nouveau-Brunswick en existence lors de la passation du présent acte devra, à moins qu'elle ne soit plus tôt dissoute, continuer d'exister pendant la période pour laquelle elle a été élue.

it exists at the Union until altered under the Authority of this Act; and the House of Assembly of New Brunswick existing at the passing of this Act shall, unless sooner dissolved, continue for the Period for which it was elected.

Scotia and New Brunswick.

5.—ONTARIO, QUÉBEC ET NOUVELLE-ÉCOSSE

5.—ONTARIO, QUEBEC, AND NOVA SCOTIA

Première élection.

89. Chacun des lieutenants-gouverneurs d'Ontario, de Québec et de la Nouvelle-Écosse devra faire émettre des brefs pour la première élection des membres de l'Assemblée législative, selon telle forme et par telle personne qu'il jugera à propos, et à telle époque et adressés à tel officier-rapporteur que prescrira le gouverneur général, de manière à ce que la première élection d'un membre de l'assemblée pour un district électoral ou une subdivision de ce district puisse se faire aux mêmes temps et lieux que l'élection d'un membre de la Chambre des Communes du Canada pour ce district électoral.

89. Each of the Lieutenant Governors of Ontario, Quebec, and Nova Scotia shall cause Writs to be issued for the First Election of Members of the Legislative Assembly thereof in such Form and by such Person as he thinks fit, and at such Time and addressed to such Returning Officer as the Governor General directs, and so that the First Election of Member of Assembly for any Electoral District or any Subdivision thereof shall be held at the same Time and at the same Places as the Election for a Member to serve in the House of Commons of Canada for that Electoral District.

First Elections.

6.—LES QUATRE PROVINCES

6.—THE FOUR PROVINCES

Application aux Législatures des dispositions relatives aux crédits, etc.

90. Les dispositions suivantes du présent acte, concernant le Parlement du Canada, savoir:— les dispositions relatives aux bills d'appropriation et d'impôts, à la recommandation de votes de deniers, à la sanction des bills, au désaveu des actes, et à la signification du bon plaisir quant aux bills réservés,—s'étendront et s'appliqueront aux Législatures des différentes provinces, tout comme si elles étaient ici décrétées et rendues expressément applicables aux provinces respectives et à leurs Législatures, en substituant toutefois le lieutenant-gouverneur de la province au gouverneur général, le gouverneur général à la Reine et au secrétaire d'État, un an à deux ans, et la province au Canada.

90. The following Provisions of this Act respecting the Parliament of Canada, namely,—the Provisions relating to Appropriation and Tax Bills, the Recommendation of Money Votes, the Assent to Bills, the Disallowance of Acts, and the Signification of Pleasure on Bills reserved,—shall extend and apply to the Legislatures of the several Provinces as if those Provisions were here re-enacted and made applicable in Terms to the respective Provinces and the Legislatures thereof, with the Substitution of the Lieutenant Governor of the Province for the Governor General, of the Governor General for the Queen and for a Secretary of State, of One Year for Two Years, and of the Province for Canada.

Application to Legislatures of Provisions respecting Money Votes, &c.

VI.—DISTRIBUTION DES POUVOIRS LÉGISLATIFS

VI.—DISTRIBUTION OF LEGISLATIVE POWERS

Pouvoirs du Parlement

Powers of the Parliament

Autorité législative du Parlement du Canada.

91. Il sera loisible à la Reine, de l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des Communes, de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouverne-

91. It shall be lawful for the Queen, by and with the Advice and Consent of the Senate and House of Commons, to make Laws for the Peace, Order, and good

Legislative Authority of Parliament of Canada.

ment du Canada, relativement à toutes les matières ne tombant pas dans les catégories de sujets par le présent acte exclusivement assignés aux législatures des provinces; mais, pour plus de garantie, sans toutefois restreindre la généralité des termes ci-haut employés dans cette section, il est par le présent déclaré que (nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte) l'autorité législative exclusive du Parlement du Canada s'étend à toutes les matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, savoir:

1. La dette et la propriété publiques;
2. La réglementation du trafic et du commerce;
3. Le prélèvement de deniers par tous modes ou systèmes de taxation;
4. L'emprunt de deniers sur le crédit public;
5. Le service postal;
6. Le recensement et les statistiques;
7. La milice, le service militaire et le service naval, et la défense du pays;
8. La fixation et le paiement des salaires et honoraires des officiers civils et autres du gouvernement du Canada;
9. Les amarques, les bouées, les phares et l'île de Sable;
10. La navigation et les bâtiments ou navires (*shipping*);
11. La quarantaine et l'établissement et maintien des hôpitaux de marine;
12. Les pêcheries des côtes de la mer et de l'intérieur;
13. Les passages d'eau (*ferries*) entre une province et tout pays britannique ou étranger, ou entre deux provinces;
14. Le cours monétaire et le monnayage;
15. Les banques, l'incorporation des banques et l'émission du papier-monnaie;
16. Les caisses d'épargne;
17. Les poids et mesures;
18. Les lettres de change et les billets promissoires;
19. L'intérêt de l'argent;
20. Les offres légales;
21. La banqueroute et la faillite;
22. Les brevets d'invention et de découverte;

Government of Canada, in relation to all Matters not coming within the Classes of Subjects by this Act assigned exclusively to the Legislatures of the Provinces; and for greater Certainty, but not so as to restrict the Generality of the foregoing Terms of this Section, it is hereby declared that (notwithstanding anything in this Act) the exclusive Legislative Authority of the Parliament of Canada extends to all Matters coming within the Classes of Subjects next herein-after enumerated; that is to say,—

1. The Public Debt and Property.
2. The Regulation of Trade and Commerce.
3. The raising of Money by any Mode or System of Taxation.
4. The borrowing of Money on the Public Credit.
5. Postal Service.
6. The Census and Statistics.
7. Militia, Military and Naval Service, and Defence.
8. The fixing of and providing for the Salaries and Allowances of Civil and other Officers of the Government of Canada.
9. Beacons, Buoys, Lighthouses, and Sable Island.
10. Navigation and Shipping.
11. Quarantine and the Establishment and Maintenance of Marine Hospitals.
12. Sea Coast and Inland Fisheries.
13. Ferries between a Province and any British or Foreign Country or between Two Provinces.
14. Currency and Coinage.
15. Banking, Incorporation of Banks, and the Issue of Paper Money.
16. Savings Banks.
17. Weights and Measures.
18. Bills of Exchange and Promissory Notes.
19. Interest.
20. Legal Tender.
21. Bankruptcy and Insolvency.
22. Patents of Invention and Discovery.

23. Les droits d'auteur;
24. Les sauvages et les terres réservées pour les sauvages;
25. La naturalisation et les aubains;
26. Le mariage et le divorce;
27. La loi criminelle, sauf la constitution des tribunaux de juridiction criminelle, mais y compris la procédure en matière criminelle;
28. L'établissement, le maintien et l'administration des pénitenciers;
29. Les catégories de sujets expressément exceptés dans l'énumération des catégories de sujets exclusivement assignés par le présent acte aux Législatures des provinces.

Et aucune des matières énoncées dans les catégories de sujets énumérés dans cette section ne sera réputée tomber dans la catégorie des matières d'une nature locale ou privée comprise dans l'énumération des catégories de sujets exclusivement assignés par le présent acte aux Législatures des provinces.

Pouvoirs exclusifs des Législatures Provinciales

Sujets soumis au contrôle exclusif de la législation provinciale.

92. Dans chaque province, la Législature pourra exclusivement faire des lois relatives aux matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, savoir:

1. L'amendement de temps à autre, nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, de la constitution de la province, sauf les dispositions relatives à la charge de lieutenant-gouverneur;
2. La taxation directe dans les limites de la province, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux;
3. Les emprunts de deniers sur le seul crédit de la province;
4. La création et la tenure des charges provinciales, et la nomination et le paiement des officiers provinciaux;
5. L'administration et la vente des terres publiques appartenant à la province, et des bois et forêts qui s'y trouvent;

23. Copyrights.
24. Indians, and Lands reserved for the Indians.
25. Naturalization and Aliens.
26. Marriage and Divorce.
27. The Criminal Law, except the Constitution of Courts of Criminal Jurisdiction, but including the Procedure in Criminal Matters.
28. The Establishment, Maintenance, and Management of Penitentiaries
29. Such Classes of Subjects as are expressly excepted in the Enumeration of the Classes of Subjects by this Act assigned exclusively to the Legislatures of the Provinces.

And any Matter coming within any of the Classes of Subjects enumerated in this Section shall not be deemed to come within the Class of Matters of a local or private Nature comprised in the Enumeration of the Classes of Subjects by this Act assigned exclusively to the Legislatures of the Provinces.

Exclusive Powers of Provincial Legislatures

92. In each Province the Legislature may exclusively make Laws in relation to Matters coming within the Classes of Subjects next herein-after enumerated; that is to say,—

1. The Amendment from Time to Time, notwithstanding anything in this Act, of the Constitution of the Province, except as regards the Office of Lieutenant Governor.
2. Direct Taxation within the Province in order to the raising of a Revenue for Provincial Purposes.
3. The borrowing of Money on the sole Credit of the Province.
4. The Establishment and Tenure of Provincial Offices and the Appointment and Payment of Provincial Officers.
5. The Management and Sale of the Public Lands belonging to the Province and of the Timber and Wood thereon.

Subjects of exclusive Provincial Legislation.

- | | |
|--|---|
| <p>6. L'établissement, l'entretien et l'administration des prisons publiques et des maisons de réforme dans la province;</p> <p>7. L'établissement, l'entretien et l'administration des hôpitaux, asiles, institutions et hospices de charité dans la province, autres que les hôpitaux de marine;</p> <p>8. Les institutions municipales dans la province;</p> <p>9. Les licences de boutiques, de cabarets, d'auberges, d'encanteurs et autres licences, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux, locaux ou municipaux;</p> <p>10. Les travaux et entreprises d'une nature locale, autres que ceux énumérés dans les catégories suivantes:—</p> <p style="margin-left: 2em;">a. Lignes de bateaux à vapeur ou autres bâtiments, chemins de fer, canaux, télégraphes et autres travaux et entreprises reliant la province à une autre ou à d'autres provinces, ou s'étendant au delà des limites de la province;</p> <p style="margin-left: 2em;">b. Lignes de bateaux à vapeur entre la province et tout pays dépendant de l'empire britannique ou tout pays étranger;</p> <p style="margin-left: 2em;">c. Les travaux qui, bien qu'entièrement situés dans la province, seront avant ou après leur exécution déclarés par le Parlement du Canada être pour l'avantage général du Canada, ou pour l'avantage de deux ou d'un plus grand nombre des provinces;</p> <p>11. L'incorporation de compagnies pour des objets provinciaux;</p> <p>12. La célébration du mariage dans la province;</p> <p>13. La propriété et les droits civils dans la province;</p> <p>14. L'administration de la justice dans la province, y compris la création, le maintien et l'organisation</p> | <p>6. The Establishment, Maintenance, and Management of Public and Reformatory Prisons in and for the Province.</p> <p>7. The Establishment, Maintenance and Management of Hospitals, Asylums, Charities, and Eleemosynary Institutions in and for the Province, other than Marine Hospitals.</p> <p>8. Municipal Institutions in the Province.</p> <p>9. Shop, Saloon, Tavern, Auctioneer, and other Licenses in order to the raising of a Revenue for Provincial, Local, or Municipal Purposes.</p> <p>10. Local Works and Undertakings other than such as are of the following Classes:—</p> <p style="margin-left: 2em;">a. Lines of Steam or other Ships, Railways, Canals, Telegraphs, and other Works and Undertakings connecting the Province with any other or others of the Provinces, or extending beyond the Limits of the Province:</p> <p style="margin-left: 2em;">b. Lines of Steam Ships between the Province and any British or Foreign Country:</p> <p style="margin-left: 2em;">c. Such Works as, although wholly situate within the Province, are before or after their Execution declared by the Parliament of Canada to be for the general Advantage of Canada or for the Advantage of Two or more of the Provinces.</p> <p>11. The Incorporation of Companies with Provincial Objects.</p> <p>12. The Solemnization of Marriage in the Province.</p> <p>13. Property and Civil Rights in the Province.</p> <p>14. The Administration of Justice in the Province, including the Constitution, Maintenance, and Organiza-</p> |
|--|---|

de tribunaux de justice pour la province, ayant juridiction civile et criminelle, y compris la procédure en matières civiles dans ces tribunaux;

15. L'infliction de punitions par voie d'amende, pénalité, ou emprisonnement, dans le but de faire exécuter toute loi de la province décrétée au sujet des matières tombant dans aucune des catégories de sujets énumérés dans cette section;
16. Généralement toutes les matières d'une nature purement locale ou privée dans la province.

tion of Provincial Courts, both of Civil and of Criminal Jurisdiction, and including Procedure in Civil Matters in those Courts.

15. The Imposition of Punishment by Fine, Penalty, or Imprisonment for enforcing any Law of the Province made in relation to any Matter coming within any of the Classes of Subjects enumerated in this Section.
16. Generally all Matters of a merely local or private Nature in the Province.

Éducation

Education

Législation au sujet de l'éducation.

93. Dans chaque province, la Législature pourra exclusivement décréter des lois relatives à l'éducation, sujettes et conformes aux dispositions suivantes:—

- (1.) Rien dans ces lois ne devra préjudicier à aucun droit ou privilège conféré, lors de l'union, par la loi à aucune classe particulière de personnes dans la province, relativement aux écoles séparées (*denominational*). (*)
- (2.) Tous les pouvoirs, privilèges et devoirs conférés et imposés par la loi dans le Haut-Canada, lors de l'union, aux écoles séparées et aux syndics d'écoles des sujets catholiques romains de Sa Majesté, seront et sont par le présent étendus aux écoles dissidentes des sujets protestants et catholiques romains de la Reine dans la province de Québec;
- (3.) Dans toute province où un système d'écoles séparées ou dissidentes existera par la loi, lors de l'union, ou sera subséquemment établi par la Législature de la province, —il pourra être interjeté appel au gouverneur général en conseil de tout acte ou décision d'aucune autorité provinciale affectant aucun des droits ou privilèges de la minorité protestante ou catho-

93. In and for each Province the Legislature may exclusively make Laws in relation to Education, subject and according to the following Provisions:—

Législation respectant l'éducation.

- (1.) Nothing in any such Law shall prejudicially affect any Right or Privilege with respect to Denominational Schools which any Class of Persons have by Law in the Province at the Union: (*)
- (2.) All the Powers, Privileges, and Duties at the Union by Law conferred and imposed in Upper Canada on the Separate Schools and School Trustees of the Queen's Roman Catholic Subjects shall be and the same are hereby extended to the Dissident Schools of the Queen's Protestant and Roman Catholic Subjects in Quebec:
- (3.) Where in any Province a System of Separate or Dissident Schools exists by Law at the Union or is thereafter established by the Legislature of the Province, an Appeal shall lie to the Governor General in Council from any Act or Decision of any Provincial Authority affecting any Right or Privilege of the Protestant or Roman Catholic Minority of the

(*) Voir Acte de l'Alberta, 1905 (Can.), s. 17; Acte de la Saskatchewan, 1905, (Can.), s. 17.

(*) See Alberta Act, 1905 (Can.), s. 17; Saskatchewan Act, 1905 (Can.), s. 17.

lique romaine des sujets de Sa Majesté relativement à l'éducation;

- (4.) Dans le cas où il ne serait pas décrété telle loi provinciale que, de temps à autre, le gouverneur général en conseil jugera nécessaire pour donner suite et exécution aux dispositions de la présente section,—ou dans le cas où quelque décision du gouverneur général en conseil, sur appel interjeté en vertu de cette section, ne serait pas mise à exécution par l'autorité provinciale compétente,—alors et en tout tel cas, et en tant seulement que les circonstances de chaque cas l'exigeront, le Parlement du Canada pourra décréter des lois propres à y remédier pour donner suite et exécution aux dispositions de la présente section ainsi qu'à toute décision rendue par le gouverneur général en conseil sous l'autorité de cette même section.

Uniformité des lois dans l'Ontario, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick

Uniformité des lois dans trois provinces.

94. Nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte,—le Parlement du Canada pourra adopter des mesures à l'effet de pourvoir à l'uniformité de toutes les lois ou de parties des lois relatives à la propriété et aux droits civils dans l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, et de la procédure dans tous les tribunaux ou aucun des tribunaux de ces trois provinces; et, depuis et après la passation d'aucun acte à cet effet, le pouvoir du Parlement du Canada de décréter des lois relatives aux sujets énoncés dans tel acte, sera illimité, nonobstant toute chose au contraire dans le présent acte; mais tout acte du Parlement du Canada pourvoyant à cette uniformité n'aura d'effet dans une province qu'après avoir été adopté et décrété par la Législature de cette province.

Agriculture et immigration

Pouvoir concurrent

95. Dans chaque province, la Législature pourra faire des lois relatives à l'agri-

Queen's Subjects in relation to Education:

- (4.) In case any such Provincial Law as from Time to Time seems to the Governor General in Council requisite for the due Execution of the Provisions of this Section is not made, or in case any Decision of the Governor General in Council on any Appeal under this Section is not duly executed by the proper Provincial Authority in that Behalf, then and in every such Case, and as far only as the Circumstances of each Case require, the Parliament of Canada may make remedial Laws for the due Execution of the Provisions of this Section and of any Decision of the Governor General in Council under this Section.

Uniformity of Laws in Ontario, Nova Scotia, and New Brunswick

94. Notwithstanding anything in this Act, the Parliament of Canada may make Provision for the Uniformity of all or any of the Laws relative to Property and Civil Rights in Ontario, Nova Scotia, and New Brunswick, and of the Procedure of all or any of the Courts in those Three Provinces, and from and after the passing of any Act in that Behalf the Power of the Parliament of Canada to make Laws in relation to any Matter comprised in any such Act shall, notwithstanding anything in this Act, be unrestricted; but any Act of the Parliament of Canada making Provision for such Uniformity shall not have effect in any Province unless and until it is adopted and enacted as Law by the Legislature thereof.

Legislation for Uniformity of Laws in Three Provinces.

Agriculture and Immigration

95. In each Province the Legislature may make Laws in relation to Agriculture

Concurrent

rent de
décréter
des lois au
sujet de
l'agricul-
ture, etc.

culture et à l'immigration dans cette province; et il est par le présent déclaré que le Parlement du Canada pourra de temps à autre faire des lois relatives à l'agriculture et à l'immigration dans toutes les provinces ou aucune d'elles en particulier; et toute loi de la Législature d'une province relative à l'agriculture ou à l'immigration n'y aura d'effet qu'aussi longtemps et que tant qu'elle ne sera pas incompatible avec aucun des actes du Parlement du Canada.

in the Province, and to Immigration into the Province; and it is hereby declared that the Parliament of Canada may from Time to Time make Laws in relation to Agriculture in all or any of the Provinces, and to Immigration into all or any of the Provinces; and any Law of the Legislature of a Province relative to Agriculture or to Immigration shall have effect in and for the Province as long and as far only as it is not repugnant to any Act of the Parliament of Canada.

Powers of
Legislation respecting
Agriculture, &c.

VII.—JUDICATURE

Nomina-
tion des
juges.

96. Le gouverneur général nommera les juges des cours supérieures, de district et de comté dans chaque province, sauf ceux des cours de vérification dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.

96. The Governor General shall appoint the Judges of the Superior, District, and County Courts in each Province, except those of the Courts of Probate in Nova Scotia and New Brunswick.

Appoint-
ment of
Judges.

Choix des
juges dans
Ontario,
etc.

97. Jusqu'à ce que les lois relatives à la propriété et aux droits civils dans Ontario, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, et à la procédure dans les cours de ces provinces, soient rendues uniformes, les juges des cours de ces provinces qui seront nommés par le gouverneur général devront être choisis parmi les membres des barreaux respectifs de ces provinces.

97. Until the Laws relative to Property and Civil Rights in Ontario, Nova Scotia, and New Brunswick, and the Procedure of the Courts in those Provinces, are made uniform, the Judges of the Courts of those Provinces appointed by the Governor General shall be selected from the respective Bars of those Provinces.

Selection
of Judges
in Onta-
rio, &c.

Choix des
juges dans
Québec.

98. Les juges des cours de Québec seront choisis parmi les membres du barreau de cette province.

98. The Judges of the Courts of Quebec shall be selected from the Bar of that Province.

Selec-
tion of
Judges in
Quebec.

Condi-
tions aux-
quelles les
juges des
cours su-
périeures
exerceront
leurs fonc-
tions.

99. Les juges des cours supérieures resteront en charge durant bonne conduite, mais ils pourront être démis de leurs fonctions par le gouverneur général sur une adresse du Sénat et de la Chambre des Communes.

99. The Judges of the Superior Courts shall hold Office during good Behaviour, but shall be removable by the Governor General on Address of the Senate and House of Commons.

Tenure of
Office of
Judges.

Salaires,
etc., des
juges.

100. Les salaires, allocations et pensions des juges des cours supérieures, de district et de comté (sauf les cours de vérification dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau Brunswick) et des cours de l'Amirauté, lorsque les juges de ces dernières sont alors salariés, seront fixés et payés par le Parlement du Canada.

100. The Salaries, Allowances, and Pensions of the Judges of the Superior, District, and County Courts (except the Courts of Probate in Nova Scotia and New Brunswick), and of the Admiralty Courts in Cases where the Judges thereof are for the Time being paid by Salary, shall be fixed and provided by the Parliament of Canada.

Salaries,
&c., of
Judges.

Cour gé-
nérale
d'appel,
etc.

101. Le Parlement du Canada pourra, nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte, lorsque l'oc-

101. The Parliament of Canada may, notwithstanding anything in this Act, from Time to Time provide for the Cons-

General
Court of
Appeal,
&c.

casation le requerra, adopter des mesures à l'effet de créer, maintenir et organiser une cour générale d'appel pour le Canada, et établir des tribunaux additionnels pour la meilleure administration des lois du Canada.

VIII.—REVENUS; DETTES; ACTIF; TAXES

102. Tous les droits et revenus que les Législatures respectives du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, avant et à l'époque de l'union, avaient le pouvoir d'approprier, — sauf ceux réservés par le présent acte aux Législatures respectives des provinces, ou qui seront perçus par elles conformément aux pouvoirs spéciaux qui leur sont conférés par le présent acte, — formeront un fonds consolidé de revenu pour être approprié au service public du Canada de la manière et soumis aux charges prévues par le présent acte.

103. Le fonds consolidé de revenu du Canada sera permanemment grevé des frais, charges et dépenses encourus pour le percevoir, administrer et recouvrer, lesquels constitueront la première charge sur ce fonds et pourront être soumis à telles révision et audition qui seront ordonnées par le gouverneur général en conseil jusqu'à ce que le Parlement y pourvoie autrement.

104. L'intérêt annuel des dettes publiques des différentes provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, lors de l'union, constituera la seconde charge sur le fonds consolidé de revenu du Canada.

105. Jusqu'à modification par le Parlement du Canada, le salaire du gouverneur général sera de dix mille louis, cours sterling du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande; cette somme sera acquittée sur le fonds consolidé de revenu du Canada et constituera la troisième charge sur ce fonds.

106. Sujet aux différents paiements dont est grevé par le présent acte le fonds consolidé de revenu du Canada, ce fonds

titution, Maintenance, and Organization of a General Court of Appeal for Canada, and for the Establishment of any additional Courts for the better Administration of the Laws of Canada.

VIII.—REVENUES; DEBTS; ASSETS; TAXATION

102. All Duties and Revenues over which the respective Legislatures of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick before and at the Union had and have Power of Appropriation, except such Portions thereof as are by this Act reserved to the respective Legislatures of the Provinces, or are raised by them in accordance with the special Powers conferred on them by this Act, shall form One Consolidated Revenue Fund, to be appropriated for the Public Service of Canada in the Manner and subject to the Charges in this Act provided.

103. The Consolidated Revenue Fund of Canada shall be permanently charged with the Costs, Charges, and Expenses incident to the Collection, Management, and Receipt thereof, and the same shall form the First Charge thereon, subject to be reviewed and audited in such Manner as shall be ordered by the Governor General in Council until the Parliament otherwise provides.

104. The annual Interest of the Public Debts of the several Provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick at the Union shall form the Second Charge on the Consolidated Revenue Fund of Canada.

105. Unless altered by the Parliament of Canada, the salary of the Governor General shall be Ten thousand Pounds Sterling Money of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, payable out of the Consolidated Revenue Fund of Canada, and the same shall form the Third Charge thereon.

106. Subject to the several Payments by this Act charged on the Consolidated Revenue Fund of Canada, the same shall

Creation of Consolidated Revenue fund.

Expenses of Collection, &c.

Interest of Provincial Public Debts.

Salary of Governor General.

Appropriation from Time to Time.

sera approprié par le Parlement du Canada au service public.

be appropriated by the Parliament of Canada for the Public Service.

Transfert des valeurs, etc.

107. Tous les fonds, argent en caisse, balances entre les mains des banquiers et valeurs appartenant à chaque province à l'époque de l'union, sauf les exceptions énoncées au présent acte, deviendront la propriété du Canada et seront déduits du montant des dettes respectives des provinces lors de l'union.

107. All Stocks, Cash, Banker's Balances, and Securities for Money belonging to each Province at the Time of the Union, except as in this Act mentioned, shall be the Property of Canada, and shall be taken in Reduction of the Amount of the respective Debts of the Provinces at the Union.

Transfer of Stocks, &c.

Transfert des propriétés énumérées dans la cédule.

108. Les travaux et propriétés publics de chaque province, énumérés dans la troisième cédule annexée au présent acte, appartiendront au Canada.

108. The Public Works and Property of each Province, enumerated in the Third Schedule to this Act, shall be the Property of Canada.

Transfer of Property in Schedule.

Propriété des terres, mines, etc.

109. Toutes les terres, mines, minéraux et réserves royales appartenant aux différentes provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick lors de l'union, et toutes les sommes d'argent alors dues ou payables pour ces terres, mines, minéraux et réserves royales, appartiendront aux différentes provinces d'Ontario, Québec, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, dans lesquelles ils sont sis et situés, ou exigibles, restant toujours soumis aux charges dont ils sont grevés, ainsi qu'à tous intérêts autres que ceux que peut y avoir la province.

109. All Lands, Mines, Minerals, and Royalties belonging to the several Provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick at the Union, and all Sums then due or payable for such Lands, Mines, Minerals, or Royalties, shall belong to the several Provinces of Ontario, Quebec, Nova Scotia, and New Brunswick in which the same are situate or arise, subject to any Trusts existing in respect thereof, and to any Interest other than that of the Province in the same.

Property in Lands, Mines, &c.

Actif et dettes provinciales.

110. La totalité de l'actif inhérent aux portions de la dette publique assumées par chaque province, appartiendra à cette province.

110. All Assets connected with such Portions of the Public Debt of each Province as are assumed by that Province shall belong to that Province.

Assets connected with Provincial Debts;

Responsabilité des dettes provinciales.

111. Le Canada sera responsable des dettes et obligations de chaque province existantes lors de l'union.

111. Canada shall be liable for the Debts and Liabilities of each Province existing at the Union.

Canada to be liable to them.

Responsabilité des dettes d'Ontario et Québec.

112. Les provinces d'Ontario et Québec seront conjointement responsables envers le Canada de l'excédent (s'il en est) de la dette de la province du Canada, si, lors de l'union, elle dépasse soixante et deux millions cinq cent mille piastres, et tenues au paiement de l'intérêt de cet excédent au taux de cinq pour cent par année.

112. Ontario and Quebec conjointly shall be liable to Canada for the Amount (if any) by which the Debt of the Province of Canada exceeds at the Union Sixty-two million five hundred thousand Dollars, and shall be charged with Interest at the Rate of Five per Centum per Annum thereon.

Debts of Ontario and Quebec.

Actif d'Ontario et Québec.

113. L'actif énuméré dans la quatrième cédule annexée au présent acte, appartenant, lors de l'union, à la province du

113. The Assets enumerated in the Fourth Schedule to this Act belonging at the Union to the Province of Canada shall

Assets of Ontario and Quebec.

Canada, sera la propriété d'Ontario et Québec conjointement.

be the Property of Ontario and Quebec conjointly.

Dette de la Nouvelle-Écosse.

114. La Nouvelle-Écosse sera responsable envers le Canada de l'excédent (s'il en est) de sa dette publique si, lors de l'union, elle dépasse huit millions de piastres, et tenue au paiement de l'intérêt de cet excédent au taux de cinq pour cent par année.

114. Nova Scotia shall be liable to Canada for the Amount (if any) by which its Public Debt exceeds at the Union Eight million Dollars, and shall be charged with Interest at the Rate of Five per Centum per Annum thereon.

Debt of Nova Scotia.

Dette du Nouveau-Brunswick.

115. Le Nouveau-Brunswick sera responsable envers le Canada de l'excédent (s'il en est) de sa dette publique, si, lors de l'union, elle dépasse sept millions de piastres, et tenu au paiement de l'intérêt de cet excédent au taux de cinq pour cent par année.

115. New Brunswick shall be liable to Canada for the Amount (if any) by which its Public Debt exceeds at the Union Seven million Dollars, and shall be charged with Interest at the Rate of Five per Centum per Annum thereon.

Debt of New Brunswick.

Paiement d'intérêt à la Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick.

116. Dans le cas où, lors de l'union, les dettes publiques de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick seraient respectivement moindres que huit millions et sept millions de piastres, ces provinces auront droit de recevoir, chacune, du gouvernement du Canada, en paiements semi-annuels et d'avance, l'intérêt au taux de cinq pour cent par année sur la différence qui existera entre le chiffre réel de leurs dettes respectives et le montant ainsi arrêté.

116. In case the Public Debts of Nova Scotia and New Brunswick do not at the Union amount to Eight million and Seven million Dollars respectively, they shall respectively receive by half-yearly Payments in advance from the Government of Canada Interest at Five per Centum per Annum on the Difference between the actual Amounts of their respective Debts and such stipulated Amounts.

Payment of Interest to Nova Scotia and New Brunswick.

Propriétés publiques provinciales.

117. Les diverses provinces conserveront respectivement toutes leurs propriétés publiques dont il n'est pas autrement disposé dans le présent acte,—sujettes au droit du Canada de prendre les terres ou les propriétés publiques dont il aura besoin pour les fortifications ou la défense du pays.

117. The several Provinces shall retain all their respective Public Property not otherwise disposed of in this Act, subject to the Right of Canada to assume any Lands or Public Property required for Fortifications or for the Defence of the Country.

Provincial Public Property.

Subventions aux provinces.

118. Les sommes suivantes seront annuellement payées par le Canada aux diverses provinces pour le maintien de leurs gouvernements et Législatures:

118. The following Sums shall be paid yearly by Canada to the several Provinces for the Support of their Governments and Legislatures:

Grants to Provinces.

Ontario	\$80,000
Québec	70,000
Nouvelle-Écosse . .	60,000
Nouveau-Brunswick	50,000
Total	\$260,000

Ontario	\$ 80,000
Québec	70,000
Nova Scotia	60,000
New Brunswick . .	50,000
Total	\$260,000

Et chaque province aura droit à une subvention annuelle de quatre-vingts centins par chaque tête de la population, constatée par le recensement de mil huit cent

and an annual Grant in aid of each Province shall be made, equal to Eighty Cents per Head of the Population as ascertained by the Census of One thousand eight hun-

soixante et un, et — en ce qui concerne la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick — par chaque recensement décennal subséquent, jusqu'à ce que la population de chacune de ces deux provinces s'élève à quatre cent mille âmes, chiffre auquel la subvention demeurera dès lors fixée. Ces subventions libéreront à toujours le Canada de toutes autres réclamations, et elles seront payées semi-annuellement et d'avance à chaque province; mais le gouvernement du Canada déduira de ces subventions, à l'égard de chaque province, toutes sommes d'argent exigibles comme intérêt sur la dette publique de cette province si elle excède les divers montants stipulés dans le présent acte. (*)

dred and sixty-one, and in the Case of Nova Scotia and New Brunswick, by each subsequent Decennial Census until the Population of each of those Two Provinces amounts to Four hundred thousand Souls, at which Rate such Grant shall thereafter remain. Such Grants shall be in full Settlement of all future Demands on Canada, and shall be paid half-yearly in advance to each Province; but the Government of Canada shall deduct from such Grants, as against any Province, all Sums chargeable as Interest on the Public Debt of that Province in excess of the several Amounts stipulated in this Act.*

Subvention additionnelle au Nouveau-Brunswick.

119. Le Nouveau-Brunswick recevra du Canada, en paiements semi-annuels et d'avance, durant une période de dix ans à compter de l'union, une subvention supplémentaire de soixante et trois mille piastres par année; mais, tant que la dette publique de cette province restera au-dessous de sept millions de piastres, il sera déduit sur cette somme de soixante et trois mille piastres, un montant égal à l'intérêt à cinq pour cent par année sur telle différence.

119. New Brunswick shall receive by half-yearly Payments in advance from Canada for the Period of Ten Years from the Union an additional Allowance of Sixty-three thousand Dollars per Annum; but as long as the Public Debt of that Province remains under Seven million Dollars, a Deduction equal to the Interest at Five per Centum per Annum on such Deficiency shall be made from that Allowance of Sixty-three thousand Dollars.

Further Grant to New Brunswick.

Forme des paiements.

120. Tous les paiements prescrits par le présent acte, ou destinés à éteindre les obligations contractées en vertu d'aucun acte des provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick respectivement et assumés par le Canada, seront faits, jusqu'à ce que le Parlement du Canada l'ordonne autrement, en les forme et manière que le gouverneur général en conseil pourra prescrire de temps à autre.

120. All Payments to be made under this Act, or in discharge of Liabilities created under any Act of the Provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick respectively, and assumed by Canada, shall, until the Parliament of Canada otherwise directs, be made in such Form and Manner as may from Time to Time be ordered by the Governor General in Council.

Form of Payments.

Manufactures canadiennes, etc.

121. Tous articles du cru, de la provenance ou manufacture d'aucune des provinces seront, à dater de l'union, admis en franchise dans chacune des autres provinces.

121. All Articles of the Growth, Produce, or Manufacture of any one of the Provinces shall, from and after the Union, be admitted free into each of the other Provinces.

Canadian Manufactures, &c.

Continuation des lois de douane et d'accise.

122. Les lois de douane et d'accise de chaque province demeureront en force, sujettes aux dispositions du présent acte, jusqu'à ce qu'elles soient modifiées par le Parlement du Canada.

122. The Customs and Excise Laws of each Province shall, subject to the Provisions of this Act, continue in force until altered by the Parliament of Canada.

Customs and Excise Laws.

(*) Voir A. A. B. N., 1907.

* See B. N. A. Act, 1907.

Exportation et importation entre deux provinces.

123. Dans le cas où des droits de douane seraient, à l'époque de l'union, imposables sur des articles, denrées ou marchandises, dans deux provinces, ces articles, denrées ou marchandises pourront, après l'union, être importés de l'une de ces deux provinces dans l'autre, sur preuve du paiement des droits de douane dont ils sont frappés dans la province d'où ils sont exportés, et sur paiement de tout surplus de droits de douane (s'il en est) dont ils peuvent être frappés dans la province où ils sont importés.

123. Where Customs Duties are, at the Union, leviable on any Goods, Wares, or Merchandises in any Two Provinces, those Goods, Wares, and Merchandises may, from and after the Union, be imported from one of those Provinces into the other of them on Proof of Payment of the Customs Duty leviable thereon in the Province of Exportation, and on Payment of such further Amount (if any) of Customs Duty as is leviable thereon in the Province of Importation.

Exportation and Importation as between Two Provinces.

Impôt sur les bois au Nouveau-Brunswick.

124. Rien dans le présent acte ne préjudiciera au privilège garanti au Nouveau-Brunswick de prélever sur les bois de construction les droits établis par le chapitre quinze du titre trois des Statuts révisés du Nouveau-Brunswick, ou par tout acte l'amendant avant ou après l'union, mais n'augmentant pas le chiffre de ces droits; et les bois de construction des provinces autres que le Nouveau-Brunswick ne seront pas passibles de ces droits.

124. Nothing in this Act shall affect the Right of New Brunswick to levy the Lumber Dues provided in Chapter Fifteen of Title Three of the Revised Statutes of New Brunswick, or in any Act amending that Act before or after the Union, and not increasing the Amount of such Dues; but the Lumber of any of the Provinces other than New Brunswick shall not be subject to such Dues.

Lumber Dues in New Brunswick.

Terres publiques, etc., exemptées des taxes.

125. Nulle terre ou propriété appartenant au Canada ou à aucune province en particulier ne sera sujette à la taxation.

125. No Lands or Property belonging to Canada or any Province shall be liable to Taxation.

Exemption of Public Lands.

Fonds consolidé du revenu provincial.

126. Les droits et revenus que les Législatures respectives du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick avaient, avant l'union, le pouvoir d'approprier, et qui sont, par le présent acte, réservés aux gouvernements ou législatures des provinces respectives, et tous les droits et revenus perçus par elles conformément aux pouvoirs spéciaux qui leur sont conférés par le présent acte, formeront dans chaque province un fonds consolidé de revenu qui sera approprié au service public de la province.

126. Such Portions of the Duties and Revenues over which the respective Legislatures of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick had before the Union Power of Appropriation as are by this Act reserved to the respective Governments or Legislatures of the Provinces, and all Duties and Revenues raised by them in accordance with the special Powers conferred upon them by this Act, shall in each Province form One Consolidated Revenue Fund to be appropriated for the Public Service of the Province.

Provincial Consolidated Revenue Fund.

IX.—DISPOSITIONS DIVERSES

Dispositions générales

Conseillers législatifs des provinces devenant sénateurs.

127. Quiconque étant, lors de la passation du présent acte, membre du Conseil législatif du Canada, de la Nouvelle-Écosse ou du Nouveau-Brunswick, et auquel un siège dans le Sénat sera offert, ne l'accep-

IX.—MISCELLANEOUS PROVISIONS

General

127. If any Person being at the passing of this Act a Member of the Legislative Council of Canada, Nova Scotia, or New Brunswick, to whom a Place in the Senate is offered, does not within Thirty

As to Legislative Councilors of Provinces becoming Senators.

tera pas dans les trente jours, par écrit revêtu de son seing et adressé au gouverneur général de la province du Canada ou au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse ou du Nouveau-Brunswick (selon le cas), sera censé l'avoir refusé; et quiconque étant, lors de la passation du présent acte, membre du Conseil législatif de la Nouvelle-Écosse ou du Nouveau-Brunswick, et acceptera un siège dans le Sénat, perdra par le fait même son siège à ce Conseil législatif.

Days thereafter, by Writing under his Hand addressed to the Governor General of the Province of Canada or to the Lieutenant Governor of Nova Scotia or New Brunswick (as the Case may be), accept the same, he shall be deemed to have declined the same; and any Person who, being at the passing of this Act a Member of the Legislative Council of Nova Scotia or New Brunswick, accepts a Place in the Senate, shall thereby vacate his Seat in such Legislative Council.

Serment
d'allé-
geance,
etc.

128. Les membres du Sénat ou de la Chambre des Communes du Canada devront, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le gouverneur général ou quelque personne à ce par lui autorisée, — et pareillement, les membres du Conseil législatif ou de l'Assemblée législative d'une province devront, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le lieutenant-gouverneur de la province ou quelque personne à ce par lui autorisée, — le serment d'allégeance énoncé dans la cinquième cédula annexée au présent acte; et les membres du Sénat du Canada et du Conseil législatif de Québec devront aussi, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, prêter et souscrire, devant le gouverneur général ou quelque personne à ce par lui autorisée, la déclaration des qualifications énoncée dans la même cédula.

128. Every Member of the Senate or House of Commons of Canada shall before taking his Seat therein take and subscribe before the Governor General or some Person authorized by him, and every Member of a Legislative Council or Legislative Assembly of any Province shall before taking his Seat therein take and subscribe before the Lieutenant Governor of the Province or some Person authorized by him, the Oath of Allegiance contained in the Fifth Schedule to this Act; and every Member of the Senate of Canada and every Member of the Legislative Council of Quebec shall also, before taking his Seat therein, take and subscribe before the Governor General, or some Person authorized by him, the Declaration of Qualification contained in the same Schedule.

Oath of
Allegian-
ce, &c.

Les lois,
tribunaux
et fonc-
tionnaires
actuels
continue-
ront d'ex-
ister, etc.

129. Sauf toute disposition contraire prescrite par le présent acte, — toutes les lois en force en Canada, dans la Nouvelle-Écosse ou le Nouveau-Brunswick, lors de l'union, — tous les tribunaux de juridiction civile et criminelle, — toutes les commissions, pouvoirs et autorités ayant force légale, — et tous les officiers judiciaires, administratifs et ministériels, en existence dans ces provinces à l'époque de l'union, continueront d'exister dans les provinces d'Ontario, de Québec, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick respectivement, comme si l'union n'avait pas eu lieu; mais ils pourront, néanmoins (sauf les cas prévus par des actes du Parlement de la Grande-Bretagne ou du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande), être révoqués, abolis ou modi-

129. Except as otherwise provided by this Act, all Laws in force in Canada, Nova Scotia, or New Brunswick at the Union, and all Courts of Civil and Criminal Jurisdiction, and all legal Commissions, Powers, and Authorities, and all Officers, Judicial, Administrative, and Ministerial, existing therein at the Union, shall continue in Ontario, Quebec, Nova Scotia, and New Brunswick respectively, as if the Union had not been made; subject nevertheless (except with respect to such as are enacted by or exist under Acts of the Parliament of Great Britain or of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland), to be repealed, abolished, or altered by the Parliament of Canada, or by the Legislature of the respective Province, according to the Author-

Continu-
ance of ex-
isting
Laws,
Courts,
Officers,
&c.

fiés par le Parlement du Canada, ou par la Législature de la province respective, conformément à l'autorité du Parlement ou de cette Législature en vertu du présent acte.

ity of the Parliament or of that Legislature under this Act.

Fonctionnaires transférés au service du Canada.

130. Jusqu'à ce que le Parlement du Canada en ordonne autrement, — tous les officiers des diverses provinces ayant à remplir des devoirs relatifs à des matières autres que celles tombant dans les catégories de sujets assignés exclusivement par le présent acte aux Législatures des provinces, seront officiers du Canada et continueront à remplir les devoirs de leurs charges respectives sous les mêmes obligations et pénalités que si l'union n'avait pas eu lieu.

130. Until the Parliament of Canada otherwise provides, all Officers of the Several Provinces having Duties to discharge in relation to Matters other than those coming within the Classes of Subjects by this Act assigned exclusively to the Legislatures of the Provinces shall be Officers of Canada, and shall continue to discharge the Duties of their respective Offices under the same Laibilities, Responsibilities, and Penalties as if the Union had not been made.

Transfer of Officers to Canada.

Nomination des nouveaux officiers.

131. Jusqu'à ce que le Parlement du Canada en ordonne autrement, — le gouverneur général en conseil pourra de temps à autre nommer les officiers qu'il croira nécessaires ou utiles à l'exécution efficace du présent acte.

131. Until the Parliament of Canada otherwise provides, the Governor General in Council may from Time to Time appoint such Officers as the Governor General in Council deems necessary or proper for the effectual Execution of this Act.

Appointment of new Officers.

Obligations naissant des traités.

132. Le Parlement et le gouvernement du Canada, auront tous les pouvoirs nécessaires pour remplir envers les pays étrangers, comme portion de l'empire Britannique, les obligations du Canada ou d'aucune de ses provinces, naissant de traités conclus entre l'empire et ces pays étrangers.

132. The Parliament and Government of Canada shall have all Powers necessary or proper for performing the Obligations of Canada or of any Province thereof, as Part of the British Empire, towards Foreign Countries, arising under Treaties between the Empire and such Foreign Countries.

Treaty Obligations.

Usage facultatif et obligatoire des langues française et anglaise.

133. Dans les chambres du Parlement du Canada et les chambres de la Législature de Québec, l'usage de la langue française ou de la langue anglaise, dans les débats, sera facultatif; mais dans la rédaction des archives, procès-verbaux et journaux respectifs de ces chambres, l'usage de ces deux langues sera obligatoire; et, dans toute plaidoirie ou pièce de procédure par-devant les tribunaux ou émanant des tribunaux du Canada qui seront établis sous l'autorité du présent acte, et par-devant tous les tribunaux ou émanant des tribunaux de Québec, il pourra être fait également usage, à faculté, de l'une ou de l'autre de ces langues.

133. Either the English or the French Language may be used by any Person in the Debates of the Houses of the Parliament of Canada and of the Houses of the Legislature of Quebec; and both those Languages shall be used in the respective Records and Journals of those Houses; and either of those Languages may be used by any Person or in any Pleading or Process in or issuing from any Court of Canada established under this Act, and in or from all or any of the Courts of Quebec.

Use of English and French Languages.

Les actes du Parlement du Canada et de la Législature de Québec devront être imprimés et publiés dans ces deux langues.

The Acts of the Parliament of Canada and of the Legislature of Quebec shall be printed and published in both those Languages.

Ontario et Québec

Ontario and Quebec

Nomina-
tion des
fonction-
naires exé-
cutifs pour
Ontario et
Québec.

134. Jusqu'à ce que la Législature d'Ontario ou de Québec en ordonne autrement,—les lieutenants-gouverneurs d'Ontario et de Québec, pourront, chacun, nommer sous le grand sceau de la province, les fonctionnaires suivants qui resteront en charge durant bon plaisir, savoir: le procureur général, le secrétaire et registraire de la province, le trésorier de la province, le commissaire des terres de la couronne, et le commissaire d'agriculture et des travaux publics, et,— en ce qui concerne Québec — le solliciteur général; ils pourront aussi, par ordonnance du lieutenant gouverneur en conseil, prescrire de temps à autre les attributions de ces fonctionnaires et des divers départements placés sous leur contrôle ou dont ils relèvent, et des officiers et employés y attachés; et ils pourront également nommer d'autres fonctionnaires qui resteront en charge durant bon plaisir, et prescrire, de temps à autre, leurs attributions et celles des divers départements placés sous leur contrôle ou dont ils relèvent, et des officiers et employés y attachés.

Pouvoirs,
devoirs,
etc. des
fonction-
naires
exécutifs.

135. Jusqu'à ce que la Législature d'Ontario ou de Québec en ordonne autrement,— tous les droits, pouvoirs, devoirs, fonctions, obligations ou attributions conférés ou imposés au procureur général, solliciteur général, secrétaire et registraire de la province du Canada, ministre des finances, commissaire des terres de la couronne, commissaire des travaux publics, et ministre de l'agriculture et receveur général, lors de la passation du présent acte, par toute loi, statut ou ordonnance du Haut-Canada, du Bas-Canada ou du Canada,— n'étant pas d'ailleurs incompatibles avec le présent acte,— seront conférés ou imposés à tout fonctionnaire qui sera nommé par le lieutenant-gouverneur pour l'exécution de ces fonctions ou d'aucune d'elles; le commissaire d'agriculture et des travaux publics remplira les devoirs et les fonctions de ministre d'agriculture prescrits, lors de la passation du présent acte, par la loi de la province du Canada, ainsi que ceux de commissaire des travaux publics.

Grands
sceaux.

136. Jusqu'à modification par le lieutenant-gouverneur en conseil,— les grands

134. Until the Legislature of Ontario or of Quebec otherwise provides, the Lieutenant Governors of Ontario and Quebec may each appoint under the Great Seal of the Province the following Officers, to hold Office during Pleasure, that is to say,—the Attorney General, the Secretary and Registrar of the Province, the Treasurer of the Province, the Commissioner of Crown Lands, and the Commissioner of Agriculture and Public Works, and in the Case of Quebec the Solicitor General, and may, by Order of the Lieutenant Governor in Council, from Time to Time prescribe the Duties of those Officers, and of the several Departments over which they shall preside or to which they shall belong, and of the Officers and Clerks thereof, and may also appoint other and additional Officers to hold Office during Pleasure, and may from Time to Time prescribe the Duties of those Officers, and of the several Departments over which they shall preside or to which they shall belong, and of the Officers and Clerks thereof.

Appoint-
ment of
executive
Officers
for Onta-
rio and
Quebec.

135. Until the Legislature of Ontario or Quebec otherwise provides, all Rights, Powers, Duties, Functions, Responsibilities, or Authorities at the passing of this Act vested in or imposed on the Attorney General, Solicitor General, Secretary and Registrar of the Province of Canada, Minister of Finance, Commissioner of Crown Lands, Commissioner of Public Works, and Minister of Agriculture and Receiver General, by any Law, Statute, or Ordinance of Upper Canada, Lower Canada, or Canada, and not repugnant to this Act, shall be vested in or imposed on any Officer to be appointed by the Lieutenant Governor for the Discharge of the same or any of them; and the Commissioner of Agriculture and Public Works shall perform the Duties and Functions of the Office of Minister of Agriculture at the passing of this Act imposed by the Law of the Province of Canada, as well as those of the Commissioner of Public Works.

Powers,
Duties,
&c. of
Executive
Officers.

136. Until altered by the Lieutenant Governor in Council, the Great Seals of

Great
Seals.

sceaux d'Ontario et de Québec respectivement seront les mêmes ou d'après le même modèle que ceux usités dans les provinces du Haut et du Bas-Canada respectivement avant leur union comme province du Canada.

Ontario and Quebec respectively shall be the same, or of the same Design, as those used in the Provinces of Upper Canada and Lower Canada respectively before their Union as the Province of Canada.

Interprétation des actes temporaires.

137. Les mots "et de là jusqu'à la fin de la prochaine session de la Législature," ou autres mots de la même teneur, employés dans aucun acte temporaire de la province du Canada non expiré avant l'union, seront censés signifier la prochaine session du Parlement du Canada, si l'objet de l'acte tombe dans la catégorie des pouvoirs attribués à ce Parlement et définis dans la présente constitution, si non, aux prochaines sessions des Législatures d'Ontario et de Québec respectivement, si l'objet de l'acte tombe dans la catégorie des pouvoirs attribués à ces Législatures et définis dans le présent acte.

137. The Words "and from thence to the End of the then next ensuing Session of the Legislature," or Words to the same Effect, used in any temporary Act of the Province of Canada not expired before the Union, shall be construed to extend and apply to the next Session of the Parliament of Canada if the Subject Matter of the Act is within the Powers of the same as defined by this Act, or to the next Sessions of the Legislatures of Ontario and Quebec respectively if the Subject Matter of the Act is within the Powers of the same as defined by this Act.

Construction of temporary Acts.

Citations erronées.

138. Depuis et après l'époque de l'union, l'insertion des mots "Haut-Canada" au lieu "d'Ontario," ou "Bas-Canada" au lieu de "Québec," dans tout acte, bref, procédure, plaidoirie, document, matière ou chose, n'aura pas l'effet de l'invalider.

138. From and after the Union the Use of the Words "Upper Canada" instead of "Ontario", or "Lower Canada" instead of "Quebec," in any Deed, Writ, Process, Pleading, Document, Matter, or Thing, shall not invalidate the same.

As to Errors in Names.

Proclamation ne devant prendre effet qu'après l'union.

139. Toute proclamation sous le grand sceau de la province du Canada, lancée antérieurement à l'époque de l'union, pour avoir effet à une date postérieure à l'union, qu'elle ait trait à cette province ou au Haut-Canada ou au Bas-Canada, et les diverses matières et choses y énoncées auront et continueront d'y avoir la même force et le même effet que si l'union n'avait pas eu lieu.

139. Any Proclamation under the Great Seal of the Province of Canada issued before the Union to take effect at a Time which is subsequent to the Union, whether relating to that Province, or to Upper Canada, or to Lower Canada, and the several Matters and Things therein proclaimed, shall be and continue of like Force and Effect as if the Union had not been made.

As to Issue of Proclamations before Union to commence after Union.

Proclamation lancée après l'union.

140. Toute proclamation dont l'émission sous le grand sceau de la province du Canada est autorisée par quelque acte de la Législature de la province du Canada, qu'elle ait trait à cette province ou au Haut-Canada ou au Bas-Canada,— et qui n'aura pas été lancée avant l'époque de l'union, pourra l'être par le lieutenant-gouverneur d'Ontario ou de Québec (selon le cas), sous le grand sceau de la province; et, à compter de l'émission de cette proclamation, les diverses matières et choses y énoncées auront et continueront d'avoir la même force et le même effet dans Onta-

140. Any Proclamation which is authorized by any Act of the Legislature of the Province of Canada to be issued under the Great Seal of the Province of Canada, whether relating to that Province, or to Upper Canada, or to Lower Canada, and which is not issued before the Union, may be issued by the Lieutenant Governor of Ontario or of Quebec, as its Subject Matter requires, under the Great Seal thereof; and from and after the Issue of such Proclamation the same and the several Matters and Things therein proclaimed shall be and continue of the like Force and

As to Issue of Proclamations after Union.

rio ou Québec que si l'union n'avait pas eu lieu.

Effect in Ontario or Quebec as if the Union had not been made.

Pénitencier.

141. Le pénitencier de la province du Canada, jusqu'à ce que le Parlement du Canada en ordonne autrement, sera et continuera d'être le pénitencier d'Ontario et de Québec.

141. The Penitentiary of the Province of Canada shall, until the Parliament of Canada otherwise provides, be and continue the Penitentiary of Ontario and of Quebec.

Dettes renvoyées à l'arbitrage.

142. Le partage et la répartition des dettes, crédits, obligations, propriétés et de l'actif du Haut et du Bas-Canada seront renvoyés à la décision de trois arbitres, dont l'un sera choisi par le gouvernement d'Ontario, l'un par le gouvernement de Québec, et l'autre par le gouvernement du Canada; le choix des arbitres n'aura lieu qu'après que le Parlement du Canada et les Législatures d'Ontario et de Québec auront été réunis; l'arbitre choisi par le gouvernement du Canada ne devra être domicilié ni dans Ontario ni dans Québec.

142. The Division and Adjustment of the Debts, Credits, Liabilities, Properties, and Assets of Upper Canada and Lower Canada shall be referred to the Arbitration of Three Arbitrators, One chosen by the Government of Ontario, One by the Government of Quebec, and One by the Government of Canada; and the Selection of the Arbitrators shall not be made until the Parliament of Canada and the Legislatures of Ontario and Quebec have met; and the Arbitrator chosen by the Government of Canada shall not be a Resident either in Ontario or in Quebec.

Partage des archives.

143. Le gouverneur général en conseil pourra de temps à autre ordonner que les archives, livres et documents de la province du Canada qu'il jugera à propos de désigner, soient remis et transférés à Ontario ou à Québec, et ils deviendront dès lors la propriété de cette province; toute copie ou extrait de ces documents, dûment certifiée par l'officier ayant la garde des originaux, sera reçue comme preuve.

143. The Governor General in Council may from Time to Time order that such and so many of the Records, Books, and Documents of the Province of Canada as he thinks fit shall be appropriated and delivered either to Ontario or to Quebec, and the same shall thenceforth be the Property of that Province; and any Copy thereof or Extract therefrom, duly certified by the Officer having charge of the Original thereof, shall be admitted as Evidence.

Établissement de townships dans Québec.

144. Le lieutenant-gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation sous le grand sceau de la province devant venir en force au jour y mentionné, établir des townships dans les parties de la province de Québec dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants.

144. The Lieutenant Governor of Quebec may from Time to Time, by Proclamation under the Great Seal of the Province, to take effect from a Day to be appointed therein, constitute Townships in those Parts of the Province of Quebec in which Townships are not then already constituted, and fix the Metes and Bounds thereof.

X.—CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL

X.—INTERCOLONIAL RAILWAY

Obligation du gouvernement du Canada de construire ce chemin de fer.

145. Considérant que les provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick ont, par une commune déclaration, exposé que la construction du chemin de fer intercolonial était essentielle à la consolidation de l'union de l'Amérique

145. Inasmuch as the Provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick have joined in a Declaration that the Construction of the Intercolonial Railway is essential to the Consolidation of the Union of British North America, and to the

Britannique du Nord, et à son acceptation par la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, et qu'elles ont en conséquence arrêté que le gouvernement du Canada devait l'entreprendre sans délai: à ces causes, pour donner suite à cette convention, le gouvernement et le Parlement du Canada seront tenus de commencer, dans les six mois qui suivront l'union, les travaux de construction d'un chemin de fer reliant le fleuve St-Laurent à la cité d'Halifax dans la Nouvelle-Écosse, et de les terminer sans interruption et avec toute la diligence possible.

Assent thereto of Nova Scotia and New Brunswick, and have consequently agreed that Provision should be made for its immediate Construction by the Government of Canada: Therefore, in order to give effect to that Agreement, it shall be the Duty of the Government and Parliament of Canada to provide for the Commencement, with in Six Months after the Union, of a Railway connecting the River St. Lawrence with the City of Halifax in Nova Scotia, and for the Construction thereof without Intermission, and the Completion thereof with all practicable Speed.

XI.—ADMISSION DES AUTRES COLONIES *

XI.—ADMISSION OF OTHER COLONIES *

Pouvoir d'admettre Terre-neuve, etc.

146. Il sera loisible à la Reine, de l'avis du très-honorable Conseil Privé de Sa Majesté, sur la présentation d'adresses de la part des chambres du Parlement du Canada, et des chambres des Législatures respectives des colonies ou provinces de Terre-neuve, de l'Ile du Prince-Édouard et de la Colombie Britannique, d'admettre ces colonies ou provinces, ou aucune d'elles dans l'union, — et, sur la présentation d'adresses de la part des chambres du Parlement du Canada, d'admettre la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest, ou l'une ou l'autre de ces possessions, dans l'union, aux termes et conditions, dans chaque cas, qui seront exprimés dans les adresses et que la Reine jugera convenable d'approuver, conformément au présent; les dispositions de tous ordres en conseil rendus à cet égard, auront le même effet que si elles avaient été décrétées par le Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

146. It shall be lawful for the Queen, by and with the Advice of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, on Addresses from the Houses of the Parliament of Canada, and from the Houses of the respective Legislatures of the Colonies or Provinces of Newfoundland, Prince Edward Island, and British Columbia, to admit those Colonies or Provinces, or any of them, into the Union, and on Address from the Houses of the Parliament of Canada to admit Rupert's Land and the North-western Territory, or either of them, into the Union, on such Terms and Conditions in each Case as are in the Addresses expressed and as the Queen thinks fit to approve, subject to the Provisions of this Act; and the Provisions of any Order in Council in that Behalf shall have effect as if they had been enacted by the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland.

* Voir les actes impériaux suivants:
Acte de la Terre de Rupert, 1868;
Arrêté en conseil du 23 juin 1870 admettant la Terre de Rupert et le Territoire du Nord-Ouest dans l'Union;
Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1871, (Sec. 5, concernant la province de Manitoba);
Arrêté en conseil du 16 mai 1871, admettant la Colombie Britannique dans l'Union;
Arrêté en conseil du 26 juin 1873, admettant l'Ile du Prince-Édouard dans l'Union;
Voir les lois du Canada suivantes:
Acte du Manitoba, 1870;
Acte de l'Alberta, 1905;
Acte de la Saskatchewan, 1905.

* See Imperial Acts:
Rupert's Land Act, 1868;
Order in Council of 23rd of June, 1870, admitting Rupert's Land and the North-Western Territory;
British North America Act, 1871 (Section 5 respecting Province of Manitoba);
Order in Council of 16th of May, 1871, admitting British Columbia;
Order in Council of 26th of June, 1873, admitting Prince Edward Island;
See Canadian Acts:
Manitoba Act, 1870;
Alberta Act, 1905;
Saskatchewan Act, 1905.

Représen-
tation de
Terre-
neuve et
l'Île du
Prince-
Édouard
au Sénat.

147. Dans le cas de l'admission de Terre-Neuve et de l'Île du Prince-Édouard, ou de l'une ou de l'autre de ces colonies, chacune aura droit d'être représentée par quatre membres dans le Sénat du Canada; et (nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte) dans le cas de l'admission de Terre-Neuve, le nombre normal des sénateurs sera de soixante et seize et son maximum de quatre-vingt-deux; mais lorsque l'Île du Prince-Édouard sera admise, elle sera censée comprise dans la troisième des trois divisions en lesquelles le Canada est, relativement à la composition du Sénat, partagé par le présent acte; et, en conséquence, après l'admission de l'Île du Prince-Édouard, que Terre-Neuve soit admise ou non, la représentation de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick dans le Sénat, au fur et à mesure que des sièges deviendront vacants, sera réduite de douze à dix membres respectivement; la représentation de chacune de ces provinces ne sera jamais augmentée au delà de dix membres, sauf sous l'autorité des dispositions du présent acte relatives à la nomination de trois ou six sénateurs supplémentaires en conséquence d'un ordre de la Reine. (*)

147. In case of the Admission of Newfoundland and Prince Edward Island, or either of them, each shall be entitled to a Representation in the Senate of Canada of Four Members, and (notwithstanding anything in this Act) in case of the Admission of Newfoundland the normal Number of Senators shall be Seventy-six and their maximum Number shall be Eighty-two; but Prince Edward Island when admitted shall be deemed to be comprised in the third of the Three Divisions into which Canada is, in relation to the Constitution of the Senate, divided by this Act, and accordingly, after the Admission of Prince Edward Island, whether Newfoundland is admitted or not, the Representation of Nova Scotia and New-Brunswick in the Senate shall, as Vacancies occur, be reduced from Twelve to Ten Members respectively, and the Representation of each of those Provinces shall not be increased at any Time beyond Ten, except under the Provisions of this Act for the Appointment of Three or Six additional Senators under the Direction of the Queen.*

As to Re-
presenta-
tion of
New-
foundland
and Prin-
ce Ed-
ward Is-
land in
Senate.

CÉDULES

SCHEDULES

PREMIÈRE CÉDULE

The FIRST SCHEDULE

Districts électoraux d'Ontario

Electoral Districts of Ontario

A

A

DIVISIONS ÉLECTORALES ACTUELLES

EXISTING ELECTORAL DIVISIONS

COMTÉS

COUNTIES

- | | |
|---------------|--------------------|
| 1. Prescott. | 6. Carleton. |
| 2. Glengarry. | 7. Prince-Édouard. |
| 3. Stormont. | 8. Halton. |
| 4. Dundas. | 9. Essex. |
| 5. Russell. | |

- | | |
|---------------|-------------------|
| 1. Prescott. | 6. Carleton. |
| 2. Glengarry. | 7. Prince Edward. |
| 3. Stormont. | 8. Halton. |
| 4. Dundas. | 9. Essex. |
| 5. Russell. | |

(*) Voir A. A. B. N., 1915.

* See B. N. A. Act, 1915.

DIVISIONS DE COMTÉS

10. Division nord de Lanark.
11. Division sud de Lanark.
12. Division nord de Leeds et division nord de Grenville.
13. Division sud de Leeds.
14. Division sud de Grenville.
15. Division est de Northumberland.
16. Division ouest de Northumberland (sauf le township de Monaghan sud).
17. Division est de Durham.
18. Division ouest de Durham.
19. Division nord d'Ontario.
20. Division sud d'Ontario.
21. Division est d'York.
22. Division ouest d'York.
23. Division nord d'York.
24. Division nord de Wentworth.
25. Division sud de Wentworth.
26. Division est d'Elgin.
27. Division ouest d'Elgin.
28. Division nord de Waterloo.
29. Division sud de Waterloo.
30. Division nord de Brant.
31. Division sud de Brant.
32. Division nord d'Oxford.
33. Division sud d'Oxford.
34. Division est de Middlesex.

CITÉS, PARTIES DE CITÉS ET VILLES

35. Toronto ouest.
36. Toronto est.
37. Hamilton.
38. Ottawa.
39. Kingston.
40. London.
41. Ville de Brockville, avec le township d'Elizabethtown y annexé.
42. Ville de Niagara, avec le township de Niagara y annexé.
43. Ville de Cornwall, avec le township de Cornwall y annexé.

B

NOUVELLES DIVISIONS ÉLECTORALES

44. Le district judiciaire provisoire d'ALGOMA.

RIDINGS OF COUNTIES.

10. North Riding of Lanark.
11. South Riding of Lanark.
12. North Riding of Leeds and North Riding of Grenville.
13. South Riding of Leeds.
14. South Riding of Grenville.
15. East Riding of Northumberland.
16. West Riding of Northumberland (excepting therefrom the Township of South Monaghan).
17. East Riding of Durham.
18. West Riding of Durham.
19. North Riding of Ontario.
20. South Riding of Ontario.
21. East Riding of York.
22. West Riding of York.
23. North Riding of York.
24. North Riding of Wentworth.
25. South Riding of Wentworth.
26. East Riding of Elgin.
27. West Riding of Elgin.
28. North Riding of Waterloo.
29. South Riding of Waterloo.
30. North Riding of Brant.
31. South Riding of Brant.
32. North Riding of Oxford.
33. South Riding of Oxford.
34. East Riding of Middlesex.

CITIES, PARTS OF CITIES, AND TOWNS

35. West Toronto.
36. East Toronto.
37. Hamilton.
38. Ottawa.
39. Kingston.
40. London.
41. Town of Brockville, with the Township of Elizabethtown thereto attached.
42. Town of Niagara, with the Township of Niagara thereto attached.
43. Town of Cornwall, with the Township of Cornwall thereto attached.

B

NEW ELECTORAL DIVISIONS

44. The Provisional Judicial District of ALGOMA.

Le comté de BRUCE, partagé en deux divisions appelées respectivement divisions nord et sud:—

45. La division nord de Bruce, comprendra les townships de Bury, Lindsay, Eastnor, Albemarle, Amabel, Arran, Bruce, Elderslie, et Saugeen, et le village de Southampton.
46. La division sud de Bruce, comprendra les townships de Kincardine (y compris le village de Kincardine), Greenock, Brant, Huron, Kinross, Culross, et Carrick.

Le comté de HURON, séparé en deux divisions, appelées respectivement divisions nord et sud:—

47. La division nord comprendra les townships d'Ashfield, Wawanosh, Turnbury, Howick, Morris, Grey, Colborne, Hullett, y compris le village de Clinton, et McKillop.
48. La division sud comprendra la ville de Goderich et les townships de Goderich, Tuckersmith, Stanley, Hay, Osborne et Stephen.

Le comté de MIDDLESEX, partagé en trois divisions, appelées respectivement divisions nord, ouest et est:—

49. La division nord comprendra les townships de McGillivray et Biddulph (soustraits au comté de Huron) et Williams Est, Williams Ouest, Adélaïde et Lobo.
50. La division ouest comprendra les townships de Delaware, Carradoc, Metcalfe, Mosa, et Ekfrid et le Village de Strathroy.

La division est comprendra les townships qu'elle renferme actuellement, et sera bornée de la même manière.

51. Le comté de LAMBTON comprendra les townships de Bosanquet, Warwick, Plympton, Sarnia, Moore, Enniskillen et Brooke, et la ville de Sarnia.
52. Le comté de KENT comprendra les townships de Chatham, Dover, Tilbury Est, Romney, Raleigh,

The County of BRUCE, divided into Two Ridings, to be called respectively the North and South Ridings:—

45. The North Riding of Bruce to consist of the Townships of Bury, Lindsay, Eastnor, Albermarle, Amabel, Arran, Bruce, Elderslie, and [Saugeen?], and the Village of Southampton.
46. The South Riding of Bruce to consist of the Townships of Kincardine (including the Village of Kincardine), Greenock, Brant, Huron, Kinross [Kinloss?], Culross and Carrick.

The County of HURON, divided into Two Ridings, to be called respectively the North and South Ridings:—

47. The North Riding to consist of the Townships of Ashfield, Wawanosh, Turnberry, Howick, Morris, Grey, Colborne, Hullett, including Village of Clinton, and McKillop.
48. The South Riding to consist of the Town of Goderich and the Townships of Goderich, Tuckersmith, Stanley, Hay, Osborne, and Stephen.

The County of MIDDLESEX, divided into Three Ridings, to be called respectively the North, West, and East Ridings:—

49. The North Riding to consist of the Townships of McGillivray and Biddulph (taken from the County of Huron), and Williams East, Williams West, Adelaide and Lobo.
50. The West Riding to consist of the Townships of Delaware, Carradoc, Metcalfe, Mosa and Ekfrid, and the Village of Strathroy.

[The East Riding to consist of the Townships now embraced therein, and be bounded as it is at present.]

51. The County of LAMBTON to consist of the Townships of Bosanquet, Warwick, Plympton, Sarnia, Moore, Enniskillen, and Brooke, and the Town of Sarnia.
52. The County of KENT to consist of the Townships of Chatham, Dover, East Tilbury, Romney, Ra-

et Harwick, et la ville de Chatham.

53. Le comté de BOTHWELL comprendra les townships de Sombra, Dawn et Euphemia (soustraits au comté de Lambton), et les townships de Zone, Camden et son augmentation, Orford et Howard (soustraits au comté de Kent).

Le comté de GREY, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord:—

54. La division sud comprendra les townships de Bentinck, Glenelg, Artemesia, Osprey, Normanby, Egremont, Proton et Melancthon.
55. La division nord comprendra les townships de Collingwood, Euphrasia, Holland, Saint-Vincent, Sydenham, Sullivan, Derby et Keppel, Sarawak et Brooke, et la ville de Owen Sound.

Le comté de PERTH, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord:—

56. La division nord comprendra les townships de Wallace, Elma, Logan, Ellice, Mornington, et Easthope Nord, et la ville de Stratford.
57. La division sud comprendra les townships de Blanchard, Downie, South Easthope, Fullarton, Hibbert et les villages de Mitchell et Ste-Marys.

Le comté de WELLINGTON, partagé en trois divisions, appelées respectivement divisions nord, sud et centre:—

58. La division nord comprendra les townships de Amaranth, Arthur, Luther, Minto, Maryborough, Peel et le village de Mount Forest.
59. La division centre comprendra les townships de Garafraxa, Erin, Eramosa, Nichol, et Pilkington, et les villages de Fergus et Elora.
60. La division sud comprendra la ville de Guelph, et les townships de Guelph et Puslinch.

leigh, and Harwich, and the Town of Chatham.

53. The County of BOTHWELL to consist of the Townships of Sombra, Dawn, and Euphemia (taken from the County of Lambton), and the Townships of Zone, Camden with the Gore thereof, Orford, and Howard (taken from the County of Kent).

The County of GREY, divided into Two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings:—

54. The South Riding to consist of the Townships of Bentinck, Glenelg, Artemesia, Osprey, Normanby, Egremont, Proton, and Melancthon.
55. The North Riding to consist of the Townships of Collingwood, Euphrasia, Holland, Saint-Vincent, Sydenham, Sullivan, Derby, and Keppel, Sarawak and Brooke, and the Town of Owen Sound.

The County of PERTH, divided into Two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings:—

56. The North Riding to consist of the Townships of Wallace, Elma, Logan, Ellice, Mornington, and North Easthope, and the Town of Stratford.
57. The South Riding to consist of the Townships of Blanchard, Downie, South Easthope, Fullarton, Hibbert, and the Villages of Mitchell and St. Mary's.

The County of WELLINGTON, divided into Three Ridings, to be called respectively North, South, and Centre Ridings:—

58. The North Riding to consist of the Townships of Amaranth, Arthur, Luther, Minto, Maryborough, Peel, and the Village of Mount Forest.
59. The Centre Riding to consist of the Townships of Garafraxa, Erin, Eramosa, Nichol, and Pilkington, and the Villages of Fergus and Elora.
60. The South Riding to consist of the Town of Guelph, and the Townships of Guelph and Puslinch.

Le comté de NORFOLK, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord:—

61. La division sud comprendra les townships de Charlotteville, Houghton, Walsingham, et Woodhouse et son augmentation.
62. La division nord comprendra les townships de Middleton, Townsend, et Windham, et la ville de Simcoe.
63. Le comté d'HALDIMAND comprendra les townships de Oneida, Seneca, Cayuga Nord, Cayuga Sud, Raynham, Walpole et Dunn.
64. Le comté de MONCK comprendra les townships de Canborough et Moulton et Sherbrooke, et le village de Dunville (soustraits au comté d'Haldimand), les townships de Caistor et Gainsborough (soustraits au comté de Lincoln), et les townships de Pelham et Wainfleet, (soustraits au comté de Welland).
65. Le comté de LINCOLN comprendra les townships de Clinton, Grantham, Grimsby, et Louth, et la ville de Ste Catherines.
66. Le comté de WELLAND comprendra les townships de Berthie, Crowland, Humberstone, Stamford, Thorold, et Willoughby, et les villages de Chippewa, Clifton, Fort Erié, Thorold et Welland.
67. Le comté de PEEL comprendra les townships de Chinguacousy, Toronto et l'augmentation de Toronto, et les villages de Brampton et Streetsville.
68. Le comté de CARDWELL comprendra les townships de Albion et Caledon (soustraits au comté de Peel), et les townships de Adjala et Mono (soustraits au comté de Simcoe).

Le comté de SIMCOE, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord:—

The County of NORFOLK, divided into Two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings:—

61. The South Riding to consist of the Townships of Charlotteville, Houghton, Walsingham, and Woodhouse, and with the Gore thereof.
62. The North Riding to consist of the Townships of Middleton, Townsend, and Windham, and the Town of Simcoe.
63. The County of HALDIMAND to consist of the Townships of Oneida, Seneca, Cayuga North, Cayuga South, Raynham, Walpole, and Dunn.
64. The County of MONCK to consist of the Townships of Canborough and Moulton, and Sherbrooke, and the Village of Dunville (taken from the County of Haldimand), the Townships of Caister and Gainsborough (taken from the County of Lincoln), and the Townships of Pelham and Wainfleet (taken from the County of Welland).
65. The County of LINCOLN to consist of the Townships of Clinton, Grantham, Grimsby, and Louth, and the Town of St. Catherines.
66. The County of WELLAND to consist of the Townships of Bertie, Crowland, Humberstone, Stamford, Thorold, and Willoughby, and the Villages of Chippewa, Clifton, Fort Erie, Thorold, and Welland.
67. The County of PEEL to consist of the Townships of Chinguacousy, Toronto, and the Gore of Toronto, and the Villages of Brampton and Streetsville.
68. The County of CARDWELL to consist of the Townships of Albion and Caledon (taken from the County of Peel), and the Townships of Adjala and Mono (taken from the County of Simcoe).

The County of SIMCOE, divided into Two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings:—

69. La division sud comprendra les townships de Gwillimbury Ouest, Tecumseh, Innisfil, Essa, Tosorontio, Mulmur, et le village de Bradford.
70. La division nord comprendra les townships de Nottawasaga, Sunnidale, Vespra, Flos, Oro, Medonte, Orillia et Matchedash, Tiny et Tay, Balaklava et Robinson, et les villes de Barrie et Collingwood.

Le comté de VICTORIA, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord:—

71. La division sud comprendra les townships de Ops, Mariposa, Emily, Verulam et la ville de Lindsay.
72. La division nord comprendra les townships de Anson, Bexley, Carden, Dalton, Digby, Eldon, Fénélon, Hindon, Laxton, Lutterworth, Macauley et Draper, Sommerville et Morrison, Muskoka, Monck et Watt (soustraits au comté de Simcoe), et tous autres townships arpentés au nord de cette division.

Le comté de PETERBOROUGH, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions ouest et est:—

73. La division ouest comprendra les townships de Monaghan sud (soustraits au comté de Northumberland), Monaghan Nord, Smith, Ennismore et la ville de Peterborough.
74. La division est comprendra les townships d'Asphodel, Belmont et Methuen, Douro, Dummer, Galway, Harvey, Minden, Stanhope et Dysart, Ottonabee et Snowden et le village de Ashburnham, et tous autres townships arpentés au nord de cette division.

Le comté de HASTINGS, partagé en trois divisions, appelées respectivement divisions ouest, est et nord:—

75. La division ouest comprendra la ville de Belleville, le township de Sydney, et le village de Trenton.

69. The South Riding to consist of the Townships of West Gwillimbury, Tecumseth, Innisfil, Essa, Tosorontio, Mulmur, and the Village of Bradford.
70. The North Riding to consist of the Townships of Nottawasaga, Sunnidale, Vespra, Flos, Oro, Medonte, Orillia and Matchedash, Tiny and Tay, Balaklava and Robinson, and the Towns of Barrie and Collingwood.

The County of VICTORIA, divided into Two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings:—

71. The South Riding to consist of the Townships of Ops, Mariposa, Emily, Verulam, and the Town of Lindsay.
72. The North Riding to consist of the Townships of Anson, Bexley, Carden, Dalton, Digby, Eldon, Fenelon, Hindon, Laxton, Lutterworth, Macaulay and Draper, Sommerville, and Morrison, Muskoka, Monck and Watt (taken from the County of Simcoe), and any other surveyed Townships lying to the North of the said North Riding.

The County of PETERBOROUGH, divided into Two Ridings, to be called respectively the West and East Ridings:—

73. The West Riding to consist of the Townships of South Monaghan (taken from the County of Northumberland), North Monaghan, Smith, and Ennismore, and the Town of Peterborough.
74. The East Riding to consist of the Townships of Asphodel, Belmont and Methuen, Douro, Dummer, Galway, Harvey, Minden, Stanhope and Dysart, Otonabee, and Snowden, and the Village of Ashburnham, and any other surveyed Townships lying to the North of the said East Riding.

The county of HASTINGS, divided into Three Ridings, to be called respectively the West, East and North Ridings:—

75. The West Riding to consist of the Town of Belleville, the Township of Sydney, and the Village of Trenton.

76. La division est comprendra les townships de Thurlow, Tyendinaga, et Hungerford.
77. La division nord comprendra les townships de Rawdon, Huntingdon, Madoc, Elzevir, Tudor, Marmora et Lake, et le village de Stirling, et tous autres townships arpentés au nord de cette division.
78. Le comté de LENNOX comprendra les townships de Richmond, Adolphustown, Fredericksburgh nord, Fredericksburgh sud, Ernest Town et l'Isle Amherst, et le village de Napanee.
79. Le comté d'ADDINGTON comprendra les townships de Camden, Portland, Sheffield, Hinchinbrooke, Kaladar, Kennebec, Olden, Oso, Anglesea, Barrie, Clarendon, Palmerston, Effingham, Abinger, Miller, Canonto, Denbigh, Loughborough et Bedford.
80. Le comté de FRONTENAC comprendra les townships de Kingston, l'Isle Wolfe, Pittsburgh, et l'Isle Howe, et Storrington.

Le comté de RENFREW, partagé en deux divisions, appelées respectivement divisions sud et nord: —

81. La division sud comprendra les townships de McNab, Bagot, Blithfield, Brougham, Horton, Admaston, Grattan, Matawatchan, Griffith, Lyndoch, Raglan, Radcliffe, Brudenell, Sebastopol, et les villages de Arnprior et Renfrew.
82. La division nord comprendra les townships de Ross, Bromley, Westmeath, Stafford, Pembroke, Wilberforce, Alice, Petawawa, Buchanan, Algona sud, Algona nord, Fraser, McKay, Wylie, Rolph, Head, Maria, Clara, Haggerty, Sherwood, Burns et Richard, et tous autres townships arpentés au nord-ouest de cette division.

Les villes et villages incorporés à l'époque de l'union, non mentionnés spécialement dans cette cédule, devront faire partie du comté ou de la division dans laquelle ils sont situés.

76. The East Riding to consist of the Townships of Thurlow, Tyendinaga, and Hungerford.
77. The North Riding to consist of the Townships of Rawdon, Huntingdon, Madoc, Elzevir, Tudor, Marmora, and Lake, and the Village of Stirling, and any other surveyed Townships lying to the North of the said North Riding.
78. The County of LENNOX to consist of the Townships of Richmond, Adolphustown, North Fredericksburgh, South Fredericksburgh, Ernest Town, and Amherst Island, and the Village of Napanee.
79. The County of ADDINGTON to consist of the Townships of Camden, Portland, Sheffield, Hinchinbrooke, Kaladar, Kennebec, Olden, Oso, Anglesea, Barrie, Clarendon, Palmerston, Effingham, Abinger, Miller, Canonto, Denbigh, Loughborough, and Bedford.
80. The County of FRONTENAC to consist of the Townships of Kingston, Wolfe Island, Pittsburgh and Howe Island, and Storrington.

The County of RENFREW, divided into Two Ridings, to be called respectively the South and North Ridings: —

81. The South Riding to consist of the Townships of McNab, Bagot, Blithfield, Brougham, Horton, Admaston, Grattan, Matawatchan, Griffith, Lyndoch, Raglan, Radcliffe, Brudenell, Sebastopol, and the Villages of Arnprior and Renfrew.
82. The North Riding to consist of the Townships of Ross, Bromley, Westmeath, Stafford, Pembroke, Wilberforce, Alice, Petawawa, Buchanan, South Algona, North Algona, Fraser, McKay, Wylie, Rolph, Head, Maria, Clara, Haggerty, Sherwood, Burns, and Richards, and any other surveyed Townships lying North-westerly of the said North Riding.

Every Town and incorporated Village existing at the Union, not specially mentioned on this Schedule, is to be taken as Part of the County or Riding within which it is locally situate.

SECONDE CÉDULE

Districts électoraux de Québec spécialement fixés

COMTÉS DE

Pontiac.	Missisquoi.
Compton.	Ottawa.
Brome.	Wolfe et Richmond.
Argenteuil.	Shefford.
Mégantic.	Huntingdon.
Stanstead.	

La ville de Sherbrooke.

The SECOND SCHEDULE

Electoral Districts of Quebec specially fixed

COUNTIES OF

Pontiac.	Missisquoi.
Compton.	Ottawa.
Brome.	Wolfe and Richmond.
Argenteuil.	Shefford.
Mégantic.	Huntingdon.
Stanstead.	

Town of Sherbrooke.

TROISIÈME CÉDULE

Travaux et propriétés publics de la province devant appartenir au Canada

1. Canaux, avec les terrains et pouvoirs d'eau y adjacents.
2. Havres publics.
3. Phares et quais, et l'Ile de Sable.
4. Bateaux à vapeur, dragueurs et vaisseaux publics.
5. Améliorations sur les lacs et rivières.
6. Chemins de fer et actions dans les chemins de fer, hypothèques et autres dettes dues par les compagnies de chemins de fer.
7. Routes militaires.
8. Maisons de douane, bureaux de poste, et tous autres édifices publics, sauf ceux que le gouvernement du Canada destine à l'usage des Législatures et des gouvernements provinciaux.
9. Propriétés transférées par le gouvernement impérial, et désignées sous le nom de propriétés de l'artillerie.
10. Arsenaux, salles d'exercice militaire, uniformes, munitions de guerre, et terrains réservés pour les besoins publics et généraux.

The THIRD SCHEDULE

Provincial Public Works and Property to be the Property of Canada

1. Canals, with Lands and Water Power connected therewith.
2. Public Harbours.
3. Lighthouses and Piers, and Sable Island.
4. Steamboats, Dredges, and Public Vessels.
5. Rivers and Lake Improvements.
6. Railways and Railway Stocks, Mortgages, and other Debts due by Railway Companies.
7. Military Roads.
8. Custom Houses, Post Offices, and all other Public Buildings, except such as the Government of Canada appropriate for the Use of the Provincial Legislatures and Governments.
9. Property transferred by the Imperial Government, and known as Ordnance Property.
10. Armouries, Drill Sheds, Military Clothing, and Munitions of War, and Lands set apart for general Public Purposes.

QUATRIÈME CÉDULE

The FOURTH SCHEDULE

*Actif devenant la propriété commune
d'Ontario et Québec*

*Assets to be the Property of Ontario and
Quebec conjointly*

Fonds de bâtisse du Haut-Canada.
Asiles d'aliénés.
Écoles Normales.
Palais de justice dans le
Aylmer, } Bas-Canada.
Montréal, }
Kamouraska. }

Société des hommes de loi, Haut-Canada.
Commission des chemins à barrières
de Montréal.
Fonds permanent de l'université.
Institution royale.
Fonds consolidé d'emprunt municipal,
Haut-Canada.
Fonds consolidé d'emprunt municipal,
Bas-Canada.
Société d'agriculture, Haut-Canada.
Octroi législatif en faveur du Bas-Canada.
Prêt aux incendiés de Québec.
Compte des avances, Témiscouata.

Commission des chemins à barrières
de Québec.
Éducation—Est.
Fonds de bâtisse et de jurés, Bas-Canada.
Fonds des municipalités.
Fonds du revenu de l'éducation supérieure,
Bas-Canada.

Upper Canada Building Fund.
Lunatic Asylums.
Normal School.
Court Houses
in } Lower Canada.
Aylmer, }
Montreal, }
Kamouraska, }

Law Society, Upper Canada.
Montreal Turnpike Trust.
University Permanent Fund.
Royal Institution.
Consolidated Municipal Loan Fund,
Upper Canada.
Consolidated Municipal Loan Fund,
Lower Canada.
Agricultural Society, Upper Canada.
Lower Canada Legislative Grant.
Quebec Fire Loan.
Temisconata [Temiscouata ?] Advance
Account.
Quebec Turnpike Trust.
Education—East.
Building and Jury Fund, Lower Canada.
Municipalities Fund.
Lower Canada Superior Education
Income Fund.

CINQUIÈME CÉDULE

The FIFTH SCHEDULE

SERMENT D'ALLÉGEANCE

OATH OF ALLEGIANCE

Je, A. B., jure que je serai fidèle et porterai vraie allégeance à Sa Majesté la Reine Victoria.

I, A. B., do swear, That I will be faithful and bear true Allegiance to Her Majesty Queen Victoria.

N. B.—Le nom du Roi ou de la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, alors régnant, devra être inséré, au besoin, en termes appropriés.

Note.—The Name of the King or Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland for the Time being is to be substituted from Time to Time, with proper Terms of Reference thereto.

DÉCLARATION DES QUALIFICATIONS
EXIGÉES

DECLARATION OF QUALIFICATION

Je, A. B., déclare et atteste que j'ai les qualifications exigées par la loi pour être nommé membre du Sénat du Canada (*ou selon le cas*), et que je possède en droit ou en équité comme propriétaire, pour mon propre usage et bénéfice, des terres et tènements en franc et commun socage [*ou que je suis en bonne saisine ou possession, pour mon propre usage et bénéfice, de terres et tènements en franc-alleu ou en roture (selon le cas),*] dans la province de la Nouvelle-Écosse (*ou selon le cas*), de la valeur de quatre mille piastres, en sus de toutes rentes, dettes, charges, hypothèques et redevances qui peuvent être attachées, dues et payables sur ces immeubles ou auxquelles ils peuvent être affectés, et que je n'ai pas collusoirement ou spécieusement obtenu le titre ou la possession de ces immeubles, en tout ou en partie, dans le but de devenir membre du Sénat du Canada, (*ou selon le cas*), et que mes biens mobiliers et immobiliers valent, somme toute, quatre mille piastres en sus de mes dettes et obligations.

I, A. B., do declare and testify, That I am by Law duly qualified to be appointed a Member of the Senate of Canada (*or as the Case may be*), and that I am legally or equitably seized as of Freehold for my own Use and Benefit of Lands or Tenements held in Free and Common Socage [*or seized or possessed for my own Use and Benefit of Lands or Tenements held in Franc-alleu or in Roture (as the Case may be),*] in the Province of Nova Scotia [*or as the Case may be*] of the Value of Four thousand Dollars over and above all Rents, Dues, Debts, Mortgages, Charges, and Incumbrances due or payable out of or charged on or affecting the same, and that I have not collusively or colourably obtained a Title to or become possessed of the said Lands and Tenements or any Part thereof for the Purpose of enabling me to become a Member of the Senate of Canada [*or as the Case may be*], and that my Real and Personal Property are together worth Four thousand Dollars over and above my Debts and Liabilities.

PAR LA REINE

BY THE QUEEN

PROCLAMATION

A PROCLAMATION

Pour unir les provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, en une seule et même Puissance, sous le nom de Canada

For Uniting the Provinces of Canada, Nova Scotia, and New Brunswick into one Dominion, under the name of Canada

CONSIDÉRANT que, par un acte du Parlement, passé le vingt-neuvième jour de mars, mil huit cent soixante et sept, dans la trentième année de Notre Règne, intitulé: "Acte concernant l'Union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," après l'énumération de diverses autres dispositions, il est décrété "qu'il sera loisible à la Reine, de l'avis du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, de déclarer par proclamation, qu'à compter du jour y désigné,— mais pas plus tard que six mois après la passation du présent Acte, — les provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, ne formeront qu'une seule et même Puissance, sous le nom de Canada: et que, dès ce jour, ces trois provinces ne formeront, en conséquence, qu'une seule et même puissance sous ce nom;" et qu'il est de plus décrété que "les premières personnes appelées au Sénat seront celles que la Reine, par mandat, sous le seing manuel de Sa Majesté, jugera à propos de désigner, et que leurs noms seront insérés dans la proclamation de la Reine décrétant l'Union;" à ces causes, Nous avons, de l'avis de Notre Conseil Privé, jugé à propos d'émettre Notre Proclamation Royale, et nous déclarons et ordonnons, qu'à compter du premier jour de juillet mil huit cent soixante et sept, les provinces du Canada, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, ne formeront qu'une seule et même puissance, sous le nom de Canada.

Et nous déclarons et ordonnons en outre, que les personnes dont les noms sont insérés et énumérés dans la présente proclamation, sont celles que, par mandat revêtu de Notre Seing manuel, Nous avons jugé à propos d'appeler les premières au Sénat du Canada.

WHEREAS, by an Act of Parliament, passed on the twenty-ninth day of March, one thousand eight hundred and sixty-seven, in the thirtieth year of Our reign intituled, "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the Government thereof, and for purposes connected therewith," after divers recitals, it is enacted that: "It shall be lawful for the Queen, by and with the advice of Her Majesty's Most Honorable Privy Council, to declare, by Proclamation, that on and after a day therein appointed, not being more than six months after the passing of this Act, the Provinces of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, shall form and be One Dominion, under the name of Canada, and on and after that day those three Provinces shall form and be One Dominion under the name, accordingly"; and it is thereby further enacted that "Such Persons shall be first summoned to the Senate as the Queen, by Warrant under Her Majesty's Royal Sign Manual, thinks fit to approve, and their names shall be inserted in the Queen's Proclamation of Union": We, therefore, by and with the advice of Our Privy Council, have thought fit to issue this Our Royal Proclamation, and we do ordain, declare and command that, on and after the first day of July, one thousand eight hundred and sixty-seven, the Provinces of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, shall form and be One Dominion, under the name of Canada:

And We do further ordain and declare that the persons whose names are herein inserted and set forth are the persons of whom We have, by Warrant under Our Royal Sign Manual, thought fit to approve, as the persons who shall be first summoned to the Senate of Canada:

Pour la province d'Ontario

John Hamilton,
 Roderick Matheson,
 John Ross,
 Samuel Mills,
 Benjamin Seymour,
 Walter Hamilton Dickson,
 James Shaw,
 Adam Johnston Fergusson Blair,
 Alexander Campbell,
 David Christie,
 James Cox Aikins,
 David Reesor,
 Elijah Leonard,
 William McMaster,
 Asa Allworth Burnham,
 John Simpson,
 James Skead,
 David Lewis Macpherson,
 George Crawford,
 Donald McDonald,
 Oliver Blake,
 Billa Flint,
 Walter McCrea,
 George William Allan.

Pour la province de Québec

James Leslie,
 Asa Belknap Foster,
 Joseph Noel Bossé,
 Louis-A. Olivier,
 Jacques-Olivier Bureau,
 Charles Malhiot,
 Louis Renaud,
 Luc Letellier de St-Just,
 Ulric-Joseph Tessier,
 John Hamilton,
 Charles Cormier,
 Antoine Juchereau Duchesnay,
 David Edward Price,
 Elzéar-H.-J. Duchesnay,
 Léandre Dumouchel,
 Louis Lacoste,
 Joseph-F. Armand,
 Charles Wilson,
 William Henry Chaffers,
 Jean-Baptiste Guévremont,
 James Ferrier,
 Sir Narcisse-Fortunat Belleau, chevalier,
 Thomas Ryan,
 John Sewall Sanborn.

For the Province of Ontario

John Hamilton,
 Roderick Matheson,
 John Ross,
 Samuel Mills,
 Benjamin Seymour,
 Walter Hamilton Dickson,
 James Shaw,
 Adam Johnston Fergusson Blair.
 Alexander Campbell,
 David Christie,
 James Cox Aikins,
 David Reesor,
 Alijah Leonard,
 William McMaster,
 Asa Allworth Burnham,
 John Simpson,
 James Skead,
 David Lewis Macpherson,
 George Crawford,
 Donald McDonald,
 Oliver Blake,
 Billa Flint,
 Walter McCrea,
 George William Allan.

For the Province of Quebec

James Leslie,
 Asa Belknap Foster,
 Joseph Noel Bossé,
 Louis A. Olivier,
 Jacques Olivier Bureau,
 Charles Malhiot,
 Louis Renaud,
 Luc Letellier de St. Just,
 Ulric Joseph Tessier,
 John Hamilton,
 Charles Cormier,
 Antoine Juchereau Duchesnay,
 David Edward Price,
 Elzéar H. J. Duchesnay,
 Léandre Dumouchel,
 Louis Lacoste,
 Joseph-F. Armand,
 Charles Wilson,
 William Henry Chaffers,
 Jean Baptiste Guévremont,
 James Ferrier,
 Sir Narcisse Fortunat Belleau, Knight,
 Thomas Ryan,
 John Sewall Sanborn.

Pour la province de la Nouvelle-Ecosse

Edward Kenny,
Jonathan McCully,
Thomas D. Archibald,
Robert B. Dickey,
John H. Anderson,
John Holmes,
John W. Ritchie,
Benjamin Weir,
John Locke,
Caleb R. Bill,
John Bourinot,
William Miller.

For the Province of Nova Scotia

Edward Kenny,
Jonathan McCully,
Thomas D. Archibald,
Robert B. Dickey,
John H. Anderson,
John Holmes,
John W. Ritchie,
Benjamin Wier,
John Locke,
Caleb R. Bill,
John Bourinot,
William Miller.

Pour la province du Nouveau-Brunswick

Amos Edwin Botsford,
Edward Barron Chandler,
John Robertson,
Robert Leonard Hazen,
William Hunter Odell,
David Wark,
William Henry Steeves,
William Todd,
John Ferguson,
Robert Duncan Wilmot,
Abner Reid McClelan,
Peter Mitchell.

For the Province of New Brunswick

Amos Edwin Botsford,
Edward Barron Chandler,
John Robertson,
Robert Leonard Hazen,
William Hunter Odell,
David Wark,
William Henry Steeves,
William Todd,
John Ferguson,
Robert Duncan Wilmot,
Abner Reid McClelan,
Peter Mitchell.

Donné à Notre Cour, au CHATEAU DE WINDSOR, ce vingt-deuxième jour de mai, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante et sept, et dans la trentième année de Notre Règne.

Given at Our Court at WINDSOR CASTLE, this twenty-second day of May, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and sixty-seven, and in the thirtieth year of Our Reign.

DIEU SAUVE LA REINE

GOD SAVE THE QUEEN

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE THE BRITISH NORTH AMERICA ACT,
DU NORD, 1871 1871

34-35 VICTORIA, CHAPITRE 28

34-35 VICTORIA, CHAPTER 28

Actes concernant l'établissement de Provinces dans la Puissance du Canada.

An Act respecting the establishment of Provinces in the Dominion of Canada

[29 juin 1871.]

[29th June, 1871.]

CONSIDÉRANT qu'il s'est élevé des doutes relativement aux pouvoirs du Parlement canadien d'établir des provinces dans les territoires admis, ou qui, par la suite, pourront être admis dans la Puissance du Canada, et de pourvoir à la représentation de ces provinces dans ledit Parlement, et qu'il est expédient de faire disparaître ces doutes et de conférer de tels pouvoirs audit Parlement:

Qu'il soit décrété par Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement des Lords spirituels et temporels, et des Communes, en ce présent Parlement assemblés, et par leur autorité, comme suit:—

WHEREAS doubts have been entertained respecting the powers of the Parliament of Canada to establish Provinces in Territories admitted, or which may hereafter be admitted, into the Dominion of Canada, and to provide for the representation of such Provinces in the said Parliament, and it is expedient to remove such doubts, and to vest such powers in the said Parliament:

Be it enacted by the Queen's Most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:

Titre abrégé.

1. Le présent acte pourra être cité à toutes fins et intentions comme "*l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1871.*"

1. This Act may be cited for all purposes as "*The British North America Act, 1871.*" Short title.

Établissement de nouvelles provinces par le Parlement du Canada; constitution de ces provinces, etc.

2. Le Parlement du Canada pourra de temps à autre établir de nouvelles provinces dans aucun des territoires faisant alors partie de la Puissance du Canada, mais non compris dans aucune province de cette Puissance, et il pourra, lors de cet établissement, décréter des dispositions pour la constitution et l'administration de toute telle province et pour la passation de lois concernant la paix, l'ordre et le bon gouvernement de telle province et pour sa représentation dans ledit Parlement.

2. The Parliament of Canada may from time to time establish new Provinces in any territories forming for the time being part of the Dominion of Canada, but not included in any Province thereof, and may, at the time of such establishment, make provision for the constitution and administration of any such Province, and for the passing of laws for the peace, order, and good government of such Province, and for its representation in the said Parliament. Parliament of Canada may establish new Provinces and provide for the constitution, &c. thereof.

Changement des limites des provinces.

3. Avec le consentement de toute province de ladite Puissance, le Parlement du Canada pourra de temps à autre augmenter, diminuer ou autrement modifier les limites de telle province, à tels termes et conditions qui pourront être acceptés par ladite Législature, et il pourra de même avec son consentement établir des dispositions touchant l'effet et l'opération de cette augmentation, diminution ou modification

3. The Parliament of Canada may from time to time, with the consent of the Legislature of any Province of the said Dominion, increase, diminish, or otherwise alter the limits of such Province, upon such terms and conditions as may be agreed to by the said Legislature, and may, with the like consent, make provision respecting the effect and operation of any such increase or diminution or alteration Alteration of limits of Provinces.

de territoire de toute province qui devra la subir.

of territory in relation to any Province affected thereby.

Pouvoir du Parlement canadien de légiférer pour tout territoire non compris dans une province. Confirmation des Actes du Parlement Canadien 32 et 33 Vict., c. 3 et 33 Vict., c. 3.

4. Le Parlement du Canada pourra de temps à autre établir des dispositions concernant la paix, l'ordre et le bon gouvernement de tout territoire ne formant pas alors partie d'une province.

4. The Parliament of Canada may from time to time make provision for the administration, peace, order and good government of any territory not for the time being included in any Province.

Parliament of Canada may legislate for any territory not included in a Province. Confirmation of Acts of Parliament of Canada, 32 & 33 Vict., (Canadian) cap. 3; 33 Vict.; (Canadian) cap. 3.

5. Les actes suivants passés par ledit Parlement du Canada et respectivement intitulés: "Acte concernant le gouvernement provisoire de la Terre de Rupert et du Territoire du Nord-Ouest, après que ces territoires auront été unis au Canada", et "Acte pour amender et continuer l'acte trente-deux et trente-trois Victoria, chapitre trois, et pour établir et constituer le gouvernement de la province de Manitoba", seront et sont considérés avoir été valides à toutes fins à compter de la date où, au nom de la Reine, ils ont reçu la sanction du gouverneur général de ladite Puissance du Canada.

5. The following Acts passed by the said Parliament of Canada, and intituled respectively, — "An Act for the temporary government of Rupert's Land and the North Western Territory when united with Canada"; and "An Act to amend and continue the Act thirty-two and thirty-three Victoria, chapter three, and to establish and provide for the government of the Province of Manitoba," shall be and be deemed to have been valid and effectual for all purposes whatsoever from the date at which they respectively received the assent, in the Queen's name, of the Governor General of the said Dominion of Canada.

Limites des pouvoirs du Parlement canadien dans la législation pour une province établie.

6. Excepté tel que prescrit par la troisième section du présent acte, le Parlement du Canada n'aura pas compétence pour changer les dispositions de l'acte en dernier lieu mentionné dudit Parlement en ce qui concerne la province de Manitoba, ni d'aucun autre acte établissant à l'avenir de nouvelles provinces dans ladite Puissance, sujet toujours au droit de la Législature de la province de Manitoba de changer de temps à autre les dispositions d'aucune loi concernant la qualification des électeurs et des députés à l'Assemblée législative, et de décréter des lois relatives aux élections dans ladite province.

6. Except as provided by the third section of this Act, it shall not be competent for the Parliament of Canada to alter the provisions of the last-mentioned Act of the said Parliament in so far as it relates to the Province of Manitoba, or of any other Act hereafter establishing new Provinces in the said Dominion, subject always to the right of the Legislature of the Province of Manitoba to alter from time to time the provisions of any law respecting the qualification of electors and members of the Legislative Assembly, and to make laws respecting elections in the said Province.

Limitation of powers of Parliament of Canada to legislate for an established Province.

ACTE DU PARLEMENT DU CANADA,
1875THE PARLIAMENT OF CANADA ACT,
1875

38-39 VICTORIA, CHAPITRE 38

38-39 VICTORIA, CHAPTER 38

A.D. 1875. Acte pour lever certains doutes à l'égard des pouvoirs du Parlement du Canada quant à la dix-huitième section de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867

An Act to remove certain doubts with respect to the powers of the Parliament of Canada under section eighteen of the British North America Act, 1867.

[19 juillet 1875]

[19th July 1875.]

30 et 31 Vict., c. 3. **C**ONSIDÉRANT que, par la section dix-huitième de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il est pourvu comme suit: "Les privilèges, immunités et pouvoirs que posséderont et exerceront le Sénat, la Chambre des Communes et les membres de ces corps respectifs, seront ceux prescrits de temps à autre par acte du Parlement du Canada; ils ne devront cependant jamais excéder ceux possédés et exercés, lors de la passation du présent acte, par la Chambre des Communes du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et par les membres de cette Chambre";

WHEREAS by section eighteen of the British North America Act, 1867, it is provided as follows: "The privileges, immunities, and powers to be held, enjoyed, and exercised by the Senate and by the House of Commons, and by the members thereof respectively, shall be such as are from time to time defined by Act of the Parliament of Canada, but so that the same shall never exceed those at the passing of this Act held, enjoyed, and exercised by the Commons House of Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and by the members thereof;"

Et considérant que des doutes se sont élevés à l'égard du droit de définir par un acte du Parlement du Canada, en vertu de ladite section, les dits privilèges, pouvoirs et immunités et qu'il est opportun de lever ces doutes:

And whereas doubts have arisen with regard to the power of defining by an Act of the Parliament of Canada, in pursuance of the said section, the said privileges, powers, or immunities; and it is expedient to remove such doubts:

A ces causes, Sa Très Excellente Majesté la Reine, de l'avis et du consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes, en ce présent Parlement assemblés, et par leur autorité, décrète et déclare ce qui suit:

Be it therefore enacted by the Queen's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:

Substitution d'une nouvelle section à la section 18 de 30 et 31 Vict., c. 3. **1.** La dix-huitième section de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, est par le présent abrogée, sans préjudice de ce qui a été fait en vertu de cette section, et la suivante sera substituée à celle qui est ainsi abrogée.

1. Section eighteen of the British North America Act, 1867, is hereby repealed, without prejudice to anything done under that section, and the following section shall be substituted for the section so repealed. Substitution of new section for section 18 of 30 & 31 Vict. c. 3.

Les privilèges, immunités et pouvoirs que posséderont et exerceront le Sénat et la Chambre des Communes et les membres de ces corps respectifs, seront ceux prescrits de temps à autre par acte du Parlement du Canada; mais de manière à ce qu'aucun acte du Parlement du Canada définissant tels privilèges, immunités et

The privileges, immunities, and powers to be held, enjoyed, and exercised by the Senate and by the House of Commons, and by the members thereof respectively, shall be such as are from time to time defined by Act of the Parliament of Canada, but so that any Act of the Parliament of Canada defining such privileges, immunities,

pouvoirs ne donnera aucuns privilèges, immunités ou pouvoirs excédant ceux qui, lors de la passation du présent acte, sont possédés et exercés par la Chambre des Communes du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et par les membres de cette Chambre.

and powers shall not confer any privileges, immunities, or powers exceeding those at the passing of such Act held, enjoyed, and exercised by the Commons House of Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and by the members thereof.

Ratification de l'acte du Parlement du Canada, 31 et 32 Vict., c. 24.

2. L'acte du Parlement du Canada passé dans la trente et unième année du règne de Sa Majesté, chapitre vingt-quatre intitulé: "Acte pour faire prêter serment à des témoins en certains cas pour les fins des deux Chambres du Parlement", sera considéré comme étant valide et comme ayant été valide depuis la date de la sanction royale qui lui a été donnée par le gouverneur général du Canada.

2. The Act of the Parliament of Canada passed in the thirty-first year of the reign of Her present Majesty, chapter twenty-four, intituled "An Act to provide for oaths to witnesses being administered in certain cases for the purposes of either House of Parliament," shall be deemed to be valid and to have been valid as from the date at which the royal assent was given thereto by the Governor-General of the Dominion of Canada.

Confirmation of Act of Parliament of Canada 31 & 32 Vict. c. 24.

Titre abrégé.

3. Le présent acte pourra être cité comme "l'Acte du Parlement du Canada, 1875."

3. This Act may be cited as the Parliament of Canada Act, 1875.

Short title.

À LA COUR À OSBORNE HOUSE, ILE DE WIGHT, LE 31^E JOUR DE JUILLET 1880

PRÉSENTS:—

SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LA REINE.

Le Lord Président,
Le Lord Intendant,
Le Lord Chambellan.

AT TENDU qu'il est opportun que tous les territoires et possessions britanniques dans l'Amérique du Nord, et les îles adjacentes à ces territoires et possessions, qui ne sont pas déjà compris dans la Puissance du Canada soient (à l'exception de la colonie de Terre-Neuve et ses dépendances) annexés à ladite Puissance et en forment partie;

Et attendu que le Sénat et les Communes du Canada, assemblés en Parlement, ont, par une adresse en date du 3^e jour de mai 1878, représenté à Sa Majesté : "Qu'il est désirable que le Parlement du Canada, aussitôt que le transfert des territoires susmentionnés aura eu lieu, soit autorisé à légiférer pour leur bien-être et leur bon gouvernement à l'avenir, et ait le pouvoir de faire toutes règles et règlements les concernant, comme dans le cas d'autres territoires (de la Puissance), et que le Parlement du Canada s'est déclaré prêt à assumer tous les devoirs et obligations "en résultant";

Et attendu qu'il a gracieusement plu à Sa Majesté d'accéder au désir exprimé dans et par ladite adresse:

SACHEZ DONC qu'il est par le présent ordonné et déclaré par Sa Majesté, par et de l'avis de son très honorable Conseil privé, comme suit:

A compter du premier jour de septembre 1880, tous les territoires et possessions britanniques dans l'Amérique du Nord, ne formant pas déjà partie de la Puissance du Canada, et toutes les îles adjacentes à tels territoires ou possessions, seront (à l'exception de la colonie de Terre-Neuve et ses dépendances) annexés à ladite Puissance du Canada, et en formeront partie; et ils deviendront et seront assujétis aux lois alors en vigueur dans ladite Puissance, en tant que ces lois pourront y être applicables.

C. L. PEEL.

AT THE COURT AT OSBORNE HOUSE, ISLE OF WIGHT

PRESENT:

THE QUEEN'S MOST EXCELLENT MAJESTY

Lord President.
Lord Steward.
Lord Chamberlain.

WHEREAS it is expedient that all British Territories and Possessions in North America, and the Islands adjacent to such Territories and Possessions, which are not already included in the Dominion of Canada, should (with the exception of the Colony of Newfoundland and its dependencies) be annexed to and form part of the said Dominion.

And whereas, the Senate and Commons of Canada in Parliament assembled, have, in and by an Address, dated the 3rd day of May, 1878, represented to Her Majesty "that it is desirable that the Parliament of Canada, on the transfer of the before-mentioned Territories being completed, should have authority to legislate for their future welfare and good government, and the power to make all needful rules and regulations respecting them, the same as in the case of the other territories (of the Dominion); and that the Parliament of Canada expressed its willingness to assume the duties and obligations consequent thereon:"

And whereas, Her Majesty is graciously pleased to accede to the desire expressed in and by the said Address.

Now, therefore, it is hereby ordered and declared by Her Majesty, by and with the advice of Her Most Honourable Privy Council, as follows:—

From and after the first day of September, 1880, all British Territories and Possessions in North America, not already included within the Dominion of Canada, and all Islands adjacent to any of such Territories or Possessions shall (with the exception of the Colony of Newfoundland and its dependencies) become and be annexed to and form part of the said Dominion of Canada; and become and be subject to the laws for the time being in force in the said Dominion, in so far as such laws may be applicable thereto.

C. L. PEEL.

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE
DU NORD, 1886

THE BRITISH NORTH AMERICA ACT,
1886

49-50 VICTORIA, CHAPITRE 35

49-50 VICTORIA, CHAPTER 35

Acte concernant la représentation au Parlement du Canada des territoires formant partie de la Puissance du Canada, mais non compris dans aucune province

An Act respecting the Representation in the Parliament of Canada of Territories which for the time being form part of the Dominion of Canada, but are not included in any Province.

[25 juin 1886]

[25th June, 1886.]

CONSIDÉRANT qu'il est à propos d'autoriser le Parlement du Canada à pourvoir à la représentation au Sénat et à la Chambre des Communes du Canada, ou à l'un ou l'autre, de tout territoire formant partie de la Puissance du Canada, mais non compris dans aucune province:—

WHEREAS it is expedient to empower the Parliament of Canada to provide for the representation in the Senate and House of Commons of Canada, or either of them, of any territory which for the time being forms part of the Dominion of Canada, but is not included in any province:

Qu'il soit en conséquence statué par Sa Très Excellente Majesté la Reine, par et avec l'avis et le consentement des Lords spirituels et temporels, et des Communes, en ce présent Parlement assemblés, et par leur autorité, comme suit:

Be it therefore enacted by the Queen's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:

Le Parlement du Canada peut pourvoir à la représentation des territoires.

1. Le Parlement du Canada pourra, de temps à autre, pourvoir à la représentation au Sénat et à la Chambre des Communes du Canada ou à l'un ou l'autre, de tous territoires formant partie de la Puissance du Canada, mais non compris dans aucune de ses provinces.

1. The Parliament of Canada may from time to time make provision for the representation in the Senate and House of Commons of Canada, or in either of them, of any territories which for the time being form part of the Dominion of Canada, but are not included in any province thereof.

Effet des actes du Parlement du Canada.

2. Tout acte passé par le Parlement du Canada avant la sanction du présent acte pour la fin mentionnée au présent, sera, s'il n'est pas désavoué par la Reine, censé avoir été valide et effectif à compter de la date à laquelle il aura reçu, au nom de Sa Majesté, la sanction du gouverneur général du Canada.

2. Any Act passed by the Parliament of Canada before the passing of this Act for the purpose mentioned in this Act shall, if not disallowed by the Queen, be, and shall be deemed to have been, valid and effectual from the date at which it received the assent, in Her Majesty's name, of the Governor-General of Canada.

34-35 Vict., c. 28; 30-31 Vict., c. 3.

Il est par le présent déclaré que tout acte passé par le Parlement du Canada, soit avant, soit après la sanction du présent acte, pour la fin mentionnée au présent acte ou dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1871, est en vigueur, notwithstanding tout ce que contenu en l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867; et le nombre des sénateurs ou le nombre des membres de la Chambre des Communes

It is hereby declared that any Act passed by the Parliament of Canada, whether before or after the passing of this Act, for the purpose mentioned in this Act or in the British North America Act, 1871, has effect, notwithstanding anything in the British North America Act, 1867, and the number of Senators or the number of Members of the House of Commons specified in the last mentioned Act is in-

34 & 35 Vict. c. 28; 30 & 31 Vict. c. 3.

spécifié dans l'acte en dernier lieu cité est augmenté du nombre de sénateurs ou de députés, selon le cas, fixé par tout tel acte du Parlement du Canada pour la représentation de toute province ou territoire du Canada.

created by the number of Senators or of Members, as the case may be, provided by any such Act of the Parliament of Canada for the representation of any provinces or territories of Canada.

Titres abrégés et interprétation. 30-31 Vict., c. 3; 34-35 Vict., c. 28.

3. Le présent acte pourra être cité sous le titre: *Acte de l'Amérique Britannique du Nord*, 1886.

Le présent acte, l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord*, 1867, et l'*Acte de l'Amérique Britannique du Nord*, 1871, seront interprétés et pourront être cités collectivement comme les *Actes de l'Amérique Britannique du Nord*, 1867 à 1886.

3. This Act may be cited as *the British North America Act*, 1886.

This Act and *the British North America Act*, 1867, and *the British North America Act*, 1871, shall be construed together, and may be cited together as *the British North America Acts*, 1867 to 1886.

Short title and construction.

30 & 31 Vict. c. 3. 34 & 35 Vict. c. 28.

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE
DU NORD, 1907

THE BRITISH NORTH AMERICA ACT,
1907

7 ÉDOUARD VII, CHAPITRE 11

7 EDWARD VII, CHAPTER 11

Acte à l'effet de prendre des mesures au
sujet des sommes que le Canada doit
payer aux diverses provinces du Do-
minion

An Act to make further provision with
respect to the sums to be paid by
Canada to the several provinces of
the Dominion.

[9 août 1907]

[9th August, 1907.]

CONSIDÉRANT qu'une adresse a été
présentée à Sa Majesté par le Sénat
et les Communes du Canada dans les ter-
mes énoncés à l'annexe du présent acte:

WHEREAS an address has been pre-
sented to His Majesty by the Sena-
te and Commons of Canada in the terms
set forth in the schedule to this Act:

Qu'il soit statué par Sa Très Excellente
Majesté le Roi, et par et avec l'avis des
Lords spirituels et temporels, et des Com-
munes, assemblés en ce présent Parlement,
et par leur autorité, comme suit:

Be it therefore enacted by the King's
most Excellent Majesty, by and with the
advice and consent of the lords Spiritual
and Temporal, and Commons, in this
present Parliament assembled, and by the
authority of the same, as follows:

Paiements
que fera le
Canada
aux
provinces.

1. (1) Les sommes ci-dessous mention-
nées seront payées annuellement par le
Canada à chaque province, qui au com-
mencement du présent acte est une pro-
vince du Dominion, pour ses fins locales,
et pour le soutien de son gouvernement
et de sa Législature:—

1. (1) The following grants shall be
made yearly by Canada to every province,
which at the commencement of this Act
is a province of the Dominion, for its local
purposes and the support of its Govern-
ment and Legislature:—

Payments
to be made
by Cana-
da to
provinces.

(a) Un subside fixe—

(a) A fixed grant—

si la population de la province est de
moins de cent cinquante mille, de
cent mille dollars;

where the population of the province
is under one hundred and fifty
thousand, of one hundred thousand
dollars;

si la population de la province est de
cent cinquante mille, mais ne dé-
passe pas deux cent mille, de cent
cinquante mille dollars;

where the population of the province
is one hundred and fifty thousand,
but does not exceed two hundred
thousand, of one hundred and fifty
thousand dollars;

si la population de la province est de
deux cent mille, mais ne dépasse pas
quatre cent mille, de cent quatre-
vingt mille dollars;

where the population of the province
is two hundred thousand, but does
not exceed four hundred thousand,
of one hundred and eighty thous-
and dollars;

si la population de la province est de
quatre cent mille, mais ne dépasse
pas huit cent mille, de cent quatre-
vingt-dix mille dollars;

where the population of the province
is four hundred thousand, but does
not exceed eight hundred thousand,
of one hundred and ninety thous-
and dollars;

si la population de la province est de
huit cent mille, mais ne dépasse
pas un million cinq cent mille, de
deux cent vingt mille dollars;

where the population of the province
is eight hundred thousand, but does
not exceed one million five hundred
thousand, of two hundred and
twenty thousand dollars;

- si la population de la province dépasse un million cinq cent mille, de deux cent quarante mille dollars;
- (b) Subordonnement aux dispositions spéciales du présent acte touchant les provinces de la Colombie Britannique et de l'Ile du Prince-Édouard, un subside au taux de quatre-vingts cents par tête de la population de la province jusqu'à deux millions cinq cent mille, et au taux de soixante cents par tête de la population qui dépasse ce nombre.
- (2) Un subside additionnel de cent mille dollars sera payé annuellement à la province de la Colombie Britannique durant dix ans à compter du commencement du présent acte.
- (3) La population d'une province sera constatée de temps à autre, dans le cas des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et d'Alberta respectivement, d'après le dernier recensement quinquennal ou estimation statutaire de la population, faite en vertu des actes constitutifs de ces provinces ou de tout autre acte du Parlement du Canada statuant à cet effet, et, dans le cas de toute autre province, par le dernier recensement décennal pour le temps d'alors.
- (4) Les subsides payables en vertu du présent acte seront versés semi-annuellement à l'avance à chaque province.
- (5) Les subsides payables en vertu du présent acte seront substitués aux subsides (désignés subsides actuels dans le présent acte) payables pour les mêmes fins lors de la mise en force du présent acte aux diverses provinces du Dominion en vertu des dispositions de l'article cent dix-huit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, ou de tout arrêté en conseil constituant une province ou tout acte du Parlement du Canada contenant des instructions pour le paiement de tout tel subside, et les susdites dispositions cesseront leur effet.
- (6) Le gouvernement du Canada aura le même pouvoir de déduire de ces subsides les sommes imputées sur une province à compte de l'intérêt sur la dette publique dans le cas du subside payable en vertu du présent acte à la province, qu'il a dans le cas du subside actuel.
- where the population of the province exceeds one million five hundred thousand, of two hundred and forty thousand dollars; and
- (b) Subject to the special provisions of this Act as to the provinces of British Columbia and Prince Edward Island, a grant at the rate of eighty cents per head of the population of the province up to the number of two million five hundred thousand, and at the rate of sixty cents per head of so much of the population as exceeds that number.
- (2) An additional grant of one hundred thousand dollars shall be made yearly to the province of British Columbia for a period of ten years from the commencement of this act.
- (3) The population of a province shall be ascertained from time to time in the case of the provinces of Manitoba, Saskatchewan, and Alberta respectively by the last quinquennial census or statutory estimate of population made under the Acts establishing those provinces or any other Act of the Parliament of Canada making provision for the purpose, and in the case of any other province by the last decennial census for the time being.
- (4) The grants payable under this Act shall be paid half-yearly in advance to each province.
- (5) The grants payable under this Act shall be substituted for the grants or subsidies (in this Act referred to as existing grants) payable for the like purposes at the commencement of this Act to the several provinces of the Dominion under the provisions of section one hundred and eighteen of the *British North America Act, 1867*, or of any Order in Council establishing a province, or of any Act of the Parliament of Canada containing directions for the payment of any such grant or subsidy, and those provisions shall cease to have effect.
- (6) The Government of Canada shall have the same power of deducting sums charged against a province on account of the interest on public debt in the case of the grant payable under this Act to the province as they have in the case of the existing grant.

(7) Rien de contenu au présent acte n'invalidera l'obligation du Canada de payer à une province tout subside qui est payable à cette province, autre que le subside actuel auquel est substitué le présent subside.

(8) Dans le cas des provinces de la Colombie Britannique et de l'Ile du Prince-Édouard, le montant payé à compte du subside payable par tête de la population aux provinces en vertu du présent acte, ne sera jamais moindre que le montant du subside correspondant payable au commencement du présent acte; et, s'il est constaté, lors de tout recensement décennal, que la population de la province a diminué depuis le dernier recensement décennal, le montant payé à compte du subside ne sera pas diminué au-dessous du montant alors payable, nonobstant la diminution de la population.

(7) Nothing in this Act shall affect the obligation of the Government of Canada to pay to any province any grant which is payable to that province, other than the existing grant for which the grant under this Act is substituted.

(8) In the case of the provinces of British Columbia and Prince Edward Island, the amount paid on account of the grant payable per head of the population to the provinces under this Act shall not at any time be less than the amount of the corresponding grant payable at the commencement of this Act; and if it is found on any decennial census that the population of the province has decreased since the last decennial census, the amount paid on account of the grant shall not be decreased below the amount then payable, notwithstanding the decrease of the population.

Titre abrégé et interprétation.

2. Le présent acte pourra être cité sous le titre "Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1907", et entrera en vigueur à compter du premier jour de juillet 1907.

2. This Act may be cited as the *British North America Act, 1907*, and shall take effect as from the first day of July nineteen hundred and seven.

Short title and interpretation.

ANNEXE

SCHEDULE

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI

TO THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY

Très Gracieux Souverain,

Most Gracious Sovereign,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Votre Majesté, le Sénat et la Chambre des Communes du Canada, réunis en Parlement, approchons humblement de Votre Majesté, pour lui représenter qu'il est à propos de modifier l'échelle des sommes à payer par le Canada, sous l'autorité de l'article 118 de la loi du Parlement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, communément connue sous le nom de Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, ou par ou en vertu des termes ou conditions auxquels d'autres provinces ont été admises dans l'Union, aux diverses provinces de la Puissance pour le soutien de leurs gouvernements et de leurs Législatures, en décrétant que:

We, Your Majesty's most dutiful and loyal subjects, the Senate and Commons of Canada, in Parliament assembled, humbly approach Your Majesty for the purpose of representing that it is expedient to amend the scale of payments authorized under section 118 of the Acts of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, commonly called the *British North America Act, 1867*, or by or under any terms or conditions upon which any other provinces were admitted to the Union, to be made by Canada to the several provinces of the Dominion for the support of their Governments and Legislatures by providing that—

A. Au lieu des montants actuellement payés, les sommes ci-dessous mentionnées soient annuellement versées par le Canada

A. Instead of the amounts now payable, the sums hereafter payable yearly by Canada to the several provinces for the

aux diverses provinces, pour le soutien de leurs gouvernements et de leurs Législatures d'après le chiffre de leur population, ainsi qu'il suit:

- (a) Si la population de la province est de moins de 150,000, \$100,000;
- (b) Si la population de la province est de 150,000, mais ne dépasse pas 200,000, \$150,000;
- (c) Si la population de la province est de 200,000, mais ne dépasse pas 400,000, \$180,000;
- (d) Si la population de la province est de 400,000, mais ne dépasse pas 800,000, \$190,000;
- (e) Si la population de la province est de 800,000, mais ne dépasse pas 1,500,000, \$220,000;
- (f) Si la population de la province dépasse 1,500,000, \$240,000.

B. Au lieu du subside annuel à tant par tête de la population actuellement accordé, les paiements annuels seront à l'avenir au même taux de quatre-vingts cents par tête, mais sur la population de chaque province telle que constatée de temps à autre par le dernier recensement décennal, ou, dans le cas des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et d'Alberta, respectivement, par le dernier recensement quinquennal ou estimation statutaire, jusqu'à ce que cette population dépasse 2,500,000, et au taux de soixante cents par tête sur la proportion de ladite population qui dépassera 2,500,000.

C. Une allocation additionnelle de cent mille dollars annuellement pendant dix ans, à la province de la Colombie Britannique.

D. Rien de contenu au présent n'aura l'effet d'invalider ou de restreindre les termes spéciaux à toute province en particulier auxquels cette province est devenue partie du Dominion du Canada, ou le droit de toute province au paiement de tout subside spécial accordé jusqu'à présent par le Parlement du Canada à une province pour aucune fin spéciale exprimée dans ledit subside.

Nous prions qu'il plaise à Votre Gracieuse Majesté de soumettre au Parlement impérial, à sa session actuelle, une mesure pour abroger les dispositions de l'article 118 de la loi dite Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, susdite, et pour

support of their Governments and Legislatures be according to population, and as follows: —

- (a) Where the population of the province is under 150,000, \$100,000;
- (b) Where the population of the province is 150,000, but does not exceed 200,000, \$150,000;
- (c) Where the population of the province is 200,000, but does not exceed 400,000, \$180,000;
- (d) Where the population of the province is 400,000, but does not exceed 800,000, \$190,000;
- (e) Where the population of the province is 800,000, but does not exceed 1,500,000, \$220,000;
- (f) Where the population of the province exceeds 1,500,000, \$240,000;

B. Instead of an annual grant per head of population now allowed, the annual payment hereafter be at the same rate of eighty cents per head, but on the population of each province, as ascertained from time to time by the last decennial census, or in the case of the provinces of Manitoba, Saskatchewan, and Alberta respectively, by the last quinquennial census or statutory estimate, until such population exceeds 2,500,000, and at the rate of sixty cents per head for so much of said population as may exceed 2,500,000.

C. An additional allowance to the extent of one hundred thousand dollars annually be paid for ten years to the province of British Columbia.

D. Nothing herein contained shall in any way supersede or affect the terms special to any particular province upon which such province became part of the Dominion of Canada, or the right of any province to the payment of any special grant heretofore made by the Parliament of Canada to any province for any special purpose in such grant expressed.

We pray that Your Majesty may be graciously pleased to cause a measure to be laid before the Imperial Parliament at its present Session repealing the provisions of section 118 of the *British North America Act*, 1867, aforesaid, and substituting

les remplacer par l'échelle des paiements ci-dessus mentionnés, lesquels seront en règlement définitif et permanent des sommes à payer annuellement aux diverses provinces du Canada, pour leurs besoins locaux et pour le soutien de leurs gouvernements et de leurs Législatures.

Ces allocations seront payées semestriellement d'avance à chaque province; mais le gouvernement du Canada déduira de ces allocations, contre toute province, toutes les sommes computables pour intérêts sur la dette publique de cette province excédant les divers montants stipulés dans ladite loi.

Et nous prions humblement Votre Majesté de vouloir bien prendre notre requête en sa favorable et gracieuse considération.

(Signé) R. DANDURAND,
Président du Sénat.

(Signé) R. F. SUTHERLAND,
Orateur de la Chambre des Communes.

Sénat et Chambre des Communes,

Ottawa, Canada, 26 avril 1907.

therefor the scale of payments above set forth, which shall be a final and unalterable settlement of the amounts to be paid yearly to the several provinces of the Dominion for their local purposes, and the support of their Governments and Legislatures.

Such grants shall be paid half-yearly in advance to each province, but the Government of Canada shall deduct from such grants as against any province all sums chargeable as interest on the public debt of that province in excess of the several amounts stipulated in the said Act.

All of which we humbly pray Your Majesty to take into your favourable and gracious consideration.

(Signed) R. DANDURAND,
Speaker of the Senate.

(Signed) R. F. SUTHERLAND,
Speaker of the House of Commons.

Senate and House of Commons,

Ottawa, Canada, 26th April 1907.

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE THE BRITISH NORTH AMERICA ACT,
DU NORD, 1915 1915

5-6 GEORGE V, CHAPITRE 45, (Imp.) 5-6 GEORGE V, CHAPTER 45, (IMPERIAL)

Loi modifiant l'Acte de l'Amérique Britan- An Act to amend the British North Amer-
nique du Nord, 1867 ica Act, 1867

[19 mai 1915]

[19th May, 1915]

SA Très Excellente Majesté le Roi, de l'avis et du consentement des Lords Spirituels et Temporels, et des Communes, en ce présent Parlement assemblés, et sous leur autorité, décrète:

BE it enacted by the King's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:—

Modifica-
tion de la
constitu-
tion du
Sénat.

30 et 31
Vict., c. 3.

1. (1) Nonobstant quoi que ce soit dans l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, ou dans toute loi modifiant ledit acte, ou dans tout décret du Conseil ou dans les termes ou conditions de l'Union faits ou approuvés sous le régime desdites lois ou dans toute loi du Parlement du Canada.

- i) Le nombre de sénateurs prescrit dans l'article vingt et un de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, est augmenté de soixante-douze à quatre-vingt-seize;
- ii) Les divisions du Canada relatives à la constitution du Sénat et stipulées dans l'article vingt-deux dudit acte sont augmentées de trois à quatre, la quatrième division devant comprendre les provinces occidentales du Manitoba, de la Colombie Britannique, de la Saskatchewan et de l'Alberta, lesquelles quatre divisions doivent (subordonnément aux révisions dudit acte et de la présente loi) être également représentées dans le Sénat, ainsi qu'il suit:— Ontario par vingt-quatre sénateurs; Québec par vingt-quatre sénateurs; les provinces maritimes et l'Ile du Prince-Édouard par vingt-quatre sénateurs, dont dix représentent la Nouvelle-Écosse, dix le Nouveau-Brunswick, et quatre l'Ile du Prince-Édouard; les provinces de l'ouest par vingt-quatre sénateurs, dont

1. (1) Notwithstanding anything in the *British North America Act, 1867*, or in any Act amending the same, or in any Order-in-Council or terms or conditions of union made or approved under the said Acts or in any Act of the Canadian Parliament,—

Alteration
of consti-
tution of
Senate.

30 and 31
Vict., c. 3.

- i) The number of senators provided for under section twenty-one of the *British North America Act, 1867*, is increased from seventy-two to ninety-six;
- ii) The Divisions of Canada in relation to the constitution of the Senate provided for by section twenty-two of the said Act are increased from three to four, the Fourth Division to comprise the Western Provinces of Manitoba, British Columbia, Saskatchewan, and Alberta, which four Divisions shall (subject to the provisions of the said Act and of this Act) be equally represented in the Senate, as follows:—Ontario by twenty-four senators; Quebec by twenty-four senators; the Maritime Provinces and Prince Edward Island by twenty-four senators, ten thereof representing Nova Scotia, ten thereof representing New Brunswick, and four thereof representing Prince Edward Island; the Western Provinces by twenty-four senators, six thereof representing Manitoba, six thereof

six représentent le Manitoba, six la Colombie-Britannique, six la Saskatchewan et six l'Alberta.

- iii) Le nombre de personnes que le gouverneur général du Canada peut, par ordre de Sa Majesté le Roi, et sous le régime de l'article vingt-six dudit acte, ajouter au Sénat, est augmenté de trois ou six à quatre ou huit, représentant également les quatre divisions du Canada;
- iv) Advenant que pareille addition soit faite en aucun temps, le gouverneur général du Canada ne doit appeler aucune personne au Sénat, sauf sur nouvel ordre de Sa Majesté le Roi et sur pareille susdite recommandation pour représenter une des quatre divisions jusqu'à ce que pareille division soit représentée par vingt-quatre sénateurs et pas plus;
- v) Le nombre des sénateurs ne doit en aucun temps excéder cent quatre;
- vi) La représentation dans le Sénat à laquelle, en vertu de l'article cent quarante-sept de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, Terre-Neuve aurait droit, advenant son admission dans l'Union fédérale, est augmentée de quatre à six membres, et advenant l'admission de Terre-Neuve dans l'Union, nonobstant quoi que ce soit dans ledit acte ou dans la présente loi, le nombre normal des sénateurs doit être de cent deux, et le nombre maximum de cent dix;
- vii) Rien de contenu en la présente loi ne doit affecter les pouvoirs du Parlement du Canada sous le régime de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1886.

representing British Columbia, six thereof representing Saskatchewan, and six thereof representing Alberta;

- iii) The number of persons whom by section twenty-six of the said Act the Governor General of Canada may, upon the direction of His Majesty the King, add to the Senate, is increased from three or six to four or eight, representing equally the four divisions of Canada;
- iv) In case of such addition being at any time made, the Governor General of Canada shall not summon any person to the Senate except upon a further like direction by His Majesty the King on the like recommendation to represent one of the four Divisions, until such Division is represented by twenty-four senators and no more;
- v) The number of senators shall not at any time exceed one hundred and four;
- vi) The representation in the Senate to which by section one hundred and forty-seven of the *British North America Act, 1867*, Newfoundland would be entitled in case of its admission to the Union is increased from four to six members, and in case of the admission of Newfoundland into the Union, notwithstanding anything in the said Act or in this Act, the normal number of senators shall be one hundred and two, and their maximum number one hundred and ten;
- vii) Nothing herein contained shall affect the powers of the Canadian Parliament under the *British North America Act, 1886*.

49 et 50
Vict., c.
35.

49 and 50
Vict., c.
35.

(2) Les alinéas (i) à (vi) inclusivement du paragraphe (1) du présent article ne doivent pas prendre effet avant la termination du Parlement canadien actuellement existant.

(2) Paragraphs (i) to (vi) inclusive of subsection (1) of this section shall not take effect before the termination of the now existing Canadian Parliament.

Constitu-
tion de la
Chambre
des Com-
munes.

2. L'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, est modifié par l'addition de l'article suivant immédiatement après l'article cinquante et un dudit acte;

"51a. Nonobstant quoi que ce soit en la présente loi, une province doit toujours avoir droit à un nombre de membres dans la Chambre des Communes non inférieur au nombre de sénateurs représentant cette province."

Titre
abrégé.

3. La présente loi peut être citée sous le titre de Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1915, et les Actes de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 à 1886, et la présente loi peuvent être cités ensemble sous le titre de Actes de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 à 1915.

Constitu-
tion of
House of
Commons.

2. The *British North America Act*, 1867, is amended by adding thereto the following section immediately after section fifty-one of the said Act:

"51a. Notwithstanding anything in this Act, a province shall always be entitled to a number of members in the House of Commons not less than the number of senators representing such province."

Short
title.

3. This Act may be cited as the *British North America Act*, 1915, and the *British North America Acts*, 1867 to 1886, and this Act, may be cited together as the *British North America Acts*, 1867 to 1915.

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE
DU NORD, 1916

THE BRITISH NORTH AMERICA ACT,
1916

6-7 GEORGE V, CHAPITRE 19, (Imp.)

6-7 GEORGE V, CHAPTER 19 (IMPERIAL)

Loi portant modification de la Loi de
l'Amérique Britannique du Nord,
1867

An Act to amend the British North Ame-
rica Act, 1867

[1er juin 1916]

[1st June, 1916]

QU'IL soit statué par Sa Très Excellente
Majesté le Roi, par et avec l'avis et
le consentement des Lords spirituels et
Temporels et des Communes réunis en ce
présent Parlement, et par leur autorité,
ainsi qu'il suit:

BE it enacted by the King's most Excel-
lent Majesty, by and with the advice
and consent of the Lords Spiritual and
Temporal, and Commons, in this present
Parliament assembled, and by the author-
ity of the same, as follows:—

Proroga-
tion de la
durée du
Douzième
parlement
du Cana-
da, 30 et
31 Vict., c.
3.

1. Nonobstant toute disposition dans la
Loi de l'Amérique Britannique du Nord,
1867, ou dans toute loi la modifiant ou
dans tout arrêté du Conseil, ou termes ou
conditions d'Union faits ou approuvés sous
l'empire de ladite loi ou de toute loi du
Parlement du Canada, le terme du dou-
zième Parlement du Canada est par les
présentes prorogé jusqu'au septième jour
d'octobre mil neuf cent dix-sept.

1. Notwithstanding anything in the
British North America Act, 1867, or in
any Act amending the same, or in any
Order-in-Council, or terms or conditions of
Union, made or approved under the said
Act, or under any Act of the Canadian
Parliament, the term of the Twelfth Par-
liament of Canada is hereby extended until
the seventh day of October, nineteen
hundred and seventeen.

Extension
of dura-
tion of
Twelfth
Parlia-
ment of
Canada.
30 & 31
Vict., c. 3.

Titre
abrégé.

2. La présente loi peut être citée com-
me la Loi de l'Amérique Britannique du
Nord, 1916, et les Lois de l'Amérique Bri-
tannique du Nord, 1867 à 1915, et la pré-
sente loi peuvent être citées ensemble
comme les Lois de l'Amérique Britannique
du Nord, 1867 à 1916.

2. This Act may be cited as the *British*
North America Act, 1916, and the *British*
North America Acts, 1867 to 1915, and this
Act, may be cited together as the *British*
North America Acts, 1867 to 1916.

Short
title.

STATUT DE WESTMINSTER

STATUTE OF WESTMINSTER

CHAPITRE 4

CHAPTER 4

Loi donnant effets à certains vœux formulés par les Conférences impériales de 1926 et de 1930

An Act to give effect to certain resolutions passed by Imperial Conferences held in the years 1926 and 1930

[11 décembre 1931]

[11th December, 1931]

CONSIDÉRANT que les délégués des Gouvernements de Sa Majesté du Royaume-Uni, du Dominion du Canada, du Commonwealth d'Australie, du Dominion de la Nouvelle-Zélande, de l'Union Sud-Africaine, de l'État libre d'Irlande, et de Terre-Neuve, aux Conférences impériales tenues à Westminster en les années de Notre-Seigneur mil neuf cent vingt-six et mil neuf cent trente, ont concouru aux énoncés et aux vœux formulés dans les rapports desdites Conférences;

WHEREAS the delegates of His Majesty's Governments in the United Kingdom, the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State and Newfoundland, at Imperial Conferences holden at Westminster in the years of our Lord nineteen hundred and twenty-six and nineteen hundred and thirty did concur in making the declarations and resolutions set forth in the Reports of the said Conferences:

Considérant qu'il est expédient et à propos, puisque la Couronne est le symbole de la libre association des membres de la Communauté des nations britanniques et que ces dernières se trouvent unies par une allégeance commune à la couronne, d'exposer sous forme de préambule à la présente loi qu'il serait conforme au statut constitutionnel consacré de tous les membres de la Communauté dans leurs rapports réciproques, de statuer que toute modification de la Loi relative à la succession au Trône ou au Titre royal et aux Titres doit recevoir désormais l'assentiment aussi bien des Parlements de tous les Dominions que du Parlement du Royaume-Uni;

And whereas it is meet and proper to set out by way of preamble to this Act that, inasmuch as the Crown is the symbol of the free association of the members of the British Commonwealth of Nations, and as they are united by a common allegiance to the Crown, it would be in accord with the established constitutional position of all the members of the Commonwealth in relation to one another that any alteration in the law touching the Succession to the Throne or the Royal Style and Titles shall hereafter require the assent as well of the Parliaments of all the Dominions as of the Parliament of the United Kingdom:

Considérant qu'il est conforme au statut constitutionnel consacré de statuer que nulle loi émanant désormais du Parlement du Royaume-Uni ne doit s'étendre à l'un quelconque desdits Dominions comme partie de la législation de ce Dominion, sauf à la demande et avec l'agrément de celui-ci;

And whereas it is in accord with the established constitutional position that no law hereafter made by the Parliament of the United Kingdom shall extend to any of the said Dominions as part of the law of that Dominion otherwise than at the request and with the consent of that Dominion:

Considérant que la ratification, la confirmation et la mise à effet de certains des énoncés et vœux desdites Conférences nécessitent la confection et l'adoption, par autorité du Parlement du Royaume-Uni, d'une loi en bonne et due forme;

And whereas it is necessary for the ratifying, confirming and establishing of certain of the said declarations and resolutions of the said Conferences that a law be made and enacted in due form by authority of the Parliament of the United Kingdom:

Considérant que le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie, le Dominion de la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine, l'État libre d'Irlande, et Terre-Neuve ont solidairement demandé et agréé de saisir le Parlement du Royaume-Uni d'une mesure tendant à statuer, quant aux questions susdites, dans le sens prescrit ci-après dans la présente loi;

A ces causes, qu'il soit édicté ce qui suit par Sa Très Excellente Majesté le Roi, de l'avis et du consentement et par autorité des lords spirituels et temporels et des communes en le présent Parlement assemblés;

Signification du mot "Dominion" dans la présente loi.

1. Dans la présente loi l'expression "Dominion" signifie l'un quelconque des Dominions suivants: le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie, le Dominion de la Nouvelle-Zélande, l'Union Sud-Africaine, l'État libre d'Irlande, et Terre-Neuve.

Validité des lois émanées du Parlement d'un Dominion 28 et 29 Vict., ch., 63.

2. (1) La Loi de 1865 relative à la validité des lois des colonies ne doit s'appliquer à aucune loi adoptée par le Parlement d'un Dominion postérieurement à la proclamation de la présente loi.

(2) Nulle loi et nulle disposition de toute loi édictée postérieurement à la proclamation de la présente loi par le Parlement d'un Dominion ne sera invalide ou inopérante à cause de son incompatibilité avec la législation d'Angleterre, ou avec les dispositions de toute loi existante ou à venir émanée du Parlement du Royaume-Uni, ou avec tout arrêté, statut ou règlement rendu en exécution de toute loi comme susdit, et les attributions du Parlement d'un Dominion comprendront la faculté d'abroger ou de modifier toute loi ou tout arrêté, statut ou règlement comme susdit faisant partie de la législation de ce Dominion.

Pouvoir du Parlement d'un Dominion de légiférer extra-territorialement. Le Parlement du Royaume-

3. Il est déclaré et statué par les présentes que le Parlement d'un Dominion a le plein pouvoir d'adopter des lois d'une portée extra-territoriale.

4. Nulle loi du Parlement du Royaume-Uni adoptée postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Loi ne doit s'étendre

And whereas the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State and Newfoundland have severally requested and consented to the submission of a measure to the Parliament of the United Kingdom for making such provision with regard to the matters aforesaid as is hereafter in this Act contained:

Now, therefore, be it enacted by the King's most Excellent Majesty by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:—

1. In this Act the expression "Dominion" means any of the following Dominions, that is to say, the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State and Newfoundland.

2. (1) The Colonial Laws Validity Act, 1865, shall not apply to any law made after the commencement of this Act by the Parliament of a Dominion.

(2) No law and no provision of any law made after the commencement of this Act by the Parliament of a Dominion shall be void or inoperative on the ground that it is repugnant to the law of England, or to the provisions of any existing or future Act of Parliament of the United Kingdom, or to any order, rule or regulation made under any such Act, and the powers of the Parliament of a Dominion shall include the power to repeal or amend any such Act, order, rule or regulation in so far as the same is part of the law of the Dominion.

3. It is hereby declared and enacted that the Parliament of a Dominion has full power to make laws having extra-territorial operation.

4. No Act of Parliament of the United Kingdom passed after the commencement of this Act shall extend, or be deemed to

Meaning of "Dominion" in this Act.

Validity of laws made by Parliament of a Dominion. 28 & 29 Vict. c. 63.

Power of Parliament of Dominion to legislate extra-territorially. Parliament of United Kingdom

Uni ne doit légiférer pour un Dominion que du consentement de celui-ci.

ou être censée s'étendre à un Dominion, comme partie de la législation en vigueur dans ce Dominion, à moins qu'il n'y soit expressément déclaré que ce Dominion a demandé cette loi et a consenti à ce qu'elle soit édictée.

extend, to a Dominion as part of the law of that Dominion, unless it is expressly declared in that Act that that Dominion has requested, and consented to the enactment thereof.

Kingdom not to legislate for Dominion except by consent.

Pouvoirs des Parlements des Dominions relativement à la Marine marchande. 57 et 58 Vict., c. 60.

5. Sans préjudice de l'ensemble des dispositions précédentes de la présente Loi, les articles sept cent trente-cinq et sept cent trente-six de la Loi de la Marine marchande, de 1894, doivent être interprétés comme si la mention de la Législature d'une possession britannique ne s'appliquait pas au Parlement d'un Dominion.

5. Without prejudice to the generality of the foregoing provisions of this Act, sections seven hundred and thirty-five and seven hundred and thirty-six of the Merchant Shipping Act, 1894, shall be construed as though reference therein to the Legislature of a British possession did not include reference to the Parliament of a Dominion.

Powers of Dominion Parliaments in relation to merchant shipping. 57 & 58 Vict. c. 60.

Pouvoirs des Parlements des Dominions relativement aux Cours d'amirauté, 53 et 54 Vict., c. 27.

6. Sans préjudice de l'ensemble des dispositions précédentes de la présente Loi, et dès la mise en vigueur de celle-ci, doivent cesser d'avoir effet dans les Dominions: L'article quatre de la Loi relative aux cours coloniales d'amirauté, de 1890, (qui exige que certaines lois soient réservées en attendant la signification du bon plaisir de Sa Majesté, ou contiennent une clause suspensive), et la partie de l'article sept de ladite loi qui exige l'approbation par Sa Majesté en son conseil de toute règle de cour concernant la pratique et la procédure d'une cour coloniale d'amirauté.

6. Without prejudice to the generality of the foregoing provisions of this Act, section four of the Colonial Courts of Admiralty Act, 1890 (which requires certain laws to be reserved for the signification of His Majesty's pleasure or to contain a suspending clause), and so much of section seven of that Act as requires the approval of His Majesty in Council to any rules of Court for regulating the practice and procedure of a Colonial Court of Admiralty, shall cease to have effect in any Dominion as from the commencement of this Act.

Powers of Dominion Parliaments in relation to Courts of Admiralty. 53 & 54 Vict. c. 27.

Exception dans le cas des Actes de l'Amérique britannique du Nord et application de la Loi au Canada.

7. (1) Rien dans la présente loi ne doit être considéré comme se rapportant à l'abrogation ou à la modification des Actes de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 à 1930, ou d'un arrêté, statut ou règlement quelconque édicté en vertu desdits Actes.

7. (1) Nothing in this Act shall be deemed to apply to the repeal, amendment or alteration of the British North America Acts, 1867 to 1930, or any order, rule or regulation made thereunder.

Savings for British North America Acts and application of the Act to Canada.

(2) Les dispositions de l'article deux de la présente Loi doivent s'étendre aux lois édictées par les provinces du Canada et aux pouvoirs des législatures de ces provinces.

(2) The provisions of section two of this Act shall extend to laws made by any of the Provinces of Canada and to the powers of the legislatures of such Provinces.

(3) Les pouvoirs que la présente Loi confère au Parlement du Canada ou aux législatures des provinces ne les autorisent qu'à légiférer sur des questions qui sont de leur compétence respective.

(3) The powers conferred by this Act upon the Parliament of Canada or upon the legislatures of the Provinces shall be restricted to the enactment of laws in relation to matters within the competence of the Parliament of Canada or of any of the legislatures of the Provinces respectively.

Exception dans le cas des Lois cons-

8. Rien dans la présente Loi n'est censé conférer le pouvoir d'abroger ou de modifier la Constitution ou la Loi constitution-

8. Nothing in this Act shall be deemed to confer any power to repeal or alter the Constitution or the Constitution Act of

Saving for Constitution Acts of Austra-

titutionnelles de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

nelle du Commonwealth d'Australie ou la Loi constitutionnelle du Dominion de la Nouvelle-Zélande autrement qu'en conformité de la loi existant avant la mise à effet de la présente Loi.

9. (1) Rien dans la présente Loi ne doit être considéré comme autorisant le Parlement du Commonwealth d'Australie à légiférer sur toute question qui tombe sous l'autorité des États de l'Australie et qui échappe à l'autorité du Parlement ou du Gouvernement du Commonwealth d'Australie.

(2) Rien dans la présente Loi ne doit être considéré comme exigeant le consentement du Parlement ou du Gouvernement du Commonwealth d'Australie à une loi quelconque du Parlement du Royaume-Uni touchant toute question qui tombe sous l'autorité des États de l'Australie et qui échappe à l'autorité du Parlement ou du Gouvernement du Commonwealth d'Australie, dans tous cas où l'adoption de cette loi par le Parlement du Royaume-Uni sans ledit consentement aurait été conforme à la coutume constitutionnelle existant antérieurement à la mise en vigueur de la présente Loi.

(3) Dans l'application de la présente Loi au Commonwealth d'Australie, la demande et le consentement visés à l'article quatre sont la demande et le consentement du Parlement et du Gouvernement du Commonwealth d'Australie.

Certains articles de la Loi ne s'appliquent pas à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande ou à Terre-Neuve, à moins qu'ils n'aient été adoptés.

10. (1) Aucun des articles suivants de la présente Loi, savoir les articles deux, trois, quatre, cinq et six, ne doit s'étendre à un Dominion auquel s'applique le présent article comme partie de la législation de ce Dominion, à moins que l'article en question ne soit adopté par le Parlement du Dominion, et toute loi de ce Dominion adoptant un article quelconque de la présente Loi peut pourvoir à ce qu'elle prenne effet, soit le jour de la mise en vigueur de la présente Loi, soit à telle date ultérieure que la loi d'adoption spécifiera.

(2) Le Parlement de tout Dominion susdit peut en tout temps abroger tout article visé au paragraphe (1) du présent article.

(3) Les Dominions auxquels s'applique le présent article sont le Commonwealth

the Commonwealth of Australia or the Constitution Act of the Dominion of New Zealand otherwise than in accordance with the law existing before the commencement of this Act.

9. (1) Nothing in this Act shall be deemed to authorize the Parliament of the Commonwealth of Australia to make laws on any matter within the authority of the States of Australia, not being a matter within the authority of the Parliament or Government of the Commonwealth of Australia.

(2) Nothing in this Act shall be deemed to require the concurrence of the Parliament or Government of the Commonwealth of Australia in any law made by the Parliament of the United Kingdom with respect to any matter within the authority of the States of Australia, not being a matter within the authority of the Parliament or Government of the Commonwealth of Australia, in any case where it would have been in accordance with the constitutional practice existing before the commencement of this Act that the Parliament of the United Kingdom should make that law without such concurrence.

(3) In the application of this Act to the Commonwealth of Australia the request and consent referred to in section four shall mean the request and consent of the Parliament and Government of the Commonwealth.

10. (1) None of the following sections of this Act, that is to say, sections two, three, four, five and six, shall extend to a Dominion to which this section applies as part of the law of that Dominion unless that section is adopted by the Parliament of the Dominion, and any Act of that Parliament adopting any section of this Act may provide that the adoption shall have effect either from the commencement of this Act or from such later date as is specified in the adopting Act.

(2) The Parliament of any such Dominion as aforesaid may at any time revoke the adoption of any section referred to in subsection (1) of this section.

(3) The Dominions to which this section applies are the Commonwealth of Australia and

lia and New Zealand.

Saving with respect to States of Australia.

d'Australie, le Dominion de la Nouvelle Zélande et Terre-Neuve.

lia, the Dominion of New Zealand and Newfoundland.

Signification du mot "Colonie" dans les lois à venir. 52 et 53 Vict., c. 63.

11. Nonobstant toute disposition contraire de l'Interpretation Act de 1889, l'expression "Colonie" ne doit, dans aucune loi du Parlement du Royaume-Uni adoptée après l'entrée en vigueur de la présente Loi, s'appliquer à un Dominion ou une province ou un État quelconque faisant partie d'un Dominion.

11. Notwithstanding anything in the Interpretation Act, 1889, the expression "Colony" shall not, in any Act of the Parliament of the United Kingdom passed after the commencement of this Act, include a Dominion or any Province or State forming part of a Dominion.

Meaning of "Colony" in future Acts. 52 & 53 Vict. c. 63.

Titre abrégé.

12. La présente Loi peut être citée sous le titre de Statut de Westminster, 1931.

12. This Act may be cited as the Statute of Westminster, 1931.

Short title.

CHAPITRE 36

CHAPTER 36

Loi ayant pour objet d'inclure l'assurance-chomage dans les catégories de sujets énumérés à l'article quatre-vingt-onze de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867

An Act to include unemployment insurance among the classes of subjects enumerated in section ninety-one of the British North America Act, 1867

[10 juillet 1940]

[10th July, 1940]

CONSIDÉRANT que le Sénat et les Communes du Canada, réunis en Parlement, ont présenté une adresse à Sa Majesté demandant humblement que Sa Majesté daigne faire soumettre un projet de loi au Parlement du Royaume-Uni pour l'établissement des dispositions ci-après énoncées:

WHEREAS the Senate and Commons of Canada in Parliament assembled have submitted an address to His Majesty praying that His Majesty may graciously be pleased to cause a Bill to be laid before the Parliament of the United Kingdom for the enactment of the provisions hereinafter set forth:—

Qu'il soit décrété ce qui suit par Sa Très Excellente Majesté le Roi, sur l'avis et du consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes, en ce présent Parlement assemblés, et par leur autorité:

Be it therefore enacted by the King's most Excellent Majesty, by and with the advice and consent of the Lords Spiritual and Temporal, and Commons, in this present Parliament assembled, and by the authority of the same, as follows:—

Extension de l'exclusive compétence législative du Parlement du Canada 30 et 31 Vict. c. 3.

Titre abrégé et citation 7 Edouard 7, c. 11.

1. Est modifié l'article quatre-vingt-onze de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, par l'insertion de la rubrique suivante, après la rubrique No 2 "La réglementation du trafic et du commerce.": "2A. L'assurance-chomage."

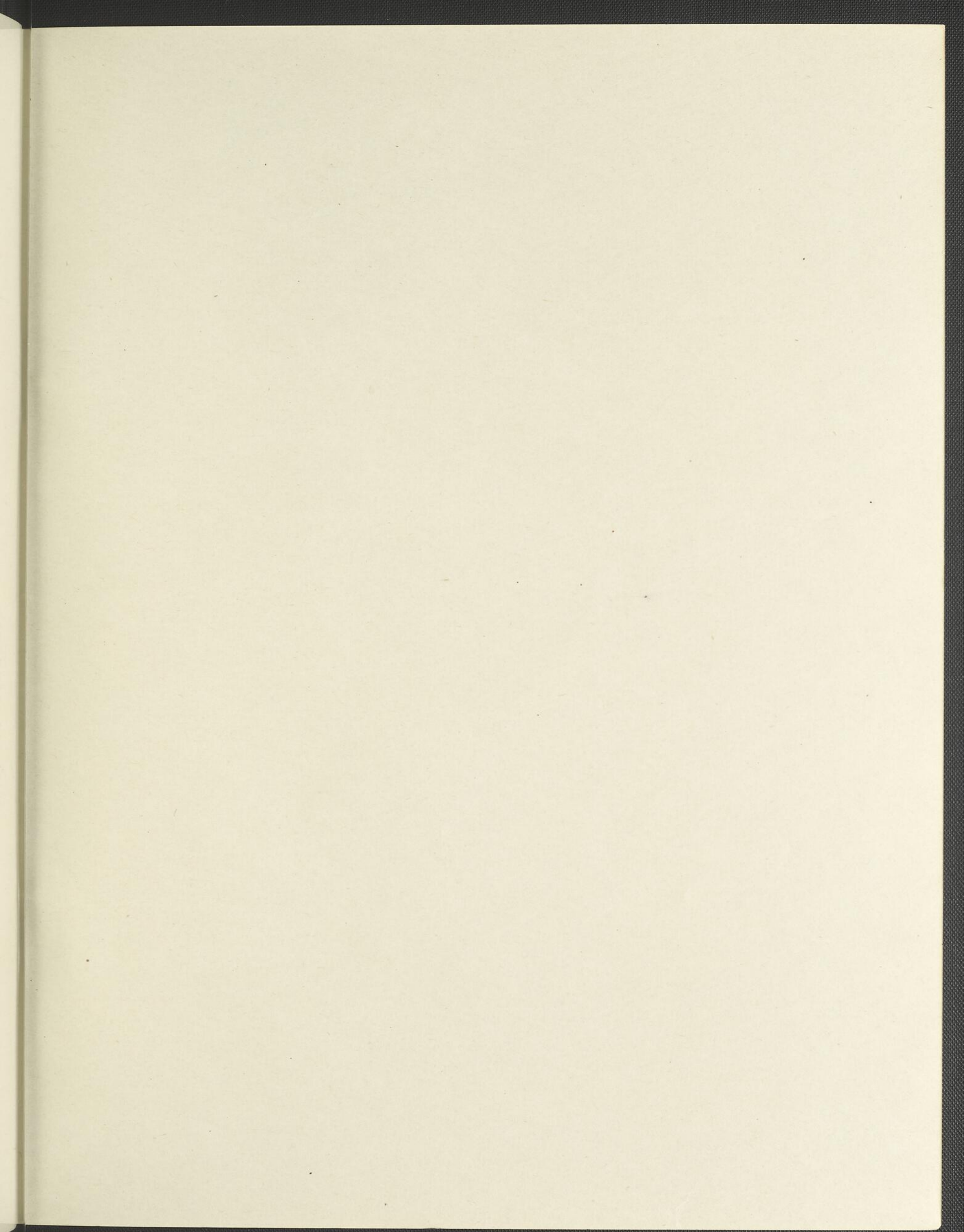
1. Section ninety-one of the British North America Act, 1867, is amended by inserting therein, after item 2 "The regulation of trade and commerce", the following item:— "2A. Unemployment insurance."

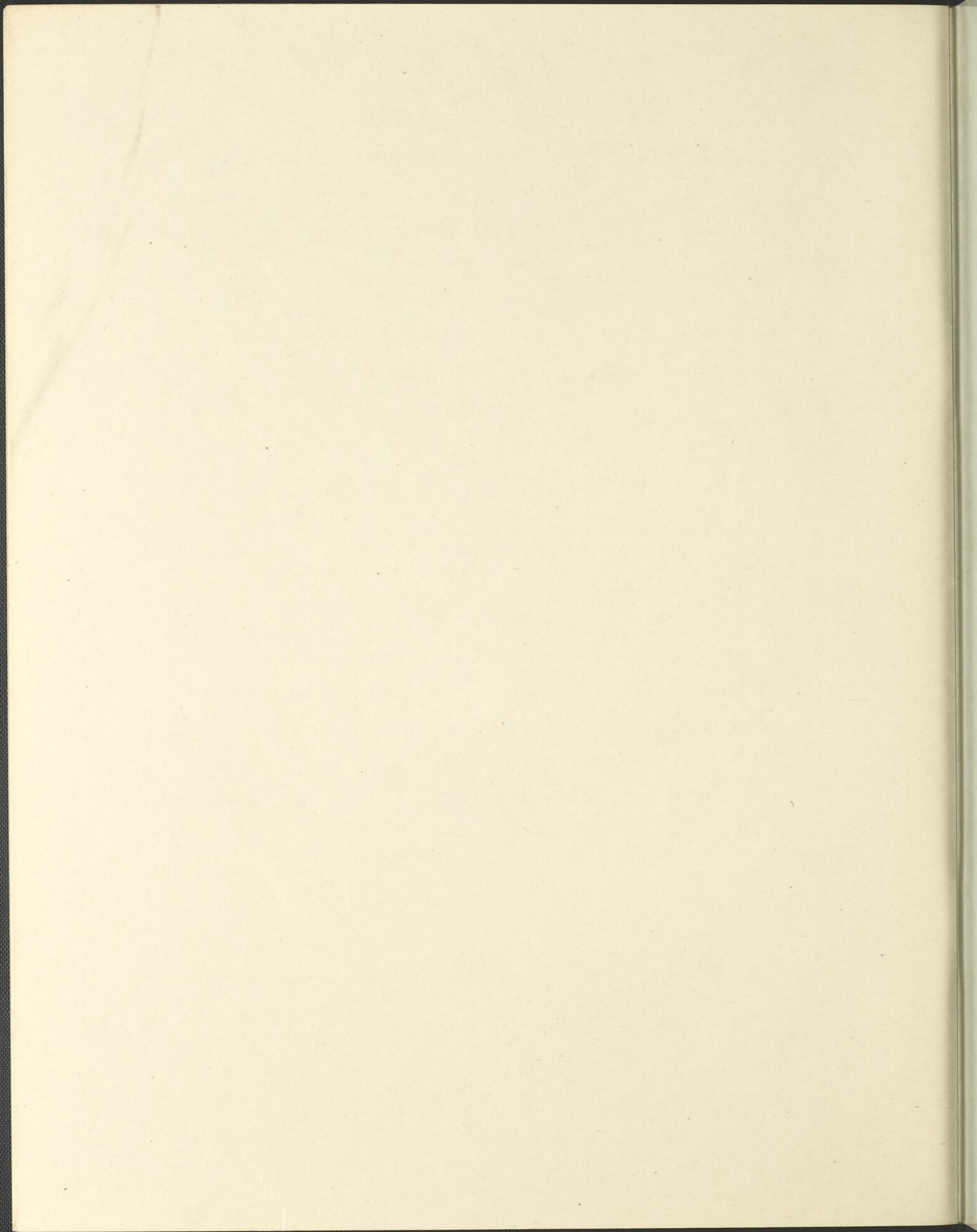
Extension of exclusive legislative authority of Parliament of Canada, 30 and 31 Vict. c. 3.

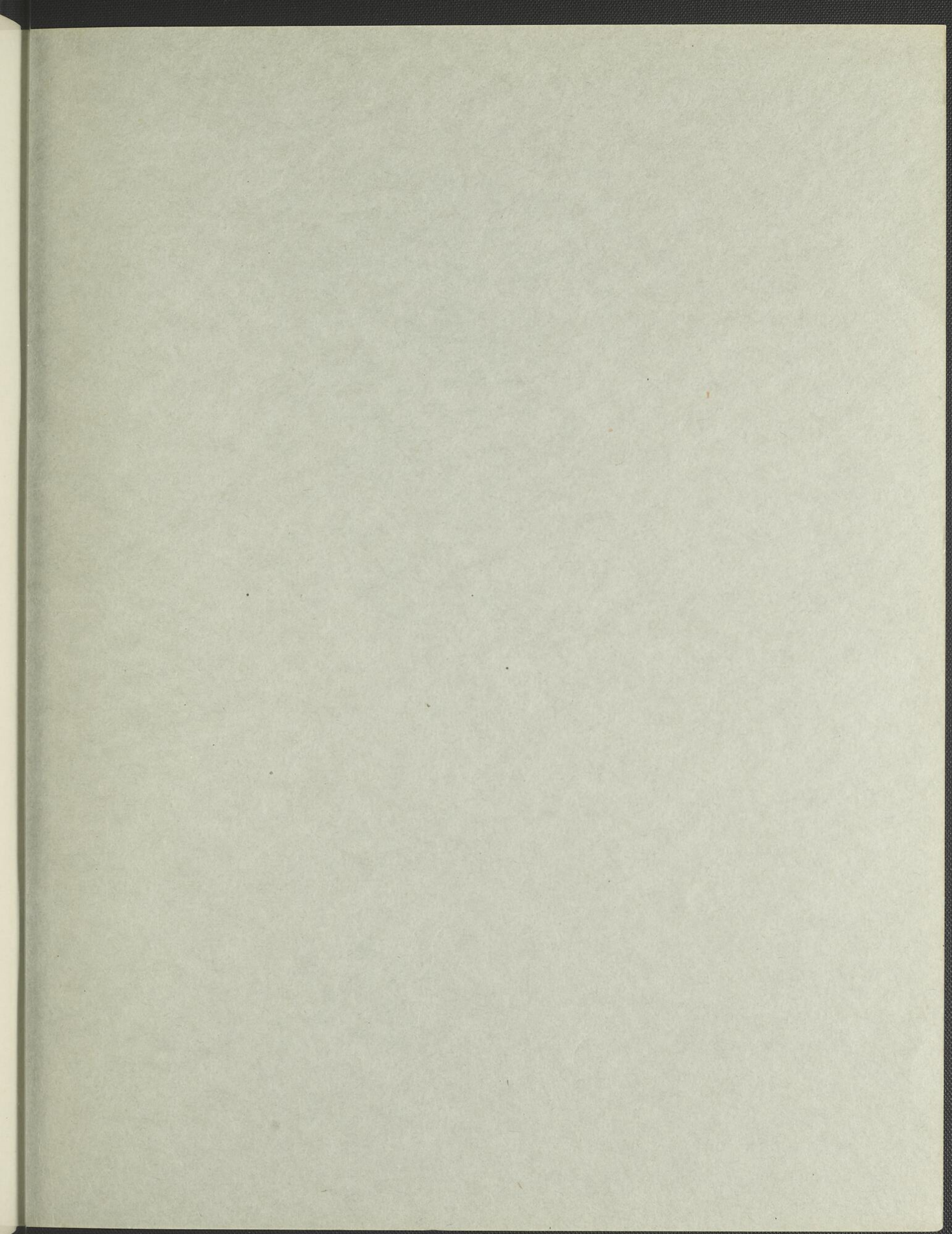
Short title and citation 7 Edw. 7, c. 11.

2. La présente loi peut être citée sous le titre: Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1940; et les Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1930, l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1907, et la présente loi peuvent être cités ensemble comme les Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1940.

2. This Act may be cited as the British North America Act, 1940, and the British North America Acts, 1867 to 1930, The British North America Act, 1907, and this Act may be cited together as the British North America Acts, 1867 to 1940.







BNQ



C 000 251 271